

Patrimoine en cas d'urgence : le cas de Bint Jbeil

Oula Aoun

Bref Curriculum (profession et activité professionnelle relevante, jusqu'à 50 mots): Architecte diplômée en 2003 – Université Libanaise – Actuellement étudiante en DESS – restauration et conservation des monuments historiques. Etudiante en Master 'Sciences et Métiers de la ville' – UL – Je prépare actuellement un mémoire dont le sujet est 'La démocratie participative au Liban, le cas d'un cadre patrimonial'.

Adresse courrier électronique:

oulaaoun@gmail.com

Téléphone:

9613662564

Le mot patrimoine, qui désigne des multiples aspects de la mémoire et des produits de l'homme, a été défini de manières différentes à travers les époques. Ca reste toujours un terrain de débat et d'investigation et il est d'ailleurs utilisé sous différentes acceptations.

Au Liban, dans un premier temps, la notion du patrimoine se limitait aux vestiges archéologiques. Après, elle fut étendue pour englober les anciennes habitations, bourgeoises mais aussi vernaculaires.

Un nouveau symbole fétiche de l'architecture libanaise apparaît : la maison à trois arcs.

Mais est-ce que cette construction mentale du patrimoine construit libanais et cette nouvelle conscience du « Patrimoine » qui animent spécialistes et associations trouvent-elles un écho populaire?

En effet, une catégorie de la population exprime une certaine fierté face aux objets patrimoniaux et manifeste des actions d'entretien et de protection, mais souvent l'ancien est synonyme de vieux, de dégradé : le grand public libanais s'est rarement mobilisé pour défendre un objet de patrimoine.

Cette situation s'aggrave dans les cas de situations d'urgence : malheureusement, le Liban connaît souvent des situations de destruction suivies par des phases de reconstruction où le patrimoine se trouve menacé, au détriment de nouveaux projets de reconstruction.

Durant la guerre de Juillet 2006, les villages du sud du Liban détruits par les bombardements Israéliens étaient nombreux, et les tissus du bâti ancien n'y ont pas échappé : des maisons qui remontent au 17^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème} siècle se sont transformées en amas de débris !

Nous limiterons ici notre intervention à la ville de Bint Jbeil, qui résume la situation des villages du Sud, et qui est dotée par un tissu formé d'un grand nombre d'habitations anciennes, et ayant subi le plus de destruction, puisque c'est là où se sont déroulées les principales confrontations.

Bint Jbeil, qui signifie la fille du soleil, ou encore la fille de la petite montagne, se caractérise, comme tous les villages du sud, par un tissu formé de maisons anciennes et un souk commercial, dont quelques constructions datent du 17^{ème} siècle.

Suite aux bombardements aériens, la perte au niveau de ces maisons fut énorme.

La multiplicité des acteurs après la guerre

- Le centre ancien de *Bint Jbeil* n'est pas inscrit sur la liste des monuments historiques de la DGA (direction générale des antiquités). De plus, la présence de l'état au sud, après la guerre, était modeste, et ses institutions n'arrivaient pas à contenir la situation – d'ailleurs trop compliquée. Ce qui fait que l'état et en particulier la DGA sont des acteurs peu efficaces dans ce contexte.
- le jeu des acteurs politiques avant la guerre se reflète sur la situation d'après guerre : ce sont principalement les partis *Hezbollah* et *Amal*, représentant la majorité de la population Chiite au Liban, qui se trouvent comme acteurs principaux sur la scène ; *Jihad el binaa*, une association sociale proche du parti *Hezbollah* s'est occupée de la reconstruction durant les différentes guerres du Liban avec Israël (en 1978, 1993, 1996 et en 2000), mais vu la destruction énorme de la guerre de juillet 2006, l'intervention de cette association s'est limitée aux indemnités qui seront payées aux familles dont l'habitat a été détruit, totalement ou en partie.
- Suite à la guerre de 2006, de nombreux pays, surtout arabes, ont offert des dons et des aides pour la reconstruction. Quelques journaux déclarent, non sans ironie, que les Etats-unis et l'Iran se rivalisaient pour attribuer des aides au Liban après cette guerre.
- La ville de Bint Jbeil a profité, entre autres, d'un financement Qatarite pour un projet de reconstruction du centre ville ancien.

Le déroulement du projet de reconstruction

Une enquête sur le terrain, faite par *Jihad el binaa*, a mené à un inventaire des dégâts, tout en préparant une étude préliminaire prête à servir comme un document de base pour les bailleurs de fond potentiels.

C'est le premier inventaire des dégâts qui a été entrepris, mais malheureusement, on n'a pas pris en considération la différenciation du bâti à valeur patrimonial ; il s'agissait de repérer le degré et la quantité de destruction. Ces premières équipes ne comprenaient pas des professionnels en patrimoine.

Ainsi il a fallu commencer par enlever les quantités énormes de débris. Malheureusement, dans cette situation d'urgence où, les familles étaient sans abris, le montage financier complexe avec multiples bailleurs de fond assez nombreux, l'instabilité politique de l'après-guerre qui ne fait qu'augmenter, a engendré une anarchie complète des actions visant la reconstruction: les travaux des bulldozers ont précédé ceux de l'évaluation et de l'enquête des professionnels. Bref on a ravagé des maisons revenant au 18^{ème} siècle sans chercher à savoir si ces maisons pourraient être restaurées ou non.

Cette situation alarmante a mobilisé une catégorie de la population au niveau national, surtout des étudiants, des ONG, des journalistes, des écrivains, etc....

La situation était, et est toujours encore, tellement complexe au point de ne plus pouvoir gérer la répartition des tâches et des responsabilités : Une forte corrélation entre la situation politique et les projets de reconstruction se reflète par un désordre sur le terrain. La municipalité s'est trouvée face aux multiples tensions politiques et financières, la DGA n'a pas les moyens techniques, ni le personnel pour en prendre la charge. Ainsi il a fallu un énorme travail d'urgence de relevé fait par des universitaires pour arrêter les bulldozers qui avaient déjà rasé grand

nombre de bâtis traditionnels.

Une fois les amas de débris enlevés, le taux de destruction est devenu très clair. Des premières évaluations estiment une durée de trois à cinq ans pour la reconstruction, et un budget de dizaines de millions de dollars.

On est aujourd'hui dans une situation où, malgré les études qu'on dit déjà « prêtes pour exécution », malgré la multitude des dons et malgré 'la vague de bonnes intentions', la ville de Bint Jbeil est encore en ruine, gelée, dans une situation bloquée et incompréhensible.

Ainsi on résume ci-dessous les facteurs qui ont constitué de principales menaces au patrimoine :

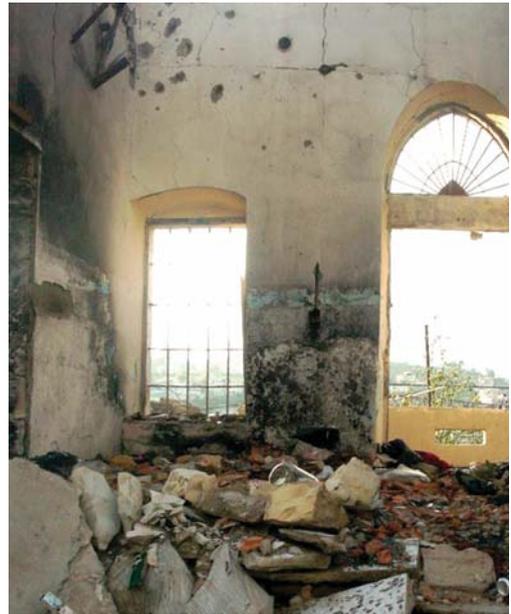
- Au niveau technique : l'absence des professionnels en patrimoine au sein des premières équipes d'inventaires a eu ses répercussions sur la marginalisation du bâti traditionnel dans la première phase d'évaluation.
- Au niveau réglementaire : le centre n'étant pas classé par la DGA, toute démarche de sa part fut difficile. De plus, le manque de réglementation propre à la protection de ce patrimoine a aggravé la situation.
- Au niveau politique : la multiplicité et l'enchevêtrement des acteurs politiques et leurs intérêts a compliqué la gestion ; ils se trouvaient dans un amalgame de distribution de responsabilités et des tâches.
- Au niveau culturel : face à la logique des indemnités, tantôt offertes par Jihad el binaa, tantôt par l'état, plusieurs propriétaires ont préféré obtenir l'argent et se déplacer à un habitat « nouveau ». Ceci les a poussés à demander eux-mêmes la destruction de leurs propres maisons, encore en état reconstructible !
- Même au niveau des responsables, la notion du patrimoine, dans la première phase fut secondaire ; ainsi la première étude du projet de reconstruction proposait une tabula rasa, après laquelle le vieux centre sera remplacé par de nouveaux blocs d'habitation, avec des jardins au niveau des pilotis...

En conclusion, on n'est pas encore arrivé à un accord, au niveau des indemnités, ni sur le choix des modalités de la reconstruction. Ce qui est clair pour la plupart est que les maisons anciennes détruites ne seront pas reconstruites, et la reconstruction prendra seulement en considération les bâtis qui ont échappé aux bombardements d'abord puis aux 'bulldozers de la reconstruction'.

Pour autres, le besoin d'installer un nouveau réseau d'infra structure, et profiter de la situation pour remplacer 'les routes anciennes très étroites' par de larges rues avec des emplacements pour parkings, est évident. Face à cette vision, des critiques s'attachent à la situation actuelle : ' la ruine des bâtiments anciens est plus digne que l'effacement de l'identité...'

Quel caractère aura ce contexte historique, une fois la reconstruction aura lieu ? Comment vont se marier les formes anciennes avec les nouvelles formes modernes envisagées ?

D'autre part une question plus pénible se pose : dans quelle mesure le patrimoine va être toujours menacé par l'indifférence du grand public ? Cela reflète – t- il une réaction perplexe suite à une situation d'urgence, ou bien c'est le résultat logique d'une culture d'indifférence et d'irresponsabilité envers le patrimoine, cumulée a travers les générations ?



Identités plurielles et contextes urbains: nouvelles approches aux politique migratoires. (Programme Communautaire Interreg III C City to City).

Caterina Girona

Architecte et Docteur de recherche en Aménagement et Projet de la Ville Méditerranéenne. Il déroule activité de recherche près du Departement AACM de l'université des études Méditerranéennes - en les occupant de sujets d'aménagement projet territorial et urbain avec attention spéciale à la zone Méditerranéenne. Et' auteur d'essais et articles sur les caractères des villes méditerranéennes.

Adresse postale:

c/o Dip. AACM - via Melissari, Feo di Vito Reggio Calabria

Adresse courrier électronique:

cgirona@unirc.it

Téléphone:

0039 965 322213

Les changements sociaux du XXI siècle conséquent aux grands mouvements migratoires vers l'Europe, entraîne e de guerres et de désastres ou d'opérations du Fond Monétaire International, sont en train de changer les villes du vieux continent qu'ils se trouvent à affronter le défi complexe de la construction d'une société multiethnique dans laquelle cohabitent etnie, cultures et religions différentes qui tentent de se compléter sans s'annuler.

Les contextes urbains donc, spécialement ceux de grandes dimensions, se caractérisent comme puissants catalyseurs de ces procès et ils en sont impliqués en tous leurs composants.

La place urbaine se modifie et il se mesure avec la faiblesse, avec le changement et avec la diversité; si aussi le territoire n'est pas géographiquement plus une place limité mais un encastrement complexe de réseaux en endroits disparus (Milliot).

L'immigration comporte des pratiques territoriales spécifiques et l'illustration du migrant il met en discussion la notion de territoire: du territoire enraciné aux territoires en mouvement.

Être intéressé par les mouvements migratoires n'est pas territoire nationaux uniques mais plutôt l'entière Europe car les immigrés considèrent avec extrême sens des contingences les différentes opportunités qu'ils leur présentent de fois en fois: ils mettent en formes aptes de mobilité qu'ils utilisent territoires différents de ces pièces et parcours ouvrables qui inventent nouvelles places fonctionnelles. Ils postulent une Europe, ou mieux un monde sans frontières et sans déterminations stables d'appartenance (La Cecla).

Ces pratiques peuvent se considérer centrales dans les nouveaux procès d'urbanisation et, comme de quelques parties il est suggéré,

l'immigration peut être considérée une manière pour analyser les procès de territorialisation qu'ils caractérisent la nouvelle saison de la ville européenne (Tarrus).

En effets tandis qu'ils s'orientent les flux migratoires, tandis que communauté de migrants ils s'installent, le reflet sur les villes est spécial: ils se forment plus quartiers ou parties amples de ville, vous connotez en sens "ethnique" de plus en plus, non seulement en termes de residentialité mais aussi pour le développement d'une économie ethnique véritable et la présence des immigrés, pour quelques aspects, il requalifie souvent ces ambitionnées en réussissant à contrarier autres logiques.

Pas tous les contextes urbains sont renversés par ces procès naturellement, ni c'est avec les mêmes modalités et intensité. Presque toujours le "paysage" de l'immigration s'entrelace avec les districts industriels plus développés et il se met encore dans les banlieues dégradées ou en zones anciennes considérées peu désirables dans lequel ils sont en procès aptes substitutifs de population et d'activité que donc ils les connotent comme zones spécifiques de crise de la vie en commun urbaine.

Devant cette réalité, surtout caractérisée par vitesse des changements et difficulté de systématisation, les instruments traditionnels de l'aménagement et de l'urbanisme ils semblent impuissants. Les villes se modifient sous la pression migratoire mais il n'est pas facile de comprendre comment instruments administratif ou instruments urbanistiques puissent régler l'installation. Principalement parce que les temps de ces instruments ne correspondent pas aux temps plus rapides, et pour certain aspects imprévisibles, de l'immigration.

Les villes se sont en général montrées peu préparées à accueillir les arrivées des migrants mais, si en quelques pays européen urbanisme et architecture ont je contribuerai à définir le modèle d'insertion des immigrés, en autres entre lequel l'Italie, l'approche urbanistique a été épisodique et carente d'actions efficaces. À l'immigration, bien que il sois un phénomène en acte de plus temps, il s'associe le caractère d'urgence, de transitoire, de vacataire.

L'urbanisme en effet, et cette Italienne en particulier à manifesté dans les derniers ans une privation évidente en l'affronter le problématique de l'immigration comme problème intérieur au plus généraux thématiques d'organisation du territoire et des installations. D'un côté il s'est considéré ce phénomène comme objet spécifique et exclusif d'autres politique de type associé-d'assistance, plutôt que regarder aux phénomènes migratoires et au se superposer et au se mélanger de différentes populations comme éléments intéressants de transformation du territoire, des installations, des manières de l'habiter et plus en général comme éléments qu'ils ouvrent réflexions de toute façon sur la forme de la ville.

De l'autre côté, le manque de procédures consolide de type interdisciplinaire il a rendu difficile quelconque innovation réglementaire des phénomènes lié à l'immigration, (régulation du commerce ambulante ou en siège fixe, de formes de résidence e/o collectif temporaire, de développement de laboratoires artisanaux, etc.), qu'ils exercent un rôle important dans les microtransformations et dans les métamorphoses urbaines, (Lanzani).

Récemment cependant quelques contributions significatives ont émergé qui, plutôt que considérer l'arrivée de migrante autre chose des transformations urbaines, ils ont interprété les conflits qui peuvent émerger autour des différentes idées de la place publique qui la présence des immigrés donnée à expliciter et souligné les beaucoup

d'entrelacements possibles entre immigration et transformation des places publiques.

Du reste une politique urbaine avisée ne peut plus ne pas tenir compte des tendances actuelles des villes ni s'exempter du considérer que les immigrés jouent respect à la place urbaine une fonction essentielle car ils le vivent comme ressource de vie (Sassen).

Le problème des migrations représente donc un des noeuds avec lequel il doit se mesurer la discipline urbanistique et, pour les reflets qui met en termes d'intégration et conflits sociaux il représente un des principaux sujets dans l'agenda politique et économique de l'union Européenne.

Dans ce contexte il s'insère le programme Interreg IIC avec l'objectif d'étudier, dans le cadre européen, le phénomène migratoire international pour en identifier les parcours migratoires et les modèles urbains qui en dérivent afin de développer instruments d'aménagement et gestion de la diversité culturelle des villes et d'expérimenter, dans les territoires intéressés, initiatives gestionnaires.

Le projet propose une approche innovante à l'intégration des migrants en remplaçant l'idée de "intégration dans un unique Pays" avec celle-là de "intégration sur base internationale de longs parcours migratoires". Aussi le terme "multiethnique" qu'il postule une sorte d'addition entre races dans la place urbaine il est remplacé avec "interculturel" ou "multiculturel": termes qu'ils tendent à affirmer que au fond de tout, indépendamment de la race, il y a l'homme avec son patrimoine d'histoire, religion, mémoire; dans un mot culture.

Il entend de plus contribuer à réaliser instruments apte à favoriser la construction d'une "ville éthique" dans laquelle les citoyens puissent redécouvrir un sens personnel d'appartenance et ensuite à considérer comme valeur la possibilité de cohabiter avec des cultures et expériences différentes de la propre.

Dans le cadre d'Interreg IIC le projet pilote trans-national "RE.LA.TE" a été acheminé - Réseau des Laboratoires Territoriaux (dont le Département AACM est lead partenaire) avec la création de laboratoires territoriaux de projet dialoguée de la place urbaine en qui administrateurs publics, communautés locales, communauté d'immigrés, opérateurs économiques, etc. ils participent aux phases de projet urbain activement.

RE.LA.TE a comme objectif la requalification urbaine, sociale et économique de la ville multiethnica à travers la promotion de chantiers d'autoconstruction de la place physique et culturelle; l'expérimentation de nouveaux modèles de connaissance de la réalité urbaine et d'aménagement urbanistique et la promotion du recouvrement de l'identité sémantique des places urbaines dans une logique multiculturelle et d'agrégation multiethnique..

Les Laboratoires Territoriaux actuellement activés avec RE.LA.TE, (Villa S. Giovanni, Palermo, Valencia) sont endroits de recherche sur le sujet des flux migratoires et de leurs implications sur le caractère des villes, sur le sujet de la culture de l'habiter et des interrelations avec histoire, mémoire et religion; ils considèrent à Développer méthodologies d'approche aux problèmes mis par la cohabitation ethnique en domaines urbains.

Ils sont endroits d'écoute de lequel faire jaillir modalité qu'ils puissent permettre à une installation d'immigrés de s'installer en ville sans former frottements, conflits et collisions entre différentes conceptions de la place: celles des installées depuis toujours et celles des nouveaux venu; modalité qu'ils aident à déterminer places, pas en termes d'exclusion ou ségrégation, mais plutôt d'intégration, comme par exemple en passé ils

pouvaient être les -nous des villes méditerranéennes, endroits de "droit" des communautés étrangères.

Ils se représentent donc comme espaces ouverts de discussion, échange culturel et activité dirigées favoriser la participation dans les procès d'aménagement et projet de la ville et ils constituent le premier pas vers l'organisation des relatifs Urban center, c'est-à-dire structures dédiées à l'écoute des citoyens, résidents et migrants, à l'interprétation de leurs besoins, au renseignement mais surtout à la prédisposition de politique urbaines construite avec leur contribution.

Ils considèrent à offrir les instruments opérationnels pour recevoir initiatives finalisées à la construction de nouveaux décors pour une ville plurielle en définitive; une ville de tous et pour tous, pensée et partagée en toutes ses places urbaines de la totalité de ses habitants.

L'activité des Laboratoires tend à privilégier les aspects place-territoriaux du problème, le plus lié à la visibilité urbaine de l'immigration qui beaucoup de partie ils ont en l'organiser l'intérêt public pour le problème. L'expérience qui est en train de dérouler y il est encore à une phase initiale qui ne permet pas d'en faire un bilan sur les résultats souhaités mais celle-ci une rue intéressante apparaît pour commencer à remplir la discordance entre l'évidence publique du problème et l'attention qui prêtent les disciplines urbaines à lui.

Cette apparaît une tentative premier pour affronter les thématiques de l'immigration et du multiculturalité comme un projet inévitable, comme "impératif fonctionnel catégorique de nos sociétés" (Amendola), mais aussi comme thème que de toute façon depuis toujours, aussi si avec de la modalité et intensités différentes, il appartient à l'histoire des villes, (Tosi).

L'expérience des Laboratoires territoriaux veut finalement être une manière pour mettre en discussion le mécanisme des centres d'accueil et de la formation des ghettos, en accueillant et en racontant les différents débuts installés et en interprétant les manières avec lequel la ville peut réhabiliter ses places en les changeant en endroits et les restructurer avec l'immigration en reconnaissant comme ressource les identités en quête de définition.

La sauvegarde du patrimoine entre défis et perspectives

Mohammed Tita

Architecte, Directeur-Adjoint à la Direction de l'Architecture du Ministère, délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme et Chef de la Division de la Promotion Architecturale.

-Co-dirigé de nombreux diplômés à l'École Nationale d'Architecture à Rabat et d'autres institutions étrangères, traitant du sujet du Patrimoine Architectural et sa revitalisation.

-Assure la coordination éditoriale de nombreuses publications dans les Collections « Dialogues sur la ville », « Cahiers d'Architecture et d'Urbanité » et « Patrimoine et Esprit des lieux » éditées par la Direction de l'Architecture et, notamment, ceux consacrés à la Place Jama' al Fna, sa genèse, son évolution et les nécessités de sa revitalisation en tant que patrimoine tangible et intangible, aux jardins d'antan de la capitale du Royaume du Maroc, aux sites classés patrimoine mondial au Maroc.

-Chargé du lancement et du suivi pour l'élaboration des plans de sauvegarde des médinas du Maroc.

-Membre au sein d'Associations s'intéressant au domaine du patrimoine.

-Participation à plusieurs rencontres à l'échelle nationales et internationale au sujet du patrimoine.

-Contribution à la confection d'un plan d'action triennal financé par l'Unesco pour la préservation, la revitalisation et la valorisation du site de Jama al Fna suite à son inscription sur la liste du Patrimoine Immatériel de l'Humanité, projet validé.

-Instauration d'une démarche de constitution progressive des archives du futur par le biais de la réalisation de couvertures photographiques d'une trentaine de villes marocaines.

Adresse postale:

BP. 2543. Sidi Moussa. Salé. Maroc

Adresse courrier électronique:

mohammedtita@yahoo.fr

Téléphone:

(00212) 61545690

Patrimoine architectural marocain : richesse et diversité

Bordé par l'Océan atlantique à l'ouest, la mer Méditerranée au nord et un océan de sable au sud, le désert du Sahara, le Royaume du Maroc, porte de la Méditerranée, un des berceaux de l'humanité, fut également au cœur de fameux épisodes de l'histoire de l'Océan atlantique. Espace géographique privilégié, entre deux continents et deux océans, il servit à la fois de matrice et de rayonnement à des civilisations riches et métissées, à travers un vaste réseau "de routes de mer et de terre" - selon l'expression de Fernand Braudel-, du Royaume du Soudan à l'Espagne et de l'Atlantique au Golf de Gabès. Nul doute

que le Maroc bénéficie de grandes traditions séculaires en matière d'architecture et de patrimoine urbain. Traditions qui n'ont cessé de se diversifier et de s'enrichir en intégrant des apports différenciés depuis plusieurs millénaires, depuis les phéniciens, les carthaginois et les romains jusqu'aux architectures des époques coloniales, notamment de références française et espagnole, jusqu'à l'indépendance du Royaume en 1956.

Ce patrimoine architectural témoigne d'une diversité dans la forme, dans la situation géographique, dans les matériaux de construction, dans les conditions humaines et historiques, dans les pratiques sociales et l'appropriation de l'espace, qui ne font qu'enrichir l'unité traduite dans les relations humaines et autres règles qui structurent et régissent la société. En témoigne l'intérêt porté par l'UNESCO à ce patrimoine dont un ensemble de sites ont été classés Patrimoine Mondial de l'Humanité: médinas de Fès, Marrakech, Meknès, Tétouan, Qasba d'Aït Ben Haddou, la Cité Portugaise de Mazagan et le site archéologique de Volubilis. Aussi, il est à signaler que le Maroc était le premier pays à appeler l'UNESCO à introduire le concept de Patrimoine Oral et Immatériel de l'Humanité et, par la même occasion, le classement de la Place Jamaa El Fna, à Marrakech, fût parmi les premiers sites classés Patrimoine Oral de l'Humanité par l'UNESCO.

Esprit des lieux

Au-delà du cadre physique qui le constitue, le patrimoine est porteur et témoin d'autre chose que de sa simple matérialité. Il est siège et repère de relations plurielles, de témoignages historiques. Il est réceptacle d'urbanité et vecteur de pratiques et de valeurs culturelles qui s'y archivent et s'y sédimentent d'une certaine façon dans le temps. Il est porteur et vecteur d'un esprit qui l'habite et qu'il transmet de génération en génération. Cela peut être une charge émotionnelle qu'il inspire, un bien être qu'il procure, un souvenir qu'il évoque, une sérénité qu'il impose ou un mythe qu'il transmet.

Vous avez certainement bien compris qu'il s'agit là d'un essai de compréhension de "l'esprit des lieux" qui relève plus d'une alchimie que d'une approche académique. Et vous êtes, me semble-t-il, bien placés, pour comprendre et ressentir ces liens particuliers que les habitants tissent avec les lieux. C'est ce que l'on peut également appeler l'urbanité. Une urbanité qui identifie les citoyens à leur cité et la cité à ses citoyens.

Patrimoine identitaire

L'identité est liée au patrimoine et le patrimoine n'est pas à chercher dans la matérialité d'un tissu urbain ou d'un édifice. Cette identité du patrimoine est fonction des rapports au terme desquels la production bâtie devient une réalité sociologiquement investie et axiologiquement valorisée.

Donc la référence au passé, est en fait une nécessité pour toute existence au présent et au futur. Et le recours au local, le recours au patrimonial, est en vérité un combat d'avant-garde, surtout en cette période de mondialisation. Mondialisation des échanges et de l'information. Mondialisation du libéralisme économique et de la pensée unique. Mondialisation qui met en relation le local et l'international et risque progressivement d'estomper les frontières. Mondialisation qui, tout en présentant de multiples avantages immédiats et potentiels, risque de réduire la diversité, de réduire les régionalismes et risque de faire

disparaître les expressions culturelles du local.

Choix et limites politiques

La situation actuelle de notre patrimoine est préoccupante tant pour les pouvoirs publics que pour les usagers. Ces tissus urbains anciens subsistent, aujourd'hui, le poids d'un passé séculaire, les conséquences des dernières décennies en matière d'aménagement et d'urbanisation ainsi que les contraintes du présent. Le poids du passé en tant qu'acte de fondation, en tant qu'apports civilisationnels sédimentés dans des cycles historiques, en tant que repère et mémoire, en tant que cadre bâti, idéalisé ou rejeté, témoigne d'un équilibre antérieur entre forme sociale et production architecturale.

Les conséquences de choix politiques s'inscrivent et s'expriment au plan spatial. Choix politiques qui, au début du siècle, ont conduit à des bouleversements de polarité urbaine et à l'apparition d'un nouveau modèle de la cité, de la citoyenneté et de l'urbanité. Les contraintes d'un présent nécessitent, dans le cadre des orientations d'une politique nouvelle, que les actions envisagées dans les centres historiques obéissent à des conceptions du spatial et du social en interaction constante.

Là réside, de fait, l'un des plus grands dangers qui menacent l'identité des tissus urbains, anciens et nouveaux, qui menacent la coexistence spatiale, qui menacent la réconciliation des citoyens avec leurs cités, en maintenant ou en créant, de manière implicite ou explicite, voulue ou pas, de l'exclusion, de l'insécurité, de l'injustice, etc. Parmi ces dangers, et non des moindres, persiste cette vision techniciste du progrès et les ravages qu'elle engendre.

Il est devenu opportun d'œuvrer pour une compréhension extensive et de l'architecture et de l'urbanité dont les approches ne doivent plus être limitées à des seules variables techniques et matérielles mais doivent nécessairement intégrer les dimensions humaines, les valeurs culturelles qui seules fondent l'espace de vie, la cité, l'urbanité. D'où une multiplication des actions entreprises sur le terrain pour capter, justement, "l'esprit des lieux". D'où également, le partenariat qui est de plus en plus pratiqué, sous forme de dialogues sur les villes, avec les groupements associatifs, représentants de la société civile.

D'où enfin, la recherche de projets intégrés qui permettent d'initier des opérations, en matière de revitalisation, d'amélioration et de valorisation de cadre de vie qui soient durables, en ce sens que leur pérennité soit assurée, dans les modes de financement, d'entretien et de développement, par ceux-là mêmes qui sont les premiers concernés.

Ainsi, ces centres urbains historiques pourraient devenir non seulement objets de réflexion et de conceptualisation mais, grâce à de nouvelles procédures de participation réelles, à une nouvelle génération de documents de gestion urbaine spécifiques au patrimoine, des centres revitalisés et des laboratoires d'exploration de nouvelles composantes d'une identité culturelle contemporaine.

Le patrimoine : défis et perspectives

Face aux dangers qui touchent le patrimoine architectural national et de l'ampleur des négligences ou d'insensibilité vis-à-vis du patrimoine dans la gestion urbaine, l'objectif premier semble être celui de mémoriser, d'archiver et de préserver les traces (écrites, graphiques, photographiques, construites, etc.) destinées à assurer la pérennité de ce patrimoine menacé. Mais très vite, l'on se demande pourquoi faire ? Pourquoi s'émouvoir sur un passé qui passe ? Plaisir narcissique, romantique ou combat d'arrière garde ?

Devant cette tendance lourde qui est celle de la dénaturation, de la dévalorisation et de la destruction physique du patrimoine architectural et urbain, il est devenu impératif de prendre position sans laisser croire que la réaction à ce phénomène découle d'un souci nostalgique ou d'un attachement romantique au passé. Parler de la perte de ce patrimoine architectural et urbain est, aujourd'hui, dans les pays concernés, un devoir de citoyen et se taire pourrait être, ultérieurement, qualifié de complicité.

De mon point de vue, la revitalisation et la sauvegarde de notre patrimoine ne doivent pas se limiter à une opération de restauration d'un patrimoine physique mais la prise en considération de ce patrimoine architectural, de la mémoire, afin de mettre en relation la connaissance et la vitalité de la ville ancienne avec le développement de la ville d'aujourd'hui et de la ville en projet. Un développement centré sur l'Homme et génératrice d'auto-estime, qui prétend donner aux plus faibles et aux plus vulnérables la possibilité de s'occuper eux-mêmes de leur existence et qu'ils n'aient pas à dépendre de la charité.

Citoyenneté et droits culturels

Les citoyens ne sont ni directement consultés, ni consultés à travers les groupements associatifs qui les représentent, pour donner un quelconque avis sur les grandes décisions, sur les grandes orientations qui, non seulement engagent les deniers publics, c'est-à-dire leur argent, mais engagent le devenir des villes et du patrimoine architectural. Orientations qui engagent la transmission d'un héritage qui nous a été légué et qui persistera, enrichi ou dénaturé, ou disparaîtra du cadre de vie des prochaines générations.

Pourtant, être citoyen, c'est ni plus ni moins appartenir à la cité. C'est contribué, de manière directe ou indirecte, à décider de son état, de son amélioration et de son devenir. L'espace social dans lequel chacun de nous voit le jour, vit, se déplace, travaille, se promène, et finit par s'en aller, est une composante de son identité et de sa dignité. La délégation de pouvoir faite à l' élu est justement destinée à viser à l'amélioration de cet espace social. L'améliorer pour le rendre plus apte à recevoir, dans les meilleures conditions d'hygiène et de propreté, de protection et de sécurité, de respect de l'environnement et d'accessibilité, etc., toutes les activités sociales multiples qu'il est destiné à recevoir et à abriter. Nous devons donner aux gens la possibilité d'être ce qu'ils veulent, de créer leur propre identité et leur institution.

C'est ce, qu'en commun, associations citoyennes et cadres de l'administration, nous essayons progressivement de faire. En étant bien conscients qu'à la différence des décennies précédentes, le déroulement des activités sociales dans les établissements humains, que ce soit en milieu urbain ou dans les villages et les hameaux, n'aura plus à n'être régie que par une conception strictement sécuritaire du cadre de vie.

Il est important, aujourd'hui, que la pratique architecturale, que la recherche architecturale, que l'enseignement de l'architecture et les publications sur l'architecture, prennent en considération ce patrimoine, dans sa richesse et sa diversité, pour proposer une tonalité, des orientations, des ambiances architecturales, non sous forme de pastiche de ce patrimoine, mais dans la perspective de formes renouvelées de sa modernité endogène. Une modernité endogène, fruit d'un effort de créativité, qui s'inspire de ce patrimoine en tant que repère et identité, en tant que mémoire et matrice ouverte à la conception d'une architecture contemporaine. Une architecture à la

fois innovante et respectueuse des valeurs patrimoniales inscrites dans l'histoire et le territoire de notre pays

C'est vers une vision qui donne la primauté au local et à l'associatif qu'il faut s'acheminer et pour laquelle il faudra militer avec patience, passion et obstination.

Mondialisation au service d'un nouvel humanisme

Or, l'identité est liée au patrimoine et le patrimoine n'est pas à chercher dans la matérialité d'un tissu urbain ou d'un édifice. Cette identité du patrimoine est fonction des rapports au terme desquels la production bâtie devient une réalité sociologiquement investie et axiologiquement valorisée.

Donc la référence au passé, est en fait une nécessité pour toute existence au présent et au futur. Et le recours au local, le recours au patrimonial, est en vérité un combat d'avant-garde, surtout en cette période de mondialisation. Mondialisation des échanges et de l'information. Mondialisation du libéralisme économique et de la pensée unique. Mondialisation qui met en relation le local et l'international et risque progressivement d'estomper les frontières. Mondialisation qui, tout en présentant de multiples avantages immédiats et potentiels, risque de réduire la diversité, de réduire les régionalismes et risque de faire disparaître les expressions culturelles du local.

Si la mondialisation s'avère inéluctable, mieux vaudrait la projeter, dans le double sens du terme, comme une occasion historique d'orienter différemment la coexistence communautaire et la création architecturale. L'orienter dans le cadre d'une dialectique de l'universel et du local, dans le respect sociologique des mémoires collectives et le respect de l'esprit des lieux. C'est-à-dire de situer d'emblée tout projet dans un développement fondé sur la diversité des systèmes de valeurs, dans une perspective pluriculturelle, visant à concevoir et à réaliser des patrimoines partagés pour le futur.

CONCLUSION

Je voudrais, pour terminer, faire part d'un sentiment d'espoir profond dans la coopération entre les différents participants et intervenants. Espoir profond et optimisme mobilisateur sur le travail que nous pouvons mener en commun pour sensibiliser aux valeurs culturelles du patrimoine architectural, à la nécessité de sa revitalisation en tant que cadre de vie et composante majeure de notre identité.

De même, je voudrais également faire part d'un sentiment d'espoir dans une coopération internationale, initiée ici, dans ce domaine de l'urbanité, avec des confrères venant des différents pays. Les exemples sont nombreux chez vous et posent aujourd'hui des questions cruciales sur mémoire et contemporanéité. Les échanges, dans le cadre d'une coopération internationale ne peuvent qu'être réciproquement bénéfique.

Le patrimoine, outil de développement territorial

Necissa yamina

Maitre assistante –département d'architecture de Blida –université de blida

Chercheur doctorante à l'école polytechnique d'architecture et d'urbanisme Alger

Adresse postale:

53 rue Reguieg el hannachi –ksar el Boukhari-Medea -Algérie

Adresse courrier électronique:

aminanecissa65@hotmail.com

Téléphone:

075461012

1 - INTRODUCTION :

Le patrimoine, pris dans son sens le plus large c'est-à-dire une richesse matérielle et immatérielle (patrimoine monumental, rural, vernaculaire, industriel, scientifique, ethnologique et de savoir faire, historique et lié à la mémoire collective, ainsi que les ressources naturelles), représente une ressource bien identifiée dans les territoires.

Sa valorisation est un enjeu largement exprimé, elle est pensée dans une approche large et décloisonnée, et représente un véritable potentiel de développement. Elle devient ainsi un objectif important de la société contemporaine, car c'est le moyen de satisfaire un certain nombre de besoins d'ordre esthétique, artistique et même de loisirs, elle est donc source de valeurs artistiques, esthétiques ou d'existence. La production de telles valeurs implique des mouvements économiques très importants qu'on ne doit pas négliger.

Ceci nous amène alors à réfléchir et à contribuer à un débat actuel et d'avenir sur les orientations et les réponses aux questions suivantes :

- Quelles sont les richesses que représente le patrimoine ?
- Comment intégrer la démarche de valorisation du patrimoine dans un projet de territoire ?
- Quels sont les enjeux de la valorisation du patrimoine dans une optique de développement ?

Dans un premier temps, notre recherche étudie le concept du patrimoine ainsi que son évolution et ceci à travers la lecture des différents textes et documents internationaux sur le patrimoine et les politiques de sa protection.

La lecture du concept du patrimoine nous a permis de schématiser quatre décennies, durant lesquelles le concept de patrimoine a évolué.

Dans les années 60, on constate une prise de conscience par une minorité de la nécessité de protéger le patrimoine en danger, ces idées sont portées par les recommandations de l'UNESCO de 1962 et 1968, et par les nombreux colloques du conseil de l'Europe, ainsi que la charte

de Venise qui définit la philosophie de la restauration.

La deuxième décennie (les années 70) a été marquée par la prise en compte progressive du patrimoine comme fondement de la qualité du cadre de vie.

On note le développement de la conservation intégrée, matérialisée par la charte Européenne du patrimoine architectural et par la déclaration d'Amsterdam.

Les années 80, constituent la synthèse des expériences et l'approfondissement des pratiques liées au patrimoine, et là on note principalement le développement de l'argument économique du patrimoine, matérialisée par la convention de Grenade.

Les années 90 sont marquées par l'approche environnementale, et l'élargissement de la notion du patrimoine vers le patrimoine commun.

L'élargissement du concept de patrimoine à des éléments plus large a des conséquences sur sa gestion, celle-ci n'est plus comme avant une simple action de classification ou action ponctuelle de sauvegarde, il s'agit plutôt d'une gestion dynamique et économique globale.

Des différentes interventions sur le patrimoine, sont attendues des retombées économiques et sociales en terme d'emploi, d'impôts et de tourisme et autre.

On peut dire qu'on est passé d'une pratique de conservation à une logique de gestion, d'un patrimoine centré sur l'objet à un patrimoine mobilisé autour de projets.

Cette nouvelle approche passe principalement par la politique de l'aménagement du territoire dans ses diverses dimensions tant urbaines que rurales, globales que locales, c'est-à-dire une approche intégrée aux stratégies de développement.

Dans un second temps de notre recherche, nous étudions les cas étrangers ayant entrepris des démarches de valorisation du patrimoine dans une optique de développement territoriale.

A travers les exemples étudiés, nous retenons les principales étapes de cette démarche de valorisation:

- La première étape est celle de la prise de conscience du caractère patrimonial, de sa reconnaissance. L'inventaire représente l'élément fort de cette étape.
- L'étape suivante est celle du diagnostic et de l'évaluation, qui conditionne le type d'usage et les potentialités de ce patrimoine. Ce diagnostic permet de saisir les relations qui unissent les différentes composantes du patrimoine, notamment le contexte ou l'ensemble dans lesquels elles se trouvent, on peut même comprendre l'influence de sa valorisation dans l'intérêt économique de la région
- Les étapes suivantes concernent la mise en oeuvre de projets de développement liés au patrimoine et leurs insertion dans un processus de développement et d'aménagement territorial.

A travers le cas français, nous avons retenu les projets de pôles d'économie de patrimoine qui sont des projets de territoire utilisant le patrimoine comme levier de développement économique très important.

Pour initier un projet de valorisation du patrimoine, notre choix s'est porté sur la wilaya de Médéa.

Le patrimoine de Médéa est constitué de l'ensemble des constructions, monuments, vestiges, monuments naturels, paysages et sites historiques.

Parmi ceux-ci, certains ont une valeur historique, archéologique,

scientifique, artistique, sociale et économique. Ce patrimoine au sens large du terme marque le territoire de Médéa.

Les actions de valorisation de ce patrimoine doivent prendre une place

2- LE PATRIMOINE EN ALGERIE

2-1-ETAT DU PATRIMOINE EN ALGERIE

L'Algérie est l'un des plus grands pays du continent africain avec une superficie de 2381km², son territoire se divise en trois ensembles très contrastés :

- l'ensemble tellien du nord (4 % du territoire), il s'agit de l'espace le plus favorisé par le climat, les ressources marines et les richesses de ses diverses plans et vallées côtières.
- les hauts plateaux (9% du territoire), ils occupent l'espace compris entre l'atlas tellien et l'atlas saharien.
- le Sahara (87 %du territoire) ensemble totalement aride ou hyper aride.

1-1/ Etat du patrimoine naturel :

1-1-1- / Patrimoine forestier

Les forêts : les forêts et maquis couvrent en Algérie 3.2 millions d'hectares soit un taux de boisement de 11/° qui représente celui de l'Algérie du nord¹.

Les forêts productives ne couvrent aujourd'hui que 1249 000 hectares.

Terres domaniales	3251791 ha
Terres communales	275000ha
Terres privées	350000ha
Terres publiques (EAC-EAI)	100000ha

La destruction progressive des couverts forestiers est liée à des facteurs anthropiques et naturels, en 1997 , la surface boisée globale était de 397000 hectares, entre 1955 et 1997 , la surface détruite est de 103000hecatres (soit 24000 ha/an) , et le taux de déforestation est de 21/° en 42 ans.

Etat de la flore : l'Algérie possède 5402 taxons végétaux avec une importante richesse floristique (0.58) proche de celle du bassin méditerranéen (0.62), 540 espèces fourragères et 646 espèces médicinales qui composent la flore, cette diversité floristique répartie dans les différents écosystèmes (forêts, steppes, zones sauvages, désert, mer , massifs, montagnes ; etc.) est menacée par certaines pratiques agricoles , par la construction d'infrastructures , par l'urbanisation et par la déforestation.

Etat de la faune : en terme de diversité faunistique, 47 espèces de mammifères sur 107 inventoriés et protégées et 68 espèces d'oiseaux sur 336 sont protégées.

Les actions entreprises consistent essentiellement en la création d'aires protégées conformément au décret 83-459 portant statut type de parcs nationaux, un programme d'élargissement des aires protégées à d'autres zones est en cours, pour les zones humides, elles n'ont pas encore fait l'objet de plans de protection adéquat.

Les facteurs de dégradation de la faune et de la flore se résument comme suit :

- L'absence d'une politique cohérente de protection et de suivi.
- Le développement insuffisant des connaissances, de l'enseignement et de la recherche relatifs à la biodiversité.
- Le manque de programme de sensibilisation et de participation à l'intention des différents partenaires des différents secteurs (gestionnaires, agriculteurs, éleveurs, forestiers et aménageurs).

Les facteurs contribuant à la déforestation sont les suivants :

- Les incendies : de 1985 à 1994, 920000ha de couverts forestiers ont été brûlés, dont 477629 ha en dix ans (301780 ha de forêts, 91566 ha de maquis et 82746 ha de broussaille), soit l'équivalent de 30000 ha/an.
- Les coupes de bois (les coupes illicites de bois de chauffage, de bois d'œuvre sont en augmentation.
- Les insuffisances institutionnelles et les réalisations du programme des grands travaux ne sont pas prises en compte.

La steppe: elle s'étend sur 20 millions d'hectares et la surface des parcours est évaluée à 15 millions d'hectares, sa dégradation est progressive

L'assainissement rural : en matière d'assainissement rural, un important programme d'aménagement de bassins de décantation a été lancé en 1987 pour les petites et moyennes localités, il s'est traduit par la réalisation de 435 bassins concernant 31 wilayas et 404 localités.

Problèmes de gestion et approche de développement :

La gestion du patrimoine forestier rencontre des difficultés générées par l'absence d'une actualisation permanente des inventaires et d'un plan d'exploitation rationnelle des forêts, les actions forestières devraient être mieux intégrées dans une approche globale et intégrée de lutte contre la désertification avec une participation effective de population

1-2/ Etat du patrimoine culturel :

Le patrimoine culturel acquiert une place de plus en plus importante dans toute politique de développement économique, social et culturel, cependant ce patrimoine n'a pas fait l'objet d'une attention soutenue. Les atteintes naturelles et anthropiques entraînent la dégradation du patrimoine archéologique et historique. les atteintes anthropiques sont de deux ordres : d'une part le développement urbain qui s'effectue au détriment du parc archéologique, d'autre part les pillages de pierres de taille.

A ce jour, aucune enquête ou analyse n'a eu pour objet de mesurer l'état de conservation du patrimoine archéologique et historique, les opérations de consolidation ou de restauration des monuments historiques qui ont été entreprises l'ont été du fait de l'urgence de la situation ou en tenant compte de la fonction sociale ou de l'aspect prestigieux du monument.

Pour le financement des opérations de restauration, des sites et monuments historiques ont toujours représenté un frein pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine jusqu'en 1990, cette activité n'a jamais été menée dans le cadre de plan de développement².

Dans tous les cas, la dégradation du patrimoine archéologique et historique est le résultat de l'intervention de l'état qui n'a pas appliqué avec rigueur les textes et n'a pas engagé des ressources financières nécessaires à la préservation et à la restauration des sites et monuments.

2-2-LES MESURES DE PROTECTION DU PATRIMOINE :

2-1/ La protection du milieu naturel :

Les instruments d'aménagement permettant d'intégrer les exigences de la protection des sites naturels se présentent comme suit :

2-1-1/-L'étude d'impact :

L'étude d'impact faisant l'objet du décret 87-91 du 21 avril 1987, son objectif est d'analyser les incidences de projets ou aménagement public ou privés qui peuvent modifier directement ou indirectement ou porter atteinte à l'agriculture, à la protection de la nature, à la conservation des sites et monuments.

2-1-2/- Protection des sites naturels et humains

Dans le cadre de la protection des sites naturels et humains, l'Algérie doit tenir compte de ses engagements, notamment, relativement aux textes suivants³:

- Le protocole de coopération entre les pays d'Afrique du nord en matière de lutte contre la désertification, signé au Caire 1977 et officialisé par le décret n° 82-437 du 11-12-1992.
- La convention relative aux zones humides, d'importance internationale, à laquelle l'Algérie a adhéré par le décret n°82-439 du 11 décembre 1982.
- La convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse, en particulier en Afrique, adoptée à Paris en 1994, ratifiée par le décret présidentiel n°96-52 du 22 janvier 1996.

2-1-3/ La protection de la faune et de la flore :

La loi n° 83-03 du 5 février 1983 a consacré son titre II à la protection de la faune et de la flore et aux réserves naturelles et parcs nationaux.

- La protection du domaine forestier :

La protection des forêts a fait l'objet de la loi n° 84-12 du 23 juin 1984 portant régime général des forêts.

Elle a pour objet la protection, le développement, l'extension, la gestion et l'exploitation des forêts, des terres à vocation forestière et autres formations forestières ainsi que la conservation des sols et la lutte contre toute forme d'érosion.

D'autres textes sont venus après pour compléter cette loi, ce sont :

-Le décret 87-44 du 10 janvier 1987 relatif à la prévention contre les incendies dans le domaine forestier.

-Le décret n° 87-45 du 10 février 1987 portant organisation et coordination des actions en matière de lutte contre les incendies de forêts dans le domaine forestier national.

- La réglementation de la chasse et l'organisation de réserves de chasse :

Le décret n° 83-509 du 20 août 1983, relatif aux espèces animales non domestiques protégées détermine la lutte des espèces animales non domestiques ainsi protégées.

Ce décret a été suivi par d'autres décrets exécutifs n°95-321 et n°95-322 du 18 octobre 1995, ils fixent les modalités et les conditions de capture de ces espèces animales à des fins de recherches scientifiques.

- les réserves naturelles et les parcs nationaux :

la loi 03-2003, dispose que les zones soumises à des régimes particuliers, de protection des sites, des sols, de la flore, de la faune, des écosystèmes

ou de façon générale de l'environnement, sont considérés comme aires protégées⁵.

Pour plus de précision, les aires protégées comprennent :

- Les réserves naturelles intégrales.
- Les parcs nationaux.
- Les monuments naturels.
- Les aires de gestion des habitats ou des espèces.
- Les paysages terrestres ou marins protégés.
- Les aires protégées de ressources naturelles gérées.

Cette loi interdit toute action susceptible de nuire à la biodiversité et plus généralement, d'altérer le caractère de l'aire protégée, notamment la chasse et la pêche, les activités agricoles forestières et pastorales, industrielles minières, publicitaires et commerciales ainsi que l'exécution des travaux⁶.

2-1-4/-Protection et valorisation des zones de montagne :

Un projet de loi relatif à la protection et la valorisation des zones de montagne est en cours d'approbation.

Cette protection s'inscrit dans le cadre de développement durable et définit des prescriptions d'aménagement du territoire des zones de montagne, ces différentes prescriptions ont pour objectif de prendre en charge la fragilité et le caractère sensible de ces zones ainsi que leurs potentialités et leurs atouts dans les plans d'aménagement.

Le projet de cette loi dans son article 9 stipule que les schémas régionaux d'aménagement du territoire font ressortir toutes les zones de montagnes dans le but d'orienter les actions de développement en fonction des spécificités des zones

2-1-5/-Protection du littoral :

La loi relative à la protection et à la valorisation du littoral⁷ a établi des principes fondamentaux pour la protection et la valorisation du littoral.

Parmi ses principes : l'inscription des actions de développement et de protection du littoral dans une dimension nationale de développement du territoire et d'aménagement.

Dans les documents d'aménagement, tous les sites de la zone du littoral et présentant un caractère écologique, paysager, culturel et touristique doivent être considérée comme aire classée et frappée de servitudes. Pour cela, des instruments de gestion du littoral sont proposés par la loi.

L'objectif de cet instrument est la mise en oeuvre de la politique nationale de la protection et de la mise en valeur du littoral et de la zone côtière en particuliers.

Cette gestion est assurée par le commissariat national du littoral qui parmi ses missions, veille à l'établissement d'un inventaire complet de toutes les zones côtières.

La loi recommande aussi la nécessité d'instituer un plan d'aménagement côtier qui comporte toutes les dispositions de protection.

Identity and Quality in Territorial Development Processes

Elvira Petroncelli

Full professor of Urban and Regional Planning at the University of Naples, co-ordinator of Research Doctorate, President of the Building Engineering Graduating Course, co-ordinator of Research Projects, author of more than 80 printed publications. Bureau member of CIVVIH-ICOMOS, assessor of historical sites to be included in the UNESCO list.

Adresse postale:

Piazzale V. Tecchio 80 – 80125 NAPOLI (I)

Adresse courrier électronique:

elvira.petroncelli@unina.it

Téléphone:

+39 081 7682313

Premise

The fast processes of de-territorialization affecting all territory are producing radical and deep transformations in dwelling practices and changing the way of considering the relationship with a place.

The hyper-extension of urbanized areas represents a relevant transformation of city and territory required by complex political, cultural, social and economic factors. Those produce needs and demands being the expression of new way of territory shape and structure.

Looking for adequate strategies to achieve a sustainable development pointed out the importance of those subjects such as "quality" and "governance" and how by now it's necessary a review of the used logics, criteria and indicators.

The "quality" subject has become more and more a new imperative and the Landscape European Convention (LEC) strongly stressed some questions.

Giving all the territory the value of landscape – apart from its being considered exceptional, of everyday life and/or decayed one – is the expression of the value the landscape generally has got and it is stressed the idea that:

- represents a key element of individual and social wellbeing;
- is an important element of people's quality of life;
- cooperates to local cultures elaboration;
- carries out important functions of general interest.

Landscape identifies and makes the different parts of territory be recognizable, shows their history handing down the signs of their transformations and is produced by the interaction of several tangible and intangible elements that characterize its appearance and value. According to that, landscape becomes the expression of deep and rooted cultures and identities of single territories, related to the people dwelling and working in those territories.

Quality is a crucial point of the LEC. The Article 1, in giving some basilar

definitions, leads us to consider the value of the perceptive aspect and how it affects the behaviors.

Intending to adopt landscape quality purposes, as it's worldly required, actually produces a new viewpoint of all planning discipline, not only in relation to the phase of territory knowledge and reading, but also in relation to purposes and actions definition, involving all the actors of territorial development process.

Identity and quality

Considering targets of landscape quality implies to investigate the importance of identity characters.

The identity of a place contains and helps read and understand the "memory" of a territory, its environmental knowledge, its growth rules and system of relationships and management. The identity of a place can be shaped by both tangible and intangible elements that man contributed to create. In fact the population's sense of belonging to a context is represented by culture, activities and traditions, as well as by building typologies, colors and materials used.

The deep meaning of place identity isn't the repetition of something happened but the never-ending building of what can be carried on in evolutionary way, according to the new needs and expectations addressed to future (Mannelli L., 2003). As Norberg-Schultz (1979) had already stressed, the structure of a place isn't a fixed, eternal condition: places usually change and sometimes in a fast way too. Anyway, it doesn't mean that the *genius loci* should necessarily change or be lost. The places preserve their identities for a certain time and each place should be "capable" of receiving *different* "contents", obviously within certain limits. A place fit only for one purpose would soon become useless.

The identity cannot be artificially created in a short time, as example the present places of mystification, which try to reproduce, by new buildings, relationships and features of historical cities for shopping mall or gated city. Those places are different from the original environments mainly because they are lacking in *genius loci*.

A careful attention should be paid to avoid a landscape logic seen as a product to sell – which easily trivializes territorial peculiarities and destroys its identity – and to increase and stimulate communities self-definition.

Communities are the main actors in the identity definition, but are also the subjects to which the process of development and re-qualification is addressed. Identity and quality represent a strong binomial and two categories characterizing the process of diversification and cultural supply.

In such a context, it's crucial to pay attention to the identity value and never-ending common re-appropriation and construction of meanings produced by the actions carried out by all the actors involved in the territory, even if not permanently. It means to dynamically look at the endogenous, tangible and intangible elements, which link the territory history to each dweller. It's not the case of crystallizing the place cultural "heritage", the identities, but of recognizing them and succeeding, in a certain sense, in building landscapes.

A methodological route

Within the knowledge process targeted to define quality landscape goals, the starting point consists in defining the general typologies on which the different landscape ambits depend. *In primis* we can make a subdivision into areas, according to the prevailing physical-functional

characters. Referring to a prevailing-characters classification enables us to curb fragmentations and to join different aspects and elements that can help delineate the features of the general systems they belong to. The information given by a rigorous reading of the surface mantle represents a good starting point, but of course it doesn't sufficiently describe those values and factors that allow to go over the simple physical aspect of a context and to convey a heritage of knowledge and characteristics produced by intrinsic relationships and peculiarities.

The knowledge phase entails, therefore, together with punctual investigations on the single components, the study of physical, functional, visual relationships, whose grasp is crucial for the identification of *characterizing elements*, as well as qualitative targets, and for defining protection, modification and transformation actions.

Determining the *characterizing elements* requires a wide-ranging investigation of the context in the course of time in order to check the different values according to its evolution, as well as a reading of the elements under the ecological, anthropological and environmental profile. Besides, working out and pursuing landscape-quality goals entails defining parameters for assessing the characterizing elements, i.e. their identifier and performance characters.

It's important to go on by pointing out the single elements and contextually analyzing the systems they belong to, in order to assess the force of the element identifier character according to the *structural*, *symbolic* and *perceptive* profile, and the force of the performance one according to the *functional* and *usability* profile.

In particular, it consists in building a matrix by means of the referring parameters in the assessment of the *characterizing elements*.

In defining a mechanism to determine the quality levels, anyway we should pay attention to the possible levels of vulnerability for consciously assessing the policies and actions to implement in order to achieve landscape quality goals.

Strategic lines

Starting from the above assumptions, we can outline possible strategic lines (actions and interventions) being the references as regards the identity character.

As concerns the important LEC assumptions, we can affirm that, by following a system characterized by "landscape quality goals", the actions to be accomplished would be targeted to:

- *Safeguard the context and community identity;*
- *Contribute to the economic, social, cultural development and to the different users quality of life;*
- *Contribute to territory layout;*
- *Assure the best management of resources.*

In order to carry out quality projects, it's necessary -in the light of historical identities, namely by reading the historical territory, the community's needs and the identity character- to appeal to:

- *the resources heritage;*
- *the local cultures and identities;*
- *the principles of sustainability.*

A careful combination is required between what regards the morphological-functional dimension and :

- Effective administrative proceedings;
- Environmental sustainability;
- Forms of social capital regeneration;
- Economic-financial feasibility;
- awakening/education/training actions, on several levels, targeted to

promote sharing/participation.

Identity can be considered as a crucial resource for defining policies and actions targeted to increase landscape quality. The plan/project should contribute to increase the identity value allowing its recognizance in ambits on superior scale. The policies and strategies to be implemented could follow different routes: the one linked to morphological characters, the one connected to the lived places or the production ones.

Starting from the individuation of the environmental resources, the guidelines for a sustainable environmental policy should be targeted to:

- a responsible use of natural resources and raw materials;
- foster optimal energy choices;
- adopt re-uses and recycles ;
- optimize the production processes;
- improve resources usability;
- foster a responsible management of all the production phases;
- promote information and actors/users training at all levels;
- prevent and manage possible pollution phenomena and emergencies;
-

In order to preserve and develop the identities, in particular we should foster actions targeted to:

- territory promotion;
- safeguard of settled tangible and intangible heritage;
- recovery and re-qualification of peculiar elements;
- conservation of specificities;
- re-qualification of decayed sites;
- monitor communities and contexts;
- stress the resources value;
- stimulate interactions and synergies;
- promote entrepreneurial and professional actors helping, by means of their activity, to safeguard and develop the identities;
- ...

This methodological approach has been applied to a specific territorial context such as the Sorrentino-Amalfitana Peninsula, part of which is inscribed on the World Heritage List since 1997.

The result of the research has lead to assume that the study of characterizing elements allows us to make an ex-ante assessment for defining quality and vulnerability levels. That's a first interesting contribution that can be offered to the assessment of the effects produced by the actions to implement.

The investigated area is full of historical elements, as well as natural ones, and its affected by intense flows making it vulnerable at the same time



The elements should issue from the historical heritage, namely from reading the historical territory, from the community needs and the identity characters.



Test area: Sorrentino-Amalfitana peninsula (Gulf of Naples)



Aménagement, réhabilitation et développement durable des villes historiques méditerranéennes

Nicolas Rodalkis

Naissance - Crète (1943).

Architecte - Université Aristote-Thessalonique (1969)

Urbaniste - Institut d'Urbanisme-Paris (1972).

Docteur - Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, (1975).

Professeur - Urbanisme-Aménagement-Développement, Ecole

Polytechnique -Université Aristote-Thessalonique

Ecrivain - Plusieurs livres-articles scientifiques

Planificateur - Projets urbanistiques

Chercheur- Collaboration: UNESCO-ICOMOS pour les villes historiques (1980-85).

Elaboration: nombreux programmes de recherche

Président-directeur, fondateur du nouveau Département «Urbanisme-Aménagement-Développement» Ecole Polytechnique-Université Aristote-Thessalonique.

Adresse postale:

7, rue Amolianis, 54638 Thessalonique, Grèce

Adresse courrier électronique:

nrodol@civil.auth.gr

Téléphone:

0030 2310 995723

Texte communication:

1. Conditions historiques, géographiques et socio-économiques

La Méditerranée, lieu de rencontre de trois continents, est devenue depuis l'antiquité le carrefour des peuples, des religions et des cultures. L'histoire d'une grande partie de l'humanité se dévoile à travers les traces des installations humaines sur son littoral. En ce qui concerne les noyaux urbains historiques des pays méditerranéens il est normal d'avoir subi et de subir au cours de leur évolution multiples influences, qui sont dues tant aux particularités historiques, culturelles et sociales de chaque pays qu'aux conditions géographiques, géopolitiques et climatiques générales et particulières.

Le paysage et le climat méditerranéens, dans la mesure où ils ont influencé historiquement et continuent à influencer les conditions culturelles et socio-économiques, ainsi que le tempérament des peuples qu'y habitent, constituent des éléments communs qui déterminent plus ou moins la structure, la configuration et les possibilités d'évolution des villes historiques en Méditerranée. Les noyaux traditionnels des villes méditerranéennes, qui sont conservés et utilisés jusqu'aujourd'hui, constituent le témoin redoutable d'une

continuité et d'une interdépendance historique et culturelle donc les différences et les conflits ethniques, religieux, socio-économiques et politiques n'ont pas réussi à les faire disparaître.

La beauté incomparable et la diversité, tant du paysage naturel que du cadre bâti des ensembles historiques, constituent des avantages uniques de l'espace méditerranéen, malgré les interventions (souvent défiguratives) contemporaines, qui ont subi surtout après les années 50 la plupart des villes méditerranéennes. Il faut tenir compte aussi de la mer bleue, chaude et «claire», ainsi que les conditions climatiques douces avec le soleil éclatant qui brille pendant une grande période de l'année. Toutes ces qualités ont attiré et attirent de plus en plus des grands courants touristiques vers les côtes méditerranéennes et leurs villes historiques, qui oriente la plupart des fois unilatéralement leur développement.

2. Les catégories des villes historiques méditerranéennes aujourd'hui

Les diverses catégories des villes anciennes historiques qu'on rencontre aujourd'hui dans les pays méditerranéens, en relation avec les villes contemporaines bâties à côté ou sur les précédentes, sont en règle générale les suivantes:

- Les villes historiques importantes**, qui sont conservées et protégées entièrement en tant que telles. Pour la satisfaction des besoins d'habitation supplémentaires et l'implantation des installations industrielles on a construit en parallèle des villes nouvelles complémentaires. Le cas le plus représentatif est celui de Venise et de la ville voisine contemporaine de Mestre, lesquelles sont liées avec une auto-route et une ligne ferroviaire de dix kilomètres environ. Dans la première où habitent les classes moyennes et supérieures, on a développé plutôt les activités culturelles, commerciales et touristiques, c'est à dire le tertiaire, alors que dans la deuxième se trouvent les zones industrielles et les cités-dortoirs. Un autre exemple qu'on peut citer est celui de la ville touristique de Fès au Maroc, où il y a une séparation complète entre la ville ancienne et la ville contemporaine. En comparaison avec l'exemple précédent de Venise, il y a une grande différence, parmi d'autres, puisque la stratification sociale, entre la ville ancienne et la ville nouvelle est tout à fait l'inverse. C'est à dire les couches populaires sont entassées dans la ville ancienne dégradée alors que les classes supérieures habitent dans les quartiers résidentiels de la ville contemporaine.
- Une autre catégorie, pas très différente de la précédente, sont **les villes historiques importantes (ou moyennes) où on a développé leur périphérie** (presque en contact) avec des zones industrielles, des quartiers résidentiels et des cités-dortoirs (sans nuire trop et détruire leur noyau historique). Des exemples de tel type, avec beaucoup de particularités, on trouve partout comme par exemple en Italie (Florence, Sienne, Bologne, Pérouse, etc.) et dans le Maghreb (Rabat, Alger, Tunis, etc.), mais les seuls exemples qu'on peut citer de l'espace hellénique sont les noyaux historiques de Corfou, de Rodos et de Rethymnon en Crète.
- La catégorie suivante concerne plutôt **les villes historiques en partie détruites** pour diverses raisons, mais qui conservent encore au moins un secteur sauvegardé. Dans cette catégorie on peut classer plusieurs grandes villes européennes, africaines et asiatiques (Lyon, Milan, Barcelone, Lisbonne, Alexandrie, Damas, Constantinople, Thessaloniki et Athènes) et beaucoup de villes moyennes (p.ex. la

Canée en Crète).

- d. **Les petites villes historiques** presque entièrement conservées constituent aussi une autre grande catégorie, puisqu'elles continuent d'assurer leur rôle traditionnel du chef-lieu provincial et dans la mesure du possible, leur mode de vie communautaire. Dans la plupart des cas elles vivent encore dans leurs fortifications d'origine moyenâgeuse en gardant leur caractère agricole ou maritime, si elles ne sont pas envahies par les activités touristiques. En général les petites villes de tel type sont dispersées partout en Europe (et en Méditerranée) alors qu'en Grèce il y a encore certains exemples douteux puisque la plupart d'elles, après la démolition de leurs murs pour s'étaler, se sont transformés en des centres provinciaux contemporains.
- e. La dernière catégorie est celle de **villages historiques**, agricoles ou maritimes, éparpillés partout sur le littoral méditerranéen dont le tissu reste encore inaliénable au moins en ce qui concerne leur morphologie. De tels villages existent par milliers dans le monde entier, puisque seulement en Grèce il y a environ deux milles qui dépérissent ou végètent à l'arrière pays sans espoir de réanimation, qu'il soit en Epire, en Péloponnèse ou à l'intérieur des îles. Mais il y a aussi les villages traditionnels qui ont développé une économie mixte avec l'arrivée du tourisme, à part ceux qui se sont développés unilatéralement, aliénés socialement et culturellement, en abandonnant tout mode de vie traditionnel (Mykonos, Santorin etc. en Grèce).

3. Aménagement urbanistique et environnemental des villes historiques

Avant de rechercher un cadre général pour l'aménagement des villes historiques méditerranéennes on peut distinguer schématiquement quatre catégories des critères qu'il faut tenir compte pour la protection, réhabilitation, mise en valeur et développement durable de l'environnement urbain historique:

- Critères historiques et archéologiques**, qui concernent le parcours évolutif de l'ensemble urbain jusqu'à aujourd'hui.
- Critères d'aménagement urbain et architectural**, qui concernent plutôt la structure et la forme de l'espace aménagé.
- Critères sociaux économiques et culturels**, qui concernent plutôt les conditions de la vie, tant des individus que des groupes (régionaux), sociaux ou ethniques.
- Critères environnementaux**, qui se composent surtout de l'interdépendance de critères ci-dessus et concernent plutôt la dégradation générale de l'environnement naturel et culturel.

Dans plusieurs villes historiques méditerranéennes la «survie» de leur noyau historique a constitué, pendant les dernières décennies, un pôle d'attraction d'un courant touristique important, fait qui a eu comme résultat l'élargissement de leur base économique ainsi que leur développement rapide dans tous les domaines. Mais ce développement touristique n'a pas eu lieu sans conséquences négatives et quelque fois désastreuses, tant pour l'ensemble de la ville et sa région, que pour son centre historique. La surcharge des réseaux urbains périmés et semi-détruits a provoqué la dégradation de l'environnement, alors que l'augmentation brutale des valeurs foncières dans les centres historiques a provoqué des conflits d'intérêts. Cette

situation a eu comme résultat des déformations considérables et des destructions importantes.

En général l'activité touristique est, peut-être, la seule activité économique que son surdéveloppement présente lui-même des phénomènes autodestructifs à tel degré que la plupart des fois cette situation excessive conduit à son auto-annulation c'est-à-dire à l'effacement des raisons et des causes qui ont contribué à son développement. Les phénomènes d'autodestruction sont très apparents dans plusieurs villes méditerranéennes (et plus précisément grecques), où ceux qui ont profité au maximum par le développement touristique (dû à l'existence des noyaux historiques) contribuent, directement ou indirectement, avec leur attitude excessivement spéculative et lucrative, à leur déformation et défiguration, en oubliant que dans un système mondial compétitif la dégradation qualitative conduit (fatalement) au dépérissement et au marasme économique (touristique ou autre).

Cependant durant ces dernières années un effort est apparent pour la protection et la mise en valeur de zones entières sensibles, qui comprennent des beautés naturels, des aires écologiques et des secteurs d'intérêt historique et culturel, qui sont en danger quotidien, soit par l'abandon, la dégradation et le dépeuplement, soit par le surdéveloppement touristique, la déformation et la défiguration (forêts, zones littorales, milieux naturels, étangs, etc., ainsi que sites archéologiques, ensembles traditionnels et villes historiques).

Il faut que les pays méditerranéens se sensibilisent en ce domaine en adoptant une politique spéciale pour l'aménagement du territoire et la planification urbaine de tous ces espaces «fragiles» qu'ils soient naturels ou culturels (littoraux, agricoles, montagnards, noyaux urbains historiques, aires archéologiques, écologiques etc). En tenant compte de cette problématique il faut créer des «**zones de protection et de mise en valeur de l'environnement naturel et culturel**» dans lesquelles l'occupation du sol serait planifiée et réglementée. Il faut assurer les mesures pour la maîtrise de conséquences sur l'environnement de toute action humaine (par exemple grands travaux, axes de transports, barrages, installations industrielles, etc.). Il faut planifier et gérer toute intervention locale pour le rétablissement du paysage naturel et de l'équilibre écologique (par exemple carrières, lits des rivières, zones littorales, milieux naturels, étangs, etc.) en parallèle avec la réhabilitation des mémoires historiques et archéologiques (ensembles monumentaux, parcs archéologiques, villes traditionnelles).

C'est à dire, méthodologiquement, tout effort de sauvegarde et de développement des villes historiques méditerranéennes doit s'intégrer dans les schémas d'aménagement, les plans d'occupation du sol et les programmes de **développement durable** urbain et régional des zones sensibles protégées. Un tel effort implique tout d'abord la décentralisation et la redistribution de l'activité touristique pour éviter les phénomènes négatifs de concentration et de surexploitation disproportionnée dans certains noyaux historiques, en mettant en valeur toutes les catégories des noyaux historiques et la quasitotalité des zones naturelles et culturelles aménagées de chaque pays méditerranéen.

L'architecture traditionnelle méditerranéenne et « ses abords » : entre les exigences de la tutelle et le souci de signification.

Amel Touil Hadj essaoud

Architecte (EPAU d'Alger) a poursuivi dans le cadre d'une post graduation, en coopération avec l'université La sapienza de Rome, une spécialisation dans la préservation et la mise en valeur des monuments et sites historiques. Actuellement, enseignante d'architecture à l'université de Blida et à l'EPAU d'Alger, elle se consacre au patrimoine historique à travers la publication d'articles, l'élaboration de travaux universitaires ainsi que le travail sur terrain en qualité d'architecte des biens culturels immobiliers, qualifiée par le ministère de la culture

Adresse postale:

Boite postale 10/4 Réghaïa 16.112 Alger- ALGERIE

Adresse courrier électronique:

Lesabords@yahoo.fr

Téléphone:

+213.21.55.40.72

+213.71.65.58.43 (Mob)

La diversité de l'architecture traditionnelle méditerranéenne consolide la nécessité d'adopter une démarche de réhabilitation, fondée sur l'affirmation des spécificités de chaque région, et la mise en valeur de tous les composants de son patrimoine.

L'objet d'intérêt patrimonial n'a pas cessé d'évoluer avec le temps. Du monument majeur isolé, on est passé à la reconnaissance de l'ensemble historique –expression d'architecture courante dite mineure- en tant qu'objet patrimonial affirmé à une échelle urbaine ; actuellement, on considère même les villes historiques en tant qu'unité patrimoniale affirmée à une échelle territoriale et comprenant les données médio environnementales.

L'élément propulseur de cette expansion continue de l'objet du patrimoine, se définit par la considération à chaque fois, d'un espace situé aux abords de l'objet central de protection, sans lequel ni la compréhension, ni la protection de celui-ci ne serait pas achevée. A une échelle tutélaire, la considération des abords d'un bien patrimonial est en soi avant-gardiste, car elle signifie qu'on ne s'intéresse plus uniquement aux limites matérielles d'un bien, mais on prend en compte, l'ensemble des relations matérielles ou immatérielles, reliant ce bien à un cadre à son échelle.

Ceci constitue d'ailleurs le premier principe sur lequel se fonde la méthode REHABIMED, à savoir le principe de l'intégration, où la réhabilitation de l'architecture traditionnelle méditerranéenne n'est pas réalisée en tant qu'enclave isolée, mais insérée à chaque fois dans un territoire à plus grande échelle.

Si une architecture historique se définit dans des limites matérielles claires et évidentes, il n'en demeure pas moins pour ses abords qui ne sont pas automatiquement identifiables. La délimitation de la figure spatiale des abords est assujettie au principe du cas par cas. A l'échelle méditerranéenne, plusieurs procédés de délimitation sont établis; pour notre part, on peut citer le modèle italien avec le principe de « corniche environnementale¹» résultant des conditions d'intégrité, de lumière et de perspective, de décor d'un bien patrimonial, sans oublier de se référer à l'environnement pour conserver la continuité historique et stylistique de l'édifice². La zone de respect qui en découle, n'est pas régie au préalable par des données quantifiables fixes.

Le modèle français offre par contre une démarche de délimitation calculée au préalable sur le principe de champ de visibilité défini selon un périmètre de 500 m³. Ceci signifie la détermination à l'intérieur de ce périmètre de tous les immeubles vus à partir du monument, ou en même temps que lui (co-visibilité) et qui seront soumis au contrôle de l'administration.

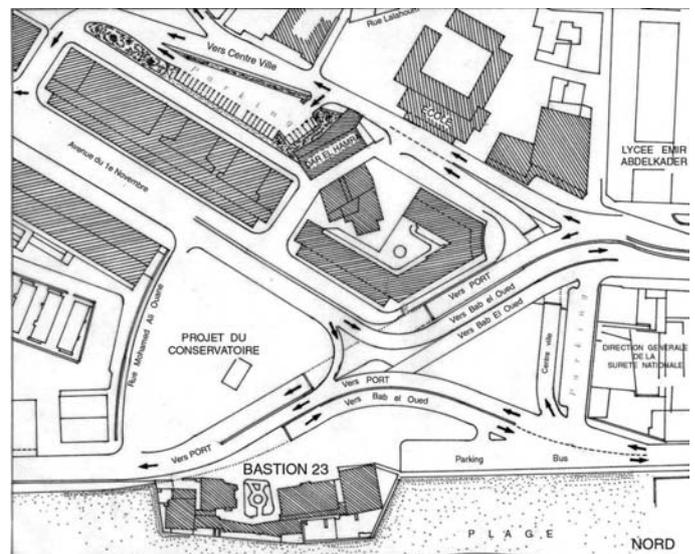
L'Algérie après son indépendance a hérité de ce modèle français, qui a fortement influencé les démarches adoptées dans ce domaine. Les abords des monuments historiques classés sont déterminés depuis la loi de 1998 sur la protection du patrimoine culturel⁴, selon une relation de visibilité calculée sur une "distance" de 200m. La mise en œuvre pratique de cette procédure en Algérie, a montré d'énormes difficultés d'application et d'interprétation, faisant que les abords de nombreux édifices historiques n'ont pas été à l'abri de diverses mutilations.

Si la notion de champ de visibilité et le périmètre de 500 m a trouvé sa pleine signification avec l'architecture monumentale française, il n'en est pas forcément le cas pour l'architecture traditionnelle algérienne qui demeure l'expression d'une culture architecturale différente, propre à une société différente et fondée sur des significations autres que le souci d'apparence et la finalité purement esthétique développés avec la démarche du périmètre.

Pour garantir la tutelle de l'architecture traditionnelle et ses abords en Algérie et partout ailleurs, il faut déterminer à chaque fois, les véritables exigences que celle-ci expriment envers son environnement, Ces exigences peuvent être l'expression de la valeur évocatrice du lieu dans lequel cette architecture traditionnelle se trouve, ou bien la revendication de l'ensemble des relations historiques et paysagères qui relie cette architecture à son environnement; L'usage du critère de la visibilité ne peut être justifié que par rapport à ces exigences, qui selon certaines situations, se rapporteraient tout simplement à une nécessité d'usage ou bien à la protection de l'intégrité de cette architecture traditionnelle

Le souci de signification sur lequel on insiste pour la détermination des abords d'une architecture traditionnelle soumise au contrôle de l'administration, confirme le principe selon lequel, la réhabilitation de l'architecture traditionnelle méditerranéenne doit se réaliser à chaque fois, dans la tradition propre du lieu dans lequel elle se trouve avec ses composants culturels, historiques, bâtis et naturels, afin de garantir à chaque fois, une tutelle patrimoniale, basée sur une démarche cohérente et justifiable.

- 1 Tommaso Alibrandi et Piergiorgio Ferri (1981)
- 2 Législation italienne : Décret législatif du 29 octobre 1999 (N°490) texte unique des dispositions législatives en matière des biens culturels et environnementaux. ; Art 49
- 3 Loi d31 décembre 1913 sur la protection des monuments historiques modifiée et complétée par la loi du 25 février 1943
- 4 Loi 04-98 du 15 juin 1998 sur la protection du patrimoine culturel, article 17.



A living heritage approach to the management of traditional architecture

Francesca De Filippi

Architect, Specialization in *Conservation of stone materials*; postgraduation in *Technology, Architecture and Town in Developing Countries*; Phd in Conservation and Restoration. Director of the *Research and Documentation Centre in Technology, Architecture and Town in DC* at the Politecnico di Torino. Current activity – research, teaching and projects – mainly connected to traditional architecture issues.

Dirección postal:

Centro di Ricerca e Documentazione in Tecnologia, Architettura e Città nei Pvs; Dipartimento Casa-città – Politecnico di Torino, Viale Mattioli 39 - 10125 Torino (Italia)

Dirección de correo electrónico:

francesca.defilippi@polito.it

Teléfono:

+39 011 5646429

+39 011 090 8673

Traditional architecture is an essential component of cultural heritage in the Mediterranean Basin, repository of a tradition of integration of different cultures: urban centres are composed for a little part by monuments, mainly by “common architecture” that, if considered not by single structures but as a whole, constitutes a vibrant urban form, expression of peculiar cultures and ways of life.

To preserve vernacular built heritage means to protect a sense of identity, although in a post global era defining “identity” becomes increasingly complex; certainly to take care of the physical form and fabric of buildings, structures and spaces, always considering the ways in which they are used and understood, and the intangible associations which attach to them.

Traditional architecture and “living” environments

Traditional architecture is often related to urban decay, socio-economic degradation and poor living conditions, housing disadvantaged population and it presents endangered situations from the point of view of structures and services, but also for social security and economic conditions, with evident consequences on quality of life. Therefore, if the objectives of preservation and valorisation are achieved, healthiness, safety and security will improve, with direct influences on physical and psychological well-being of inhabitants. Experience has shown that these are the assumptions for social and economic development.

Preserving vernacular built heritage means to deal with “living” environments, not merely built-up sites: sustainability is about managing the balance between its preservation and use, so that as much as possible of its significance is passed on to future generations. At the same time it's necessary to promote awareness of it as a cultural,

social and economic resource identifying contemporary applications of traditional materials and techniques and setting up new technological and management systems. This will limit the tendency to abandon old settlements to build new on western planning models and new materials, breaking down with traditional uses and not adaptable to the climate.

A “living heritage” approach implies to search for traditional forms of site management, to increase people's participation in heritage decision-making; to use conservation as an instrument of poverty alleviation and social inclusion; considering past policies at state-owned sites; to favour approaches based on dynamic processes of change.

The ability of governing the process needs a recognized and legitimated local political and technique organization to animate, to plan, to accompany, to appraise, to communicate the future territorial dynamics: it means the growth of local technical competences to help local autonomy versus central authority and transparent processes of development in the relationship among institutions and ruler-governed.

In many western countries top-down approaches have almost been expressed in the form of a commitment by governments (usually a single management authority) in taking care of the heritage protection and conservation, often translated in control procedures or in funding mechanism to manage it. Too many refurbishment initiatives have given little satisfactory results. We're referring to the two major tendencies at the base of those results: the strongly historicist perspective, that has produced a repetition of materials and techniques of the past, with consequent “museumification” of cityscape; and the anti-historic trend proposing a falsely exotic character as neo-Moorish architecture, which is widespread in some sites around Mediterranean Sea. Qualified recovery interventions have been carried out (such as those financed by the UNESCO and/or foreign donors) – but they suffer from an express decay which often begins as soon as the experts leave the country.

Already in 1987, in the the Brutland Report, the United Nation Commission of Environment and Development encouraged bottom up management approaches for cultural heritage resources. In Agenda 21 action plan, during Rio World Congress on Sustainable Development, emerged that sustainability for human, cultural and social resources was best achieved when people were affected by the decision. The World Heritage System, first oriented to protect heritage mostly by legal and regulatory measures, now - while it's still recommending its members to adopt adequate top-down legal systems - it's promoting bottom up approaches, encouraging community participation in the management and protection of heritage.

Community participation and sustainability

Community participation is necessary for obtaining appropriate solutions. The agreement between project solutions and user's requirements may avoid wastes in resources with not asked performances. That is particularly important in situations with strong budget constraint.

Building on existing local capabilities -paying special attention to strategies that engage families, communities and local authorities in problem analysis and search for solutions- is essential in terms of sustainability. The community knows the area and their problems better than practitioners as outsiders will ever know. Getting their input and having them help decide the nature of a project will develop a sense of 'ownership' and increase the project's chances for success.

Laws on conservation of cultural heritage can't guarantee, alone, its safeguard. Too large is it; too expensive a restoration intervention directed top-down. Also in consideration of its evolutive nature, its inhabitants ought to be made aware and empowered to adjust (in a compatible way) the vernacular heritage to satisfactory living standards and to take advantage of its qualities in order to give communities a new sense of belonging and create new employment opportunities. In the long run, where appropriately supported by local authorities, Community Development bodies (local development agencies) might be established in such areas, to facilitate – among other things – a shared enjoyment of the technical tools for revitalisation¹.

Only local communities – both as individual citizens and in groups and associations – can perform everyday minute and innumerable acts of maintenance which, taken as a whole, make vernacular heritage survive.

At the same time, awareness-building devices addressed to groups of professionals have been investigated, to promote knowledge and safeguard of vernacular heritage from decision-makers, civil servants, urban planners, architects, entrepreneurs, developers, etc.

Every effort to preserve traditional architecture has to face a tendency towards modernisation, and its economic and symbolical power. Chances are that awareness campaigns will encounter the people's and the professional's mistrust or that they are mistargeted. Difficulties in the active involvement of groups will be overcome thanks to the design of awareness strategies adapted to local cultural contexts. These will lay emphasis on the promotion of cultural identity and socio-economic conditions.

Literature that supports the idea of community participation makes four major claims. First, community participation leads to better results in project delivery because of a better chance of knowing beneficiary preference. Second, it leads to easier acceptance of project results by beneficiaries. Third, it leads to better economy of projects because of participation directly reducing costs and enhanced willingness to pay. And finally, community participation is a worthwhile end in itself.

Conclusions

While a significant part of the monumental heritage in the Mediterranean Basin has been restored, renovated, and made accessible to the broader public, not the same can be said about the 'minor' heritage, i.e., urban fabrics, vernacular buildings and settlements, not labelled as worthy of attention and special protection measures – nor socially considered. In many places, on the contrary, a 'tourist-oriented' fake vernacular has developed, often condemning to decay and abandonment existing vernacular buildings and settlements.

Protecting built heritage requires an attitude to learn from the past, from traditions, and the willing to develop and carry out a systematic research to tie innovation and tradition (as architect Alvaro Siza Vieira said, "*tradition is a challenge to innovation*").

Traditional urban morphology and building typology are not the result of accidental layered events, but the acquainted effect of a strong interaction of local, cultural, social and religious values, bioclimatic design knowledge elements and an extreme attention to the local resources: these factors together contribute to the realization of a sustainable model *ante litteram*.

To enhance conservation and preservation of this "living" heritage is necessary to think about actions integrating human development and conservation within a comprehensive strategy. It means to build

capacity at the local level and among site management authorities. Activities must meet and ensure conditions for local appropriation by involving the widest possible range of local interested parties more closely, to stimulate the appropriation by the inhabitants of their own environment of life, to promote self-reliance towards the interventions of architecture rehabilitation, to reinvigorate its perception as a fundamental vehicle of cultural identity and custodian of collective memory, to hint at its characteristics of economic sustainability and its potentialities as generator of employment and quality of life.

Heritage policies could turn to better and energy-saving living places, also contributing to reduce the consumption of land and contrasting excessive urbanisation processes; to sources of income for their inhabitants thanks to new small compatible economic activities, for example in the areas of services, crafts, and high-quality tourism; and to sources of historic and cultural knowledge (also in the sense of material culture) for visitors.

¹ Qualified recovery interventions can be carried out activating a co-operation with the communities implicated, since the ICOMOS Charter of the Built Vernacular Heritage states: "*the appreciation and successful protection of the vernacular heritage depend on the involvement and support of the community, continuing use and maintenance*".



Cooperativismo habitacional como estrategia ecológica de rehabilitación urbana.

Manuel José Sierra Hernández

Arquitecto, alumno del master oficial "Ciudad y Arquitectura Sostenibles", impartido por la Universidad de Sevilla. Actualmente colabora en diversos proyectos de investigación relacionados con la arquitectura, el urbanismo y el medio ambiente

Adresse postale:

Plaza doctor Barraquer, no8 ,4oA, 41009, Sevilla.

Adresse courrier électronique:

shaw2147@hotmail.com

Téléphone:

653100885

Hablar de desarrollo sostenible y ciudad mediterránea posiblemente sea hablar de una contradicción. Si nos atenemos a la definición de desarrollo sostenible, esto es, a solucionar las necesidades del presente sin menoscabar las posibilidades de las generaciones futuras de hacerlo con la suyas [1], puede darse un momento en el que una cuestión patrimonial no tenga relevancia frente a la problemática del presente. En cambio, para una disciplina como la ecología cuya definición es "el estudio de las formas de vida en su medio ambiente", la ciudad mediterránea, al ser concebida como otra forma de vida que ha de relacionarse con el entorno, se convierte en motivo de preocupación en cuanto que su estado de salud entra dentro de la problemática vigente.

Se trata de un cambio de paradigma hacia lo sistémico, un cambio de perspectiva en el que la cuestión de que cada elemento dentro del conjunto obtenga un lugar, un emplazamiento, y una función, es más importante y más relevante de cara a la buena salud del sistema, que el hecho que una de sus componentes decida sostenerse. Ante esto, el desarrollo sostenible supone un primer paso, en la constatación de que el problema consiste en que el desarrollo económico no ha tenido en cuenta los límites de la naturaleza, sin embargo no suficiente ya que parece que considera a los aspectos económico, productivo y político como primordiales, mientras que otros como el social o el patrimonial podrían quedar fuera si así las circunstancias lo requiriesen. De aquí que cada vez se afine más el concepto: sostenibilidad ya no es lo mismo que desarrollo sostenible. El concepto de sostenibilidad, paulatinamente contaminado del movimiento ecologista, intenta afirmar otros aspectos como que lo social particularizado en un ámbito determinado, o que la relación entre los distintos momentos de lo urbano, son un factor clave en la configuración del sistema. En otras palabras, se propone una visión del conjunto más enraizada desde sus componentes; no es la ciudad mediterránea tradicional o la periferia que se extiende alrededor de ella, son las dos como personajes de una misma representación.

Ahora bien, la cuestión de la ciudad mediterránea descansa en que ha

ido perdiendo papel frente a los nuevos paradigmas contemporáneos. Una ciudad densa, de calles estrechas, con una limitación intrínseca en cuanto a la superficie ocupada, que se enfrenta de repente a otra trama más abierta y mejor preparada para las necesidades de los tiempos presentes. Si hiciéramos una comparación con el funcionamiento de un ecosistema, la ciudad mediterránea sería una especie que hubiera perdido su nicho ecológico. Si bien en algunos casos presenta una componente de espacio inercial donde todavía se localizan los centros económicos y de poder, no son pocos aquellos ejemplos donde estas localizaciones se afianzan paulatinamente en la nueva urbe, dejando un vacío tras de sí que aleja los centros de atracción de la ciudad tradicional. Sin embargo éste es tan solo el primer paso, tras esto deviene la deriva de las actividades económicas y de las clases sociales más pudientes a la periferia, quedando la ciudad tradicional envuelta en un proceso de segregación y marginalización que motiva que en muchos casos el acervo cultural haya llegado a relacionar ciudad histórica con problemas sociales. En estas circunstancias es normal que en muchos ámbitos se considere a la ciudad tradicional mediterránea como un vestigio del pasado, que exige modos de vida alejados del bienestar, y cuya presencia se explica en una valoración no exenta de romanticismo donde la voluntad de permanencia se basa casi exclusivamente en normativas rígidas de conservación. Finalmente la ciudad mediterránea como una ciudad museo, una ciudad muerta.

Siguiendo una línea ecológica, la solución para la ciudad mediterránea no debe descansar en conservar a toda costa sino en buscar un nicho ecológico en el que ésta pueda desarrollar un nuevo papel. De las cuestiones sin resolver en la sociedad actual se halla la dificultad de encontrar vivienda y empleo para determinados espectros generacionales. Una de las posibles respuestas son las cooperativas habitacionales [2], grupos de personas que sin ánimo de lucro se aúnan para un fin común, en este caso el promocionar y obtener una vivienda digna. Esto es, la promoción no se realiza para el provecho de terceros. No obstante tampoco consiste, aunque una cooperativa pudiera funcionar de este modo, en un grupo de personas que construyen una serie de viviendas para sí mismos, finalizando la relación una vez terminada la edificación. Desde aquí lo que se propone es un tipo de promoción donde la propiedad, antes y después de la edificación, es colectiva y se gestiona colectivamente de tal modo que cada persona, ya sea física o jurídica, dentro de la sociedad, no obtiene la propiedad de un espacio determinado, sino el derecho al usufructo de una serie de instalaciones existentes en la intervención. Es decir, no se obtiene la propiedad de un inmueble en particular para residir en él, sino el derecho a residir y a utilizar cualquier ámbito del inmueble en función de sus necesidades y siempre que dicho usufructo se gestione colectivamente. Por ejemplo, los dormitorios de los distintos usuarios no tendrían porque sucederse en un emplazamiento fijo, sino variar su posición dentro del proyecto según las necesidades del colectivo.

Este tipo de sociedades resulta inusual en la edificación de nueva planta donde la importancia de la inversión inicial hace que se espere un beneficio económico, o al menos que se revierta en la exclusividad de la propiedad. Sin embargo esto resulta más inmediato si en vez de construir de nueva planta, se rehabilitan edificios existentes. Primero porque resulta más económico, no hay que pagar el beneficio de un inversor que arriesga su capital, así como en la mayoría de los casos rehabilitar un edificio resulta más barato que construirlo de nueva planta, quizás no en el precio pero sí en el ahorro de recursos y materiales. Y segundo porque debido a la propia dificultad que a

veces entraña el modificar una entidad pretérita, ayuda a plantearse la posibilidad de gestionar dicha entidad de un modo diferente a conferir módulos diferenciados por propietario; como podría ser perfectamente la gestión colectiva que se propone. Contradictoriamente, en un ámbito con una capacidad de acción tan restringida como los cascos históricos tradicionales, se ofrece sin embargo una flexibilidad sin igual para este tipo de sociedades. No consiste en configurar el espacio de nuevo sino en recolonizar lo ya existente adecuándolo a las exigencias de la entidad colectiva. Frente a una obra de nueva planta donde cada habitación su adecuación a un uso puede haber sido predeterminado de antemano, en la rehabilitación de una estructura precedente que ha perdido su función original, esto es, su posición dentro de un organigrama establecido, la maleabilidad de cada elemento puede ser inmensa, al tener que adaptarse a multitud de situaciones diversas provenientes de los requerimientos de las entidades colectivas.

La cuestión, finalmente, sería buscar un compromiso por parte de la población, así como nuevas líneas en la profesión del arquitecto y del urbanista más vinculadas con lo que podría denominarse ingeniería social. En este sentido el campo del diseño se amplía, no únicamente se trata de dar una solución espacial adecuada, sino que debe dar respuesta a variables tan a priori desacordes y distantes como la propiedad, la privacidad o la producción. De este modo el compromiso del arquitecto o proyectista con la intervención hace que éste se transforme en una figura semejante a la de jardinero, que no sólo ha de cuidar y mantener, sino que además debe incidir en la necesidad de una experimentación continua para con el proyecto en los campos de la convivencia, la habitabilidad y la proyección de la intervención hacia la ciudad y el territorio.

Finalmente, las cooperativas habitacionales en cascos históricos presentan una serie de ventajas que pueden hacer interesante su implantación. La posibilidad de que éstas hagan de un inmueble o conjunto de inmuebles sus espacios para la vida, incide positivamente sobre su conservación y buen estado. Pero no sólo eso, sino que además de crear un espacio para habitar, también se pueden generar espacios y ámbitos para producir, para crear centros de trabajo, y para desarrollar actividades culturales, conllevando todo esto hechos tan notables para la ciudad mediterránea como la implantación de nuevas tecnologías, o su adecuación para el turista. Todas estas connivencias, finalmente, participarían en la generación de una identidad propia y singular para los cascos históricos; se confieren realidades alternativas, se exploran nuevos caminos que lejos de quedarse aislados en la trama histórica, implican la conformación de un nuevo centro de atracción sobre la misma. Esto es, inducir complejidad en la ciudad tradicional, imbirla de cualidades de tal modo que vibre en consonancia con los nuevos tiempos. En definitiva la consolidación en la ciudad tradicional mediterránea de identidades colectivas que la hagan funcionar y evolucionar, no como una ciudad museo, sino como lo que debe ser, una ciudad viva.

[1] Informe Brundtland, 1987.

[2] VV.AA. Curso de cooperativas de viviendas. Servicio de publicaciones del Colegio Oficial de Arquitectos de Madrid. 1991.

Une nouvelle alliance ville-campagne dans la France méditerranéenne (I)

Philippe Haeringer ¹

Géographe, directeur de recherche IRD, responsable de l'équipe doctorale « Orientés Urbains » à l'Université Paris X-Nanterre. Auteur de divers travaux récents sur la « refondation » des villes d'Asie, de Russie et du Moyen-Orient.

Adresse postale:

Saint-Roman, 26410 Châtillon-en-Diois

Adresse courrier électronique:

phildanh@club-internet.fr

Téléphone:

33 (0)4 75 21 80 66

Les territoires dont il sera ici question² sont loin des métropoles et des plaines. Les plaines de la France méridionale sont livrées non pas à une alliance entre la ville et la campagne, mais à un *imperium* urbain. En revanche, au-dessus des plaines et des collines, de vastes territoires de moyenne montagne sont désertifiés. Des milliers de communes, autrefois bruisantes de vie, ont vu leurs forces vives les quitter depuis plus d'un siècle. Dans les cas les plus extrêmes, la régénération ne peut plus être endogène. Seul un apport venu de la ville peut encore sauver les villages en ruine.

Dans les années 30, 40 et 50, une mystique du village à reconstruire a animé des groupes de jeunes citadins enthousiastes. Mais, sauf exception, ce ne fut qu'un mirage. Dans les années 60, 70 et 80, des hordes plus ou moins hippies sont montées dans les montagnes comme on va à Katmandou. Elles étaient en rupture avec leur ville nourricière, et donc fragiles. On voit au contraire, depuis les années 90, des citadins qui, sans rompre avec la ville, s'engagent durablement dans la gestion des communes du "désert".

Ce regain de réalisme n'est pas exempt d'un attachement sentimental. Une synthèse s'opère entre des ressources citadines et la recherche d'une identité nouvelle ou perdue. Nombre de ces nouveaux acteurs retrouvent la terre de leurs ancêtres. D'autres érigent en patrimoine le "coup de coeur" de leurs parents. Ils ne parviennent pas tous à redéfinir sur place leur vie active, loin s'en faut. Mais tout en poursuivant leur vie citadine, ils prennent des responsabilités, ce que les progrès de la mobilité, physique ou virtuelle, autorise.

Ensuite, les séjours intermittents font de plus en plus place, l'heure de la retraite venue, à une installation définitive. C'est ainsi que l'une des figures les plus représentatives de cette nouvelle alliance ville-campagne est celle d'un jeune retraité, réinvestissant tous ses acquis urbains dans son nouveau village.

Mais l'autre figure, indispensable, est celle d'un nouveau type d'exploitant agricole, formé à la ville, ouvert sur le monde, inventif, et qui partage avec les consommateurs citadins de ses produits, qu'il attire à sa ferme pour un contact direct, une même conscience de ce

qui se joue, là-haut, entre patrimoine et nature.

Le pays de la Roanne

La Roanne est une petite rivière de montagne dans les Préalpes du sud de la France. Elle alimente la Drôme qui alimente le Rhône. Sur environ 240 kilomètres carrés, son bassin versant est cerné par des lignes de crête qui évoluent entre 1300 et 1600 mètres d'altitude. C'est une montagne calcaire, aride, coupée de gorges profondes. La route n'a pu y pénétrer qu'à l'extrême fin du XIX^e siècle. Cet isolement a valu au pays de la Roanne le nom de Désert.

Onze communes se distribuent ce territoire autour d'un village centre : Saint-Nazaire-le-Désert. Celui-ci compte moins de 200 habitants et les dix autres communes n'en rassemblent que 300 au total, donc une trentaine chacune en moyenne. Cette démographie résiduelle est le résultat d'un exode rural qui s'est produit entre 1860 et 1960. Au milieu du XIX^e siècle, la population du pays de la Roanne était sept fois supérieure (3 500 habitants), mais la terre était trop pauvre pour nourrir tant de monde et l'appel de la ville fut irrésistible.

Aujourd'hui, le déclin démographique s'est arrêté. On note même une très légère remontée du nombre des résidents permanents. Mais une nouvelle catégorie d'habitants s'est ajoutée depuis une trentaine d'années : les résidents dits secondaires. Ils triplent le chiffre de population pendant la période estivale. Ce déséquilibre saisonnier pourrait mettre en difficulté la gestion des communes et pose en effet des problèmes tels que ceux de l'approvisionnement en eau. Toutefois, ces citadins en mal de « désert » se présentent moins en parasites qu'en partenaires. Ils participent d'un état d'esprit nouveau, favorable à la survie, voire à la renaissance de ces territoires enclavés où le contact de la nature est direct, et dont la beauté est confondante.

Chaque commune a son caractère en fonction de la configuration de son relief, de son orientation, de son éloignement de la route et des cols. Dans l'une d'entre elles, Auelon, le village groupé sur un promontoire fonctionne comme une communauté, où ce sont les résidents secondaires qui ont pris l'essentiel des responsabilités de la gestion communale. Ils ont même développé une stratégie pour un début de repeuplement pérenne, réussissant à attirer bergers, chevriers, boulangers. Eux-mêmes évoluent vers un système de résidence alternée entre la ville où ils ont leur emploi et leur maison du désert où ils investissent tout leur affect. La convivialité des fêtes d'Auelon est célèbre dans tout le pays.

Dans une autre commune, Brette, éclatée en plusieurs hameaux aux flans d'un cirque presque fermé, c'est des dernières familles d'agriculteurs-éleveurs qu'est parti l'élan du renouveau. Les jeunes adultes ont été formés dans la ville, y ont parfois travaillé, et sont avertis des nouveaux enjeux de la planète. Ils mesurent la valeur de leur coin de territoire et ne veulent plus le quitter. Adeptes de l'agriculture biologique, de la vente directe, du tourisme vert, ils combinent ces éléments pour attirer à la ferme les consommateurs citadins de leurs produits (huiles essentielles de lavande, huile de noix, fromages de brebis et de chèvres, miel, petit épeautre, etc.). Chacune de leur ferme est devenue un petit univers de pluriactivité, où se côtoient comme autrefois fratries et générations. Volvent, le village le mieux connecté avec l'extérieur malgré son altitude (860 m), apporte un troisième élément au dossier de l'avenir roannais : les jeunes retraités revenus au pays après un long périple dans le monde urbain. Certains ne sont même pas nés au village, mais ont retrouvé la maison de leurs aïeux. Parfois ils reconstruisent, créent une nouvelle activité. Il arrive même qu'ils fassent des enfants, recommençant leur

vie avec une nouvelle épouse. Volvent compte aussi, comme les autres communes, nombre de résidents « intermittents » qui se dirigent vers l'âge de la retraite. Ceux-là sont en général originaires du nord de l'Europe : Suisse, Allemagne, Belgique, Angleterre. Pour eux aussi une installation plus durable au pays de la lavande offre une perspective de « seconde vie », à moins qu'ils ne s'en tiennent à la « double vie » d'une résidence alternée.

Tous ces comportements sont autant d'illustrations d'une alliance d'un nouveau genre entre la ville et la campagne. On pourrait y ajouter les emplois urbains des épouses des fermiers, qui souvent sécurisent les paris économiques de la ferme. Et aussi les fréquents mariages entre fils ou filles de la ville et filles ou fils de la ferme. Ces nouveaux fermiers ou fermières par mariage sont souvent les plus actifs, les plus inventifs.

Architectures en sursis

Le pays de la Roanne appartient au monde méditerranéen et son patrimoine bâti peut être assimilé à celui de l'arrière-pays provençal, aussi bien dans son style que dans ses matériaux et modes constructifs. Murs de pierre calcaire tout venant, chaînages d'angle de gros appareil, encadrement des ouvertures en pierre de taille, toits de tuiles canal ; les habitations reçoivent un enduit et s'ornent de deux ou trois rangs de génoises, à la différence des bâtiments d'exploitation où la pierre reste apparente. Sauf dans les bourgs et villages anciennement fortifiés où les maisons, étroites, se développent verticalement sur deux ou trois étages sous grenier, la maison paysanne s'étale horizontalement et se contente d'un seul étage. Dans les villages et hameaux elle est construite en mitoyenneté sur rue. Elle dispose en général d'un perron (pesuro) conduisant à l'étage où se trouve le logement, le rez-de-chaussée étant en partie ou totalement réservé aux animaux et au matériel agricole.

Ce petit patrimoine rural est menacé par trois types de périls : sa disparition par abandon, sa réinterprétation pour un usage moderne, son englobement dans une dynamique de développement économique. Dans les trois cas, les « acteurs » urbains sont concernés. La longue dépopulation du pays de la Roanne a laissé des dizaines de fermes et de bergeries en ruines, dont les vestiges témoignent d'un passé peu éloigné, un siècle à peine, où toutes les niches du territoire étaient occupées, cultivées, pâturées. La plupart ne subsisteront que sous la forme d'un toponyme sur une carte. Mais beaucoup ont été sauvées, presque toujours par des « amoureux des vieilles pierres »³ venus de la ville. Il en est de même de beaucoup de maisons de village. Grâce à eux, le tracé de quelques rues et ruelles en perdition reste lisible.

Vient ensuite le débat quasi insoluble de la restauration de ces bâtisses. Leurs nouveaux propriétaires ne sont pas des paysans. Le seraient-ils, ils ne sont pas censés vivre comme autrefois. La question est la même pour les paysans du cru, citoyens modernes avec des besoins modernes. On veut plus de lumière, des toits plus étanches, des murs plus isolants, des terrasses sur les aires de battage, des jardins d'agrément sur les anciens potagers. En outre, les artisans maçons n'ont plus les gestes d'autrefois, n'ont plus les matériaux tirés de l'environnement naturel immédiat. Ils s'approvisionnent à la ville.

Ainsi, aux yeux des puristes, des petits outrages sont commis tous les jours envers l'architecture vernaculaire. Il faut pourtant reconnaître que, dans l'ensemble, les nouveaux résidents font pour le mieux, avec une passion certaine pour la petite part de patrimoine « exotique » auquel ils se sont identifiés. Et quand l'occasion leur en est donnée, ils sont les

premiers à se mobiliser pour la restauration d'une église romane ou d'un lavoir.

Face à cette sage restitution d'un paysage bâti expurgé de toute l'activité agricole qui l'avait autrefois engendré, certains hameaux regorgent au contraire de vie agreste. C'est paradoxalement là que, sauf exception, le fragile patrimoine est bousculé, submergé par des constructions adventices, des hangars et des bâtiments d'exploitation construits au moindre coût, généralement en parpaings de ciment et toits de tôle. A cela s'ajoute un amoncellement de matériels agricoles réformés et l'objets divers. Bref, lorsqu'on se réjouit d'un regain d'économie rurale il faut faire le deuil d'un patrimoine lisse et fleuri, et inversement.

Toutefois, la progression de la sensibilité « écologiste » en milieu rural commence à faire une place à de nouveaux matériaux « naturels » dans les exploitations. Il faut aussi se réjouir que, jusqu'ici, le pays de la Roanne ait échappé à la fièvre des lotissements.

1 Géographe, directeur de recherche IRD, responsable de l'équipe doctorale « Orients Urbains » (Université Paris X-Nanterre).

2 Cette communication est le condensé d'un texte développé, encore inédit, mais que l'auteur met volontiers à la disposition des lecteurs intéressés.

3 Cf. notre communication au symposium RehabiMed de Marseille (23-25 septembre 2005), intitulée « Les amoureux des vieilles pierres et ceux qui les habitent par nécessité ». Bien qu'elle s'applique à la sauvegarde des centres historiques des grandes villes, elle évoque une même dualité d'acteurs.



La commune de Brette reverdie par un printemps pluvieux : pentes cultivées, accueil à la ferme, bergerie, hameau. © Ph. Haeringer



“Patrimoine et réalisme, Les centres historiques des grandes villes méditerranéennes, Commentaires préalables sur le projet RehabiMed »

Philippe Haeringer¹

Géographe, directeur de recherche IRD, responsable de l'équipe doctorale « Oriens Urbains » à l'Université Paris X-Nanterre. Auteur de divers travaux récents sur la « refondation » des villes d'Asie, de Russie et du Moyen-Orient.

Adresse postale:

Saint-Roman, 26410 Châtillon-en-Diois

Adresse courrier électronique:

phildanh@club-internet.fr

Téléphone:

33 (0)4 75 21 80 66

Ce texte, écrit en avril 2005 dans la perspective du symposium de Marseille (septembre 2005), s'appuie notamment sur l'exemple de la ville du Caire. Les questions soulevées furent développées oralement à Marseille², et suscitèrent un débat très nourri.

Le patrimoine par le bâti ordinaire : oui

Mais : attention aux mirages

Il faut savoir gré au projet RehabiMed de s'intéresser non pas au patrimoine monumental d'exception, mais au tissu urbain hérité et encore présent au cœur des vieilles villes méditerranéennes. C'est évidemment ce type de patrimoine qui est le plus fragile, le plus en danger, et en même temps le plus délectable car il nous transmet la plénitude de l'héritage. Comme il est dit dans les attendus du projet, il s'agit d'un patrimoine vivant.

Cependant, il y a une part de mirage, dont il est important de prendre conscience. Malgré le sentiment d'authenticité qui émane des scènes captées dans les quartiers historiques, celles-ci ne sont que très partiellement fidèles à ce dont les vieilles pierres ont été témoins dans les siècles où elles ont été mises en œuvre. Dans la plupart des cas, la vie qui se poursuit dans les dédales d'autrefois n'est pas moins contemporaine que celle qui peut s'observer dans les banlieues mégapolitaines. Cette banalisation vaut aussi bien d'un point de vue sociologique que sur le plan matériel.

En effet, le temps passe pour tout le monde. En outre, les populations résidant aujourd'hui dans les quartiers antiques ne sont que rarement les héritières de celles qui les habitaient jadis. Il y a presque toujours eu **substitution**, non pas seulement par une lente mutation naturelle, mais par l'effet d'une rupture essentiellement consommée dans la deuxième moitié du vingtième siècle. Le surgissement du processus de "mégapolisation" a radicalisé les effets de la modernisation en cours depuis le milieu du XIX^e siècle. Le gradient social, qui valorisait

le centre, s'est inversé ; de sorte que les vieux quartiers, quel que fut leur marquage social autrefois, sont aujourd'hui massivement occupés, comme certaines banlieues, par des populations marginalisées, souvent immigrées de plus ou moins fraîche date.

Il n'est donc pas très exact de dire que le bâti des centres urbains historiques est "un legs apprécié par le plus grand nombre mais oublié de l'histoire" (cf. Présentation du Symposium). La formule inverse est plus conforme à la réalité : les vieilles villes méditerranéennes sont reconnues par les historiens et par les touristes qu'ils entraînent derrière eux, mais elles sont malheureusement boudées par les citoyens en tant que lieu de vie et de résidence. Les vieilles familles les ont abandonnées sans esprit de retour, et leurs bâtisses ne sont que "récupérées" (sous des statuts divers allant jusqu'au squat collectif) par des populations pauvres en mal de logement, et dont le choix n'est pas motivé par la dimension historique des lieux. C'est en tout cas le modèle dominant vers lequel les choses évoluent depuis un bon demi-siècle, dans un certain nombre de villes méditerranéennes.

Le mirage d'une vie traditionnelle authentique est entretenu d'une part par ce qui reste du décor ancien et notamment par le tracé médiéval du parcellaire, mais aussi par divers **phénomènes en trompe-l'œil**. On en retiendra trois. Le premier est la vétusté, le délabrement, parfois l'aspect ruiniforme du bâti, qui ne constituent évidemment pas un gage d'historicité mais en donnent l'illusion. Le deuxième va dans le même sens : c'est la pauvreté des habitants actuels. Leur dénuement et/ou leurs origines rurales les contraignent à une vie matérielle et à une gestuelle qui paraissent rappeler l'ancien temps, mais qui n'ont que peu de rapports avec la vie citadine et les codes des siècles passés. S'il y a des survivances de comportements anciens dans les villes d'aujourd'hui, il est sans doute préférable et plus significatif d'aller les observer dans les quartiers populaires récents, débarrassés d'un pittoresque ambigu.

Le troisième phénomène en trompe-l'œil est celui de l'activité artisanale, en général très présente dans les vieux centres urbains. Elle se revendique volontiers de la tradition et il faut lui savoir gré de perpétuer en effet certaines filières de production, certains procédés et objets. Mais la finalité touristique, quoique légitime, est souvent trop évidente pour confirmer la fiction d'une vie de quartier à l'ancienne, surtout lorsque l'on voit, le soir, les artisans et les commerçants tirer le rideau et prendre les bus de banlieue.

La spéculation touristique n'est pas le seul moteur de l'activité artisanale élisant domicile dans les vieux tissus urbains : ceux-ci offrent des espaces propices à l'installation d'ateliers divers, à la mesure du retrait de la fonction résidentielle, et à la faveur d'un certain chaos foncier et immobilier. Cette activité parfois peu transparente contribue elle-même à ce chaos, et n'est donc pas toujours un atout, loin s'en faut, pour un programme de réhabilitation de l'architecture traditionnelle.

Une démarche globale : oui

Mais : ne pas perdre le cap

La sectorisation proposée (cf. les quatre opérations pilotes) contredit l'intention annoncée d'une approche globale (cf. programme du symposium) ou intégrale (cf. texte sur la méthodologie). En outre, le champ couvert par les quatre thèmes est loin d'être holistique. Pire, il s'appuie sur trois des pièges les plus redoutables (le tourisme, l'artisanat, l'action sociale), implicitement présentés comme les piliers du projet, mais qui ont toute chance de le dénaturer. La fonction première d'une architecture domestique (cf. fiche de définitions) étant l'habitat, ne devrait-on pas plutôt fonder le projet sur la valeur résidentielle des

vieux tissus urbains ? Le **plaisir d'habiter** un patrimoine ancien est certainement le meilleur argumentaire (qui n'est certes pas à l'abri, lui-même, de tout piège) pour assurer à ce patrimoine un long avenir. On n'exposera pas ici les dérives bien connues de l'activité touristique. Celles de l'artisanat viennent d'être partiellement évoquées. Attardons-nous plutôt sur la question, moins attendue dans ce registre critique, de l'action sociale. C'est surtout par elle et pour elle que les projets de réhabilitation patrimoniale prétendent s'engager dans une démarche globale, garante de bonne gouvernance, d'équité sociale, de développement durable. Mais dans l'hypothèse, argumentée plus haut, où les populations résidentes sont majoritairement étrangères à l'histoire des lieux, si leur présence est plus ou moins fortuite, il sera difficile d'établir une synergie entre une action de développement social à leur endroit et un objectif de réhabilitation patrimoniale.

Le cas extrême, mais souvent vérifié, est celui d'une longue et minutieuse négociation sociale qui, lorsqu'elle aboutit à un plan de réhabilitation, ne trouve plus en face d'elle les mêmes interlocuteurs. C'est ce qui arrive lorsqu'on a affaire à des populations en mobilité résidentielle rapide et lorsque, d'une façon générale, le bâti vétuste de la vieille ville n'est perçu que comme un lieu de transit.

Il n'est pas question, ici, de tourner le dos aux populations présentes, et encore moins d'envisager leur éviction. On comprend bien que l'idéal est de fonder la réhabilitation sur une amélioration de leurs conditions de vie au sein même de la vieille ville. Il est cependant important de prendre conscience que les données de ce plan idéal ne sont en général pas réunies. Ignorer cela risquerait de conduire, comme cela s'est souvent vu, à un échec. Pire : à un faux succès.

Si le diagnostic d'une déprise sociale était avéré, les chances d'une réhabilitation durable passeront nécessairement par un redressement de cette évolution. L'amélioration des conditions de vie des populations présentes n'y suffira pas. Il paraîtra incontournable d'**attirer de nouveaux habitants**, fondamentalement désireux d'habiter dans un cadre historique.

Cela veut dire qu'il faudra créer un marché foncier et immobilier. Cette dimension économique est curieusement absente du projet tel qu'il est aujourd'hui présenté. Mais il ne s'agit pas seulement d'économie, ni de compétence entrepreneuriale (la création d'un tissu d'entreprises spécialisées dans la restauration est un autre sujet ignoré du projet) : il s'agit aussi de développer, voire d'amorcer, une appétence culturelle. La difficulté est tout autre que celle de la spéculation touristique, où l'activité économique peut tabler sur une appétence culturelle idoine largement développée. Et le champ à investir n'est plus celui de l'international, mais celui d'une clientèle locale, à recruter pour l'essentiel dans l'agglomération elle-même.

Un tel raisonnement conduit naturellement à évoquer le spectre de la gentrification et de ses effets excluants. On ne peut éluder la question. Mais la menace est, dans la plupart des cas, extrêmement éloignée, tant est tenace l'aversion des classes aisées pour un espace résidentiel dévalorisé de longue date. On parlera plutôt, plus positivement, d'une tentative de rééquilibrage social, ou de mixité, ou encore d'un retour de citoyenneté dans un espace autrefois citadin par excellence, mais marginalisé depuis des lustres.

Il existe, à ce stade, de nombreuses formules pour organiser une coexistence douce et profitable aux anciens comme aux nouveaux. Tout l'art consistera à exploiter, d'une part, le désir des uns de se mêler à un climat de vieilles pierres et de vie populaire, d'autre part l'aspiration des autres à voir leur cadre de vie bénéficier d'un peu plus de considération

et de quelques équipements nouveaux.

L'entrée par le marché immobilier conduira, sans doute, à des choix de périmètre d'action très différents de ce que pourrait suggérer, par exemple, une entrée par l'artisanat. **Dans le cas du Caire**, plutôt que de se focaliser sur le secteur des souks, on trouvera peut-être davantage de s'intéresser aux espaces qui furent autrefois le siège d'un cosmopolitisme de bon aloi. Ce que l'on appelle globalement la ville d'Ismaïl, du nom du khédivé qui, au XIX^e siècle, doubla la ville islamique d'une ville au goût du jour, où l'on trouve la marque architecturale de tous les coins de la Méditerranée, se prêterait plus facilement à une valorisation immobilière. Ramener le Caire dans Ismaïliya pourrait être une première étape, une amorce. On pourrait ainsi associer dans un même périmètre d'action deux fragments voisins de la ville d'Ismaïl et de la ville islamique, aujourd'hui aussi délaissées l'une que l'autre.

La vanité des projets pilotes

On comprend bien qu'une opération financée soit limitée dans le temps. Et sans doute dans l'espace. Mais doit-elle pour autant être confinée dans un *échantillon* d'espace, comme une expérience de laboratoire ? Doit-elle en d'autres termes être qualifiée de *pilote* ? Il y a deux vanités qui se cachent derrière la notion d'opération pilote. La première est celle de ses concepteurs qui, limités à un espace-temps, se consolent en imaginant que leur action ponctuelle fera école et se diffusera, se poursuivra après eux. La seconde vanité est celle de l'opération elle-même qui, l'expérience le démontre trop souvent, s'évanouit dès que les comptes et comptes rendus sont faits. Non seulement elle ne se reproduit pas à la dimension du territoire ou du problème soulevé, mais ses acquis ponctuels sont rapidement pervertis ou balayés, emportés dans la mer mégapolitaine.

Il n'est pas facile d'échapper à cette fatalité, dès lors que l'on ne dispose que d'un pouvoir d'action limité. Mais, là encore, une pleine prise de conscience de cette difficulté devrait permettre d'éviter au moins des dispositifs d'intervention trop fermés sur un micro périmètre, trop "exemplaires" pour être vrais. Le contraire d'une concentration de l'effort sur un point n'est pas sa dilution dans l'espace. Si l'on choisit de se placer à l'**échelle réelle des problèmes** posés dans une ville, on sera amené à agir sur des leviers adaptés à cette échelle.

Par exemple, au lieu de peaufiner la réhabilitation d'un îlot, qui apparaîtra comme une incongruité dans son contexte, on pourra trouver plus efficace de "vendre" l'ensemble de la vieille ville aux amoureux des vieilles pierres par la représentation d'une grande diversité d'exemples d'insertion ; exemples de pionniers déjà présents, qu'il sera intéressant de repérer, et dont il sera utile de recueillir l'expérience (rien ne serait plus néfaste que d'agir comme si rien n'avait été fait avant) ; exemples suscités par le projet lui-même dont la philosophie, dès lors, serait **d'avantage l'incitation que la démonstration**.

À côté des amoureux des vieilles pierres, un autre groupe cible est susceptible d'emmener le projet vers une diversification de ses points d'impact : il est probable que, malgré le phénomène démographique évoqué plus haut, certains noyaux de quartiers recèlent encore des groupes sociaux, ou plus modestement des familles, accrochés à un patrimoine ancestral. Plus encore que les pionniers, il serait impardonnable de les ignorer. Mais, là aussi, la mise en lumière de la diversité des situations devrait primer.

Si l'on ajoute à cette stratégie de repérage de pôles exemplaires une nécessaire attention à la situation majoritaire, a priori peu perméable à l'argument patrimonial, mais où on ne peut manquer de tenter une

action de sensibilisation, on voit que beaucoup d'énergie aura déjà été dépensée avant même que l'on songe à manier la truelle. Mais **faut-il manier la truelle** ? Il paraît souvent ridicule, dans des opérations pilotes similaires, de constater la dérision des mises en œuvre face aux innombrables chantiers qui s'activent dans le même temps dans la ville. Le réalisme commande de se tourner vers ces chantiers, notamment au voisinage des pôles (ou groupes) sélectionnés, et d'étudier au cas par cas la façon dont on pourrait les amener (maîtres d'ouvrage comme maîtres d'œuvre) à mieux tenir compte des valeurs patrimoniales. Chemin faisant on se sensibilisera, en retour, au bien-fondé de certaines pratiques actuelles, à leur logique tout au moins, mais aussi, plus souvent qu'on pourrait le croire, à certaines évolutions heureuses de **l'architecture populaire d'aujourd'hui**.

POUR CONCLURE, ON SUGGÉRERA DE SORTIR DU CADRE CONCEPTUEL DU CHANTIER PILOTE, POUR IMAGINER UNE ACTION A LA FOIS PLUS LARGE ET MOINS CONTINGENTE, FAITE D'EXPLORATION ET D'OBSERVATION, DE MISE EN RELATION D'EXPÉRIENCES EXISTANTES, ENFIN D'INCITATIONS CONDUITES AUSSI BIEN AU NIVEAU DES PARTICULIERS QU'À CELUI DES INSTANCES POLITIQUES. LE CHANTIER RECHERCHÉ EXISTE DÉJÀ, EN VRAIE GRANDEUR. CE SONT SES DIVERS ACTEURS QU'IL CONVIENT D'ALLER VOIR, D'ÉCOUTER ET DE CONVAINCRE.

Avril 2005

Environmental Design and Vernacular Architectural Renewal in Catalonia

Josep Muntañola Thornberg

Architect. Head of the Design Department, Polytechnical University of Catalonia (2007-2010). Horary PhD Degree (University of Da Lusiada, Lisbon, June 2005). Member of the Catalan Royal Academy of Fine Arts, 2003. Member of the Spanish National Commission of Evaluation of Research, 2006. Have published more than 25 books and 200 articles.

Adresse postale:

Departament de Projectes Arquitectònics. Escola Tècnica Superior d'Arquitectura de Barcelona. ETSAB. Universitat Politècnica de Catalunya. UPC. Av. Diagonal, 649 5a Planta 08028 Barcelona

Adresse courrier électronique:

jose.muntanola@upc.edu

Téléphone:

93 401 6406

1. Environmental Design and Vernacular Architectural Renewal

In nineteen sixty-two the leading American thinker Lewis Mumford sent to me an article "*The Case Against Modern Architecture*", where he both, criticized the wrong developments in modern architecture and was enthusiastic with the recent creation of the College of Environmental Design" in the School of Architecture of the University of California in Berkeley¹.

Forty years after I agree with all the ideas written in this article, which I translated into Spanish and published at that time. The main points of that work are still true today: Modern architecture betrayed its principals and became a way of propaganda and speculation. Modern architecture supposed to relate with environmental design basic views, that is, with ecological respect and social awareness, but it did not accomplish these promises².

California was, then, the hope of a better environment with Bernard Mayleck and Joseph Esherick as paradigms of a "regional modern attitude", based upon a long tradition in that state with "arts and craft" movements and "Spanish style" environmental achievings.

Some years later the pessimism of Lewis Mumford increased, because urban planning and "international style" architectures both ignored totally the environmental design hopes, and he sent to me several letters more and more critic with architecture and city planning³. I can reproduce similar stories with Kevin Lynch and Amos Rapoport, who I have invited again and again, as leaders of "environmental design" principals, and each time architects from Barcelona ignore them, thinking that they were (or are) more a problem than a solution for the architectural design objectives and processes⁴.

This "blind" position of architects to new ways of producing environmental building transformations are the reason of the lack of vernacular modern renewal in Spain, and of the paradoxical situation

today, with only a few good examples to show, when in the nineteen sixties Joan Anton Coderch and other Catalan architects built better architectural vernacular renewal examples than today, in spite of a very hard and negative political context with Franco's dictatorship⁵.

Democratic Spain should have been able to develop a huge social sensibility towards the protection of vernacular architecture, but did not: on the contrary, the vernacular architecture was considered a "poor" architecture, symbol of a difficult past and an obstacle for social development, or, worst, a symbol of "*los nuevos poblados*", or "new" urban places built by Franco's regime in order to replace areas destroyed by the Spanish Civil War. Lewis Mumford denounced all that in nineteen thirty-eight⁶. Even though this sad story could push us towards a pessimistic attitude, today we should overcome this process. Some new signs can help us to do so. Then, we need *a new architecture for a better environment*⁷.

2. Vernacular Renewal a Big Challenge For a New Architecture For a Better Environment

In a recent article written for *RehabiMed*, I summarized which should be the main preconditions for a renewal of vernacular architecture in the Mediterranean area. They were:

- Conditions related to noise, toxicity of air or radiation. Children and the elderly are especially vulnerable.
- Psychosocial conditions and vandalism and social violence that are directly related to the appropriation of the place and the presence of social natural vigilance. (Not only police).
- Relations between privacy and publicity, with specific necessities at each age, gender, culture, etc.
- Historical cultural relations that stimulate and make intelligible essential relations in the past or, on the contrary, their destruction turns restoration into unintelligible or, even, into anecdotic or absurd cultural objects.
- Relations between form and transport, and their complex articulations at different levels, including the connection, very important, between visibility and spatial orientation, because its absence provokes all kinds of accidents. And we could go on.

All these preconditions for a better environment were accomplished by some Catalan architects fifty years ago (see diagram I) in spite of difficult social and political circumstances, and when Spain was a "poor" country. Today Spain is a rich country but with a "weak" education. The key aspects of all these preconditions are to accept that space is a "social" structure as much as "physical". Because of that there are "semiotic cultural" links between objects and subjects, deeply analysed in the last fifty years by anthropologists, architects, sociologists and geographers. Just as an example, the last works by Professor Amos Rapoport, who still is hopefully alive, gathers and analyses hundreds of works in that direction⁸.

Let us observe more closely some cases. First the vernacular house renewed in nineteen seventy-five by Catalan architect Magda Saura (see figure 2), and the waterfront in Empuries in nineteen ninety-two, where the Olympic Flame arrived in Catalonia from Greece (see figure 3). Diagram II and diagram III define the sociophysical preconditions that these design projects took into account and "renewed". Because the point I claim here is not "against modernity", but to uncover the complementarity between "vernacular architecture" and "modern

architecture", thanks to these hidden human links better physical forms and social behaviors are achieved.

Coderch intends "to learn" from the vernacular sociophysical chronotope. That is, the view from the top, the inside-outside vernacular window, the public life in the narrow street and the "minimal" building elements, wood and white walls, and colors that mixes ships and houses. The "modesty" of the renewal obtained paradoxically an "avant-garde" modern tone.

It is not a "Beaux Arts" copy of the vernacular, but a "modern" chronotope (abstract relationships, and dynamic composition) that "plays" with the vernacular features, without destruction of the urban form and domestic character.

It was a lesson for the future.

In nineteen seventy the Catalan architect Magda Saura followed this lesson by Coderch and enlarged the "narrative" with new chronotopic structures coming from California and from Le Corbusier heritage.

The vernacular house maintains all the characters "in dialogical" attitude with a new domestic modern view. This "dialogical" attitude between the old and the new, both in relation to the physical and the social dimensions of architecture, is, according to Mikhail Bakhtin the kernel of the chronotope in the genre of the novel. The house arrives to combine two life-styles separated in time but articulated in the same space. There is a dense "feed-back" between history and design. In order to be able to build this "feed-back" the architect had to be enthusiastic both with history and with modern design. As I said above this is pitifully rare, because of the strong prejudgetments against the possibilities of this potential "dialogue" in architecture.

In nineteen ninety-two, the same architect coordinated the complex design of a waterfront in Empuries where the Olympic Flame arrived in the same year to Catalonia.

This landscape design was "dialogical" too, and was published in the review *Quaderns* by the Catalan Association of Architects.

It is important to point out the significance of the renewal of landscapes in order to be able to renew vernacular architecture: they go hand by hand. Either they are both protected or they are both destroyed. There the dunes, the threes and the Greek ruins play the role that walls, windows and roofs play in architecture, but the key chronotopic sociophysical features have a key role here too.

The waterfront wooden way "optimizes" the experience of the historical and geographic context, making sociophysical relationships between dunes, sea, ruins and vegetation alive. Users feel this chronotopic richness and are grateful for that. A web of relations is in the air. You need only to walk and to breathe to notice it.

3. The "Vernacular" and the "Modern" Chronotope

In recent works⁹ I have developed a "dialogical" view of architectural design, where the key concept of chronotope created by the founder of this theoretical trend, the Russian intellectual Mikhail Bakhtin, occupies a privileged place¹⁰. A chronotope is a link between objects and subjects, that is, between physical (cosmic) space and time, and social (historical) space and time. This concept is used by Bakhtin in the analysis of literary works. For example the development of the novel since classical Greek time until now, some two thousand and five hundred years later.

The vernacular chronotope is basic for Bakhtin, because it is the first step in any artistic human development. It has an enormous richness and it is an inexhaustible source of feelings, stories, personages, etc. However,

wrote Bakhtin with his proverbial irony: "the vernacular chronotope has only one defect: it never changes." So the modern chronotope is on the contrary, very dynamic and changes all the time, but often has no content, only form. The complementarity we have seen between vernacular and modern architecture has the same characteristics defined by Bakhtin, as was already pointed out by the architect and famous historian Sigfried Giedion in his last and posthumous book: *Architecture and the Phenomena of Transition*,¹¹ where he defines the evolution of architectural design in Europe throughout chronotopic sociophysical basic changes. See diagram IV below as an example of the value of historical urban planning.

Visual network in the Middle Ages in the south of France. This network is the reason of the "order" we see in the vernacular architecture. Doors and windows follow this invisible web of visual interrelationships. If we need to destroy this order, at least, we should be able to build a better one.

In conclusion, modernity can be either the end of vernacular architecture in the Mediterranean area or, on the contrary, can be the best way for renewal. It depends upon political, economic and cultural attitudes, which, for the moment are still oriented towards destruction. However ecological new developments (climate changes) and new social cultural attitudes can slowly change this orientation, as late professor Lewis Mumford wrote to me in a last letter before his death, where he argued about the new ecological awareness among young students in USA: "a new hope".

I hope so too.

¹ See review *Arquitectura 63*. School of Architecture. Barcelona, 1963.

² Very important the book by Martha Pollack *The Architect*. MIT Press.

³ See Muntañola, J. *La Topogénese*. Anthropos. Paris, 1997. (Spanish text in *La Topogénese*. UPC Edicions. Barcelona, 2000.

⁴ See too *A History of Environmental Design*. Rapoport, A.

⁵ I do not mean that Franco dictatorship was better than a democracy. Democracy should be able to combine modernity and renewal of historical urban form, in a complementary way. Pitifully, in Spain, this has not been the case. Speculation made this impossible.

⁶ See *The Culture of Cities*. Chapter 10. Lewis Mumford sent to me the Spanish version of the book.

⁷ This is the reason of the International Review *Arquitectonics* (See the web www.arquitectonics.com).

⁸ See *Mind, Land and Society* (Muntañola, J. editor). School of Architecture in Barcelona Proceedings 4th International Congress in Barcelona in June 2004.

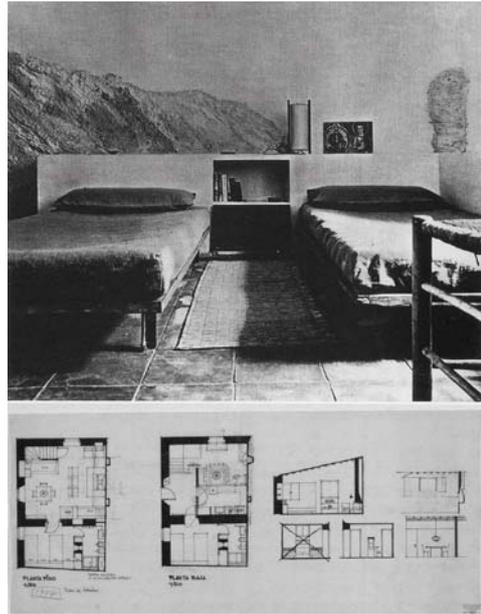
⁹ See Muntañola, J. *Las formas del tiempo: Arquitectura, Educación y Sociedad*. (Volume I). Editorial Abecedario. Badajoz, Spain, 2007.

¹⁰ See *Architecture 2000* by Josep Muntañola in the series *Arquitectonics*.

¹¹ See *Architecture and the Phenomena of Transition* by S. Giedion. I wrote the introduction of the Spanish translation of this posthumous work in 1972. (Gustavo Gili. Barcelona).



A Vernacular House Near the Mediterranean Coast



Renewal in a Vernacular House in Cadaqués by Joan Antonio Coderch



Middle Ages Visual Order



Waterfront in Empuries

Visions: from knowledge of territory to action strategies and policies of sustainability.

Lines of research for the restoration and revitalisation of Calabrian historic centres

Alessandra Barresi and Gabriella Pultrone

A. B., architect, researcher in *Urban Planning*, expert in *Urban Planning Techniques for Metropolitan Areas*, Ph.D. in *Urban and Territorial Planning*, teaches *Foundations of Urban Planning and Urban Planning* at the Faculty of Architecture, *Mediterranean University of Reggio Calabria*. Member of the Teaching Body of the Research Doctorate in *Planning and Design of the Mediterranean City*. Related to the AACM Department.

G. P., architect, Ph.D. in *Planning and Design of the Mediterranean City*, researcher in *Urban Planning* at the Faculty of Architecture, *Reggio Calabria University*, where she teaches *Territory Analysis* and *Urban Design*. Related to the *AACM Department*, where she conducts research activities focussing on the Mediterranean Area

Adresse postale:

Department of Architecture and *Analysis of Mediterranean City -Mediterranean University of Reggio Calabria*, via Melissari, Feo di Vito - 89124 Reggio Calabria (Italy)

Adresse courrier électronique:

alessandra.barresi@tin.it; gabriella.pultrone@unirc.it

Téléphone:

+39.0965.3222.250/51; +39.335.65.14.493; +39.338.88.46.592

The Mediterranean Sea has been historically known as an area of intense cultural exchanges, thanks to its multiple (economic, social, religious and political) differences. Despite the existing barriers, it is characterized by a set of processes which are quite unitary in their general features.

Though the Mediterranean coast is extremely subdivided in several units of government, each having different planning systems, every decision of development must consider its possible effects on the long-term collective sustainable development. Therefore, it is necessary to develop new tools for the analysis and the forecasting of the rapid urban and territorial changes, as to allow governments to make the most effective and fair decisions assuring, at the same time, an efficient and continuous exchange of information about the conservation, revitalisation and protection of the historical, cultural and environmental heritage.

In a context characterized by an exaggerated geographic competition between regions, the primary task of the new territory projects is

to propose interventions and strategies able to build policies of development starting from local resources. Some key elements for the competitiveness of the territorial systems are knowledge, skills, relationships allowing a progressive shift from the physical to the human and social capital, from the material to the immaterial resources.

If the American economist Florida proposes the "3T" model (*Talent, Technology and Tolerance*) to show the correlation existing between skilled human resources, development of high-tech economy and climate of tolerance, the introduction of the "Fourth T" (*Trust*) is consistent with the wider objective of a sustainable development. Through "trust" it is possible to start a virtuous process of interinstitutional cooperation aiming at the development of cultural resources, a key element in the strategies of a development based on extra-economic factors and logics and highlighting social and cultural variables.

Yet, to avoid the risk of overlapping of roles between the different competing geographic areas it is necessary to combine the local demand with the wider requirements of the territorial consistency. This is possible only by taking into account a "vision" assuring the global consistency of interventions and the construction of the necessary convergencies for a real integration of institutional actors and economic subjects.

This paper is intended to stress the need of the construction of "territorial visions" which can assure the global consistency, gather local systems in regional networks and facilitate their access to Euro-Mediterranean and global networks.

This "vision" can play a fundamental role as a drive of development able to start processes of sustainable development, thanks to its double horizontal (between subjects of the local network) and vertical (of the local network with the territorial *milieu*) action. It must be intended as an image guiding decisions, suggesting shared scenarios and choosing the strategic places on which the processes can converge. The pursuit of economic and social cohesion between territories could otherwise imply an irreparable phenomenon of levelling and suppression of local identities if it is not supported by a structuring image and by a territorial policy able to preserve diversity in unity.

Within the Euro-Mediterranean context, Calabria is a complex and structured territory, suspended between the sea and the hinterland, between Europe and the Mediterranean Sea, and where areas of shadow and light coexist, places with excellent potentials and resources unfortunately often denied by the lack of valid projects and interpretations of their vocations of development and growth.

The strategic location of this region in the Euro-Mediterranean system must be exploited through the construction of a "vision" able to read and interpret the context and to create new conditions of development.

It is well known that, besides lacking infrastructures, the Calabrian territory has a fragmentary settlement structure with an average size of its urban centres of about 5,000 inhabitants. Its historic centres, which can be defined as a diffused and interesting environmental and urban system, mostly belong to the category of "minor centres", where "minor" does not mean a settlement with qualitatively lower characteristics, but a settlement where the culture of building (in a certain historical period, different for each case) found its most congenial expression in the small size.

These centres are a very important part of a settlement; their peculiarities are not to be found in the presence of numerous monuments, but in connective tissues where these monuments are in close contact with ordinary buildings, roads, squares, walled paths as to shape still strongly

characterized urban contexts.

To grasp the importance of these centres is crucial for a policy of the territory where the historic settlement heritage plays a central role. Therefore, where differences are a reason of identification, recognition of values and possibility to start projects aiming at the restoration and revitalisation, the actions of development must involve a more precise definition of the morphological, environmental, cultural and settlement characters, as well as of the presence of monuments.

For a deeper knowledge of Calabrian historic centres, the research has adopted the method which was elaborated for the *Regional Planning Scheme* and which allowed to make a "classification" following three parameters: morphological situation, urban environment, architectural characteristics.

As a result, eighty-two centres were recognized and grouped in five types which can be briefly described as follows:

- Centres keeping a considerable recognizability, compactness and integrity of their historic tissue, with a presence of numerous particularly valuable architectural monuments;
- Centres where the recognizability of the historic tissue persists, which have kept a substantial compactness and with a presence of some significant architectural monuments;
- Centres in which the historic tissue is barely recognizable, but where the present architectural monuments still communicate their historic and stylistic qualities;
- Centres keeping and highlighting the valuable characteristics of XVIIIth, XIXth and early XX-century reconstructions following natural disasters;
- Centres characterized by a considerable compactness of tissue and, particularly, by *landscape and morphological aspects*.

At the end of the cognitive phase, it has been noticed that the project of restoration and revitalisation of these settlements must start from the awareness that each of them is a continuously changing *living organism*. As a result, an intervention tending to fossilize those centres and to leave them unchanged in time cannot be considered, since it would imply their progressive decay.

On the contrary, it is important to think of projects of restoration including the possibility to introduce new urban and architectural elements in the tissue which has become consolidated in time and where the new interventions can be in tune with the identity character of the centre itself. Thus, they can organically enter the process of transformation marking the evolution of the settlement, which is guided, on its turn, by its own *genetic code* that must be known to intervene adequately.

In the practical part of the research a deductive sequence has been carried out to relate large-scale space references with the small-scale ones, that is, the relationships of the centre with the urban, building and architectural territorial context.

As a consequence, it was possible to read the *genetic code* of the centres through the consistency and continuity existing between their territorial roles and the shape of their single architectural elements. For instance, the agricultural character of a settlement can be read through the serial character of its tissue, of the composition of its façades, of the shape of its single elements. In the same way, the function of commercial node of another centre can be read through its tissue (marked by the presence of several nodes destined to the market), its

typologies (presence of shops on the ground floor), the language of its architectural elements (undoubtedly richer since they are destined to more complex typologies).

There exist many possibilities of re-use and re-functionalisation of the examined contexts, but, to assure the survival of these tissues, it is indispensable to build a logic of network, of "specializations", where historic centres are meant as containers of an endless series of cultural, social, commercial and craft activities.

The final remarks show that, in their ex-ante phase, the interventions of restoration and revitalisation of Calabrian historic centres must include, besides a significant financing, a territorial project identifying a possible middle-long term scenario based on the recognition of the intrinsic potentials of each territorial context which could play a decisive role in the policies of development of local contexts.

In a global context, where competition is no longer only between companies, but also between territories, to attract investments and trigger virtuous circles of development depends on the qualities of local systems. Moreover, the need to pursue a sustainable development on an environmental, economic, social and institutional level must be expressed through new policies for the territory and adequate tools of method and of organization of resources aiming at an integrated vision characterized by participatory paths and a delicate balance between local and global level.

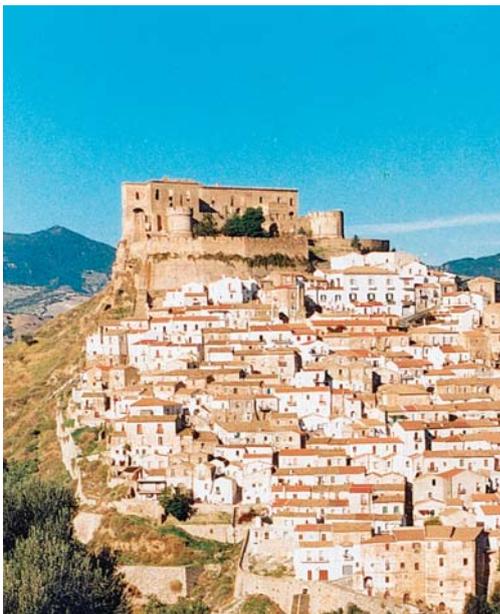
The construction of a "vision" inevitably implies an interpretation of the change and the identification of possible prospective scenarios. From this point of view, it is a tool of communication with the double function of supporting the comprehension of the elements structuring the Calabrian territory and of representing future political strategies.



Bova



Fiumefreddo Bruzio



Rocca Imperiale



Triolo

Principales problématiques d'une politique régionale pour les biens culturels : la philosophie du projet stratégique dans la méditerranée du sud

Cas du système des fortifications de la baie d'Alger

* M. Bouteflika, ** S. Messikh

* Architecte, Spécialiste en préservation et mise en valeur des sites et monuments historiques, Docteur de Recherche en projection architecturale pour les pays de la méditerranée. Est actuellement Chef du Département d'Architecture de l'Université de Blida (Algérie)

** Architecte, Spécialiste en préservation et mise en valeur des sites et monuments historiques, Maîtres-assistante Chargée de Cours au Département d'Architecture de l'Université de Blida.

Adresse postale:

AV. BEN BOULAI D RUE D07 BLIDA 09000 ALGERIE

Adresse courrier électronique:

boutefrad@yahoo.fr, safmes@yahoo.fr

Téléphone:

+213 25 438434 (tel/fax)

+213 69 761754 (tel. Bouteflika)

+213 61 598326 (tel. Messikh)

Il est indubitable que la méditerranée du sud possède les signes évidents et diffus d'un patrimoine culturel inestimable, expression de phases historiques successives et consolidées, contribuant à l'expression d'une identité culturelle tant nationale que régionale.

Toutefois, on constate que la jouissance d'un tel patrimoine est aujourd'hui largement insatisfaisante pour des facteurs de dégradation "historique" mais surtout pour les déséquilibres entre zones de concentration productive et zones d'abandon progressif, se réfléchissant sur la conservation et sur la valorisation du patrimoine de la région méditerranéenne du sud.

Un tel patrimoine n'est pas resté étranger à une politique "régionale" des interventions réalisées en dehors d'une vision programmatique globale, de zones historiques homogènes lesquelles "rapportent" les finalités des interventions individuelles à des objectifs plus précis.

Sur le plan le plus spécifique des exigences de tutelle, la situation actuelle apparaît comme caractérisée par un degré d'efficacité plutôt modeste des relatives politiques d'intervention, en raison surtout:

- Des **conditions considérables de dégradation** dans lesquelles verse le patrimoine historique artistique et de la nécessité d'interventions sollicitant des montants considérables et continus dans le temps;
- De **l'engorgement excessif** qui, sous le profil de la jouissance et celui de la dépense pour entretien et restauration, caractérise les

préexistences monumentales et les institutions muséales, avec des difficultés d'intervention sur le patrimoine diffus;

- Du **manque de coordination** qu'on relève au niveau institutionnel, tant sur le plan national qu'au niveau local, entre les différents sujets et institutions

Nous assumons comme postulat que l'ensemble de ces limites peut être dépassé à travers un saut de qualité dans les procédures à la construction d'un **cadre de référence transnational** qui vise à mettre en relation les différentes lignes d'interventions et de politiques qui leur sont inhérentes;

Cadre actuel des politiques d'interventions "extraordinaires" : la formulation du Projet Stratégique

Sur la base de ces considérations, la formulation du Projet Stratégique permet d'élaborer un programme global dont l'aspect le plus important est celui de l'intégration dans la sélection des interventions. Seules celles-ci permettent des réponses, capables de mettre la croissance culturelle à la base d'une renaissance économique qu'une correcte valorisation du patrimoine détermine indubitablement.

Quelques unes des hypothèses sur la manière d'entendre et de programmer une politique des biens culturels aux diverses échelles et phases d'intervention, auxquelles on peut attribuer une capacité résolutive, se résument dans les concepts suivants:

Territoire et culture. Le territoire, comme lieu physique sur lequel agit et s'établit le produit de la culture et sur lequel s'accumulent les sédiments significatifs, assume la plus grande importance dans le thème de la gestion des biens culturels;

Décentralisation du secteur. Le secteur des biens culturels est si vaste qu'il demande une cogestion élargie à tous les organes institutionnels.

Sensibilisation "didactique" aux acteurs du secteur. La tutelle d'un patrimoine si vaste, ne peut être complètement poursuivie si elle n'est pas soutenue par une conscience civique, résultat d'une approche didactique apte à déterminer une "auto tutelle" des biens culturels.

Productivité et gouvernance du secteur. Les flux touristiques ont convaincu et montré la valeur économique du bien culturel, d'où l'obligation d'étudier la gestion et d'asseoir le régime, économique et occupationnel le plus avantageux, d'une ressource primaire du pays.

Les objectifs généraux à poursuivre

Le projet stratégique entend parvenir à un ensemble intégré d'interventions, qui dépasse la logique sectorielle qui a jusqu'à présent caractérisé l'intervention extraordinaire.

Si les finalités de la proposition visent à soutenir et renforcer l'initiative et la capacité opérationnelle des sujets institutionnels, économiques et sociaux; sur le plan culturel, nous devons considérer les paramètres de recouvrement des valences et des identités culturelles de monuments et des complexes historiques artistiques. Les interventions à programmer doivent trouver une étroite coordination avec les interventions déjà prévues dans le cadre de l'ensemble des autres actions organiques.

Les domaines dans lesquels apparaît importante la possibilité d'intégration apparaissent être donc ceux du tourisme; de l'environnement, de la lutte contre la dégradation physique, l'urbanisation chaotique. S'affirmant comme les grands sujets que le Projet Stratégique pour les Biens

Culturels met en relief; les interventions de sauvegarde et valorisation des architectures traditionnelles se montrent être le levier décisif pour permettre non seulement la conservation d'un patrimoine historique, mais aussi la revitalisation des économies locales et la reconstruction d'un tissu social souvent désagrégé

De la culture de "projet" à la détermination de "systèmes" de biens culturels

Le secteur des biens culturels présente sa forme physique intrinsèque, lié au territoire et à son histoire au point de sous-entendre aujourd'hui un ensemble de relations contextuelles à déterminer. Il présente une "forme relationnelle" qui concerne l'usage qui s'en fait. Si le sens du "système de support" apparaît évident quand on pense à la jouissance du patrimoine (jouissance touristique, didactique, apport cognitif), moins évidents sont les effets d'une "industrie" qui offre aujourd'hui un usage différé dans le lieu et dans le temps des biens culturels.

Nous anticipons ici une proposition de système intégrant, en premier lieu, la reconnaissance du système des émergences culturelles à rayonnement transnational, celles ensuite à la grande échelle territoriale comme les émergences de consistance "interrégionale". Enfin, à l'échelle régionale ou sous-régionale, les pôles de réseaux culturels. Système représentant en fait une lecture organique du territoire, conformément à la philosophie et à la pratique de l'entretien programmé de son patrimoine diffus.

Les fortifications d'Alger comme système (de biens culturels)

La pérennité des éléments qui témoignent du rapport séculaire entre implantations humaines et morphologie de la baie d'Alger permet de redécouvrir les relations qui ont permis d'implanter et de donner un sens au système de côte que forme Alger avec sa baie depuis des millénaires. Parmi tous les autres témoignages d'une structure territoriale élaborée à travers le temps par sédimentation lente d'une utilisation incessante de l'espace de la ligne de côte le système de fortification ottoman dont les éléments disséminés le long de la côte trahit le lien étroit entre Alger et sa baie.

Ces postes de défense, fort ou batteries que l'on voit émerger de place en place au milieu des habitations, doivent, pour être reconnus être replacés dans le contexte relationnel dans lequel ils furent construits et suivant lequel ils évoluèrent.

La conscience des relations qu'engendre celui-ci permet de mieux lire, sauvegarder et mettre en valeur les différents éléments qui le composent. Ainsi la reconstitution des relations affaiblies ou effacées de chaque fort avec les autres composants du double système auquel il est lié, constitue une condition indispensable pour son identification, son rôle et sa faculté d'être reconnu.

Plusieurs fortifications, un seul système : quelle mise en valeur ?

Chaque fort est lié au système historique des fortifications ottomanes d'Alger et au système urbain du quartier dans lequel il se trouve. Le premier qui est interne ou bien spécialisé parce que spécifique à la nature de ses composants, à leur type, à leur caractère historique, est lui-même divisé en sous systèmes suivant la situation territoriale de ses éléments le long de la baie.

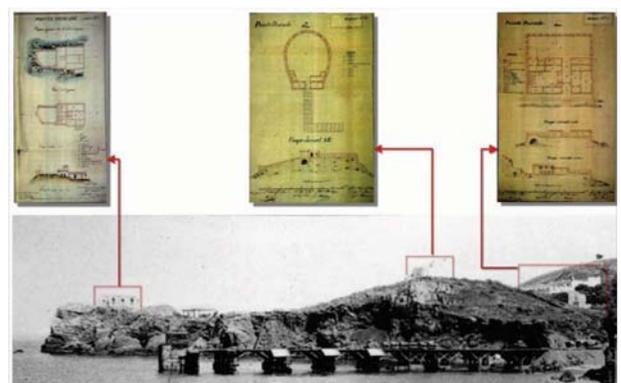
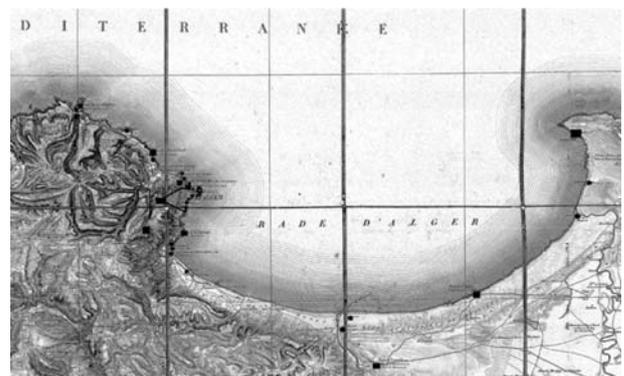
En effet malgré l'apparente organisation en trois niveaux de défense (interne, rapprochée, éloignée), la défense de la baie était plus affinée car elle subdivisait ces niveaux en fronts de défense suivant la morphologie des micro sites qui se présentaient le long de la baie,

les forts s'organisant à deux ou à trois pour défendre des lieux bien déterminés.

L'urbanisation de la baie d'Alger détermina par la suite de nouvelles composantes territoriales autour des forts qui changèrent leur rapport à leur environnement. Les fortifications furent détruites ou préservées selon le rôle qui leur fut attribué dans cette nouvelle gestion des lieux. Aujourd'hui malgré les multiples destructions qu'a subit le système défensif ottoman d'Alger depuis 1830, il reste une structure historique presque intacte en particulier en ce qui concerne la chaîne des forts établis le long de la baie et les fortifications du port. Sur un total de 19 forts, on en dénombre encore 14 dont 8 pour le port sans oublier les fortifications de la Citadelle, deux batteries extra muros et deux intramuros.

La mise en valeur de l'ensemble des forts ne peut être effective que si elle prenait en compte trois échelles d'intervention:

- Chaque fort doit en premier lieu faire l'objet d'une mise en valeur à l'échelle de l'édifice lui-même en tant qu'objet empreint de valeurs historique et esthétique qui le différencient des autres constructions.
- à l'échelle du quartier la mise en valeur du fort en tant que composante particulière ne pourrait être effective que si les opérations urbaines tiennent compte du sens du lieu tel qu'il est donné par la présence physique de la forteresse.
- à l'échelle de la baie, la prise en charge de la structure défensive historique territoriale comprenant les forts et batteries extérieurs, les fortifications du port, ainsi que tous les lieux et parcours portant la mémoire des remparts, portes, batteries et forts aujourd'hui disparus entreraient dans un projet global de mise en valeur de toute la bande côtière d'Alger en liaison avec les autres valeurs historiques, paysagères à travers les parcours historiques.



The Rehabilitation and Conservation policies for Historical Areas; Issues for Egypt and Mediterranean cities.

Affify, Ayman PhD

I have been working as an Associate Professor of Urban Design at the department of Architectural Engineering, Faculty of Engineering - Helwan University since 2003. During the past few years, I've made several researches on Upgrading Policies for Informal Settlements, Sustainable Development in Inner Cities, Rehabilitation and Conservation of Urban Heritage, and Improvement of Low-cost housing Conditions

Adresse postale:

4th Maaly Street, Roxy, Heliopolis, Cairo, Egypt

Adresse courrier électronique:

a_affify@helwan.edu.eg

Téléphone:

+202 4514952 Fax: +202 5085327 Mobil: +20101 600 601

Summary:

Egypt with its long distinctive history as the oldest civilization of the world and has hosted most of other civilizations; has a unique historical patrimony of buildings and sites that are considered a world heritage and need to be conserved. However, with the huge amount of these historical building and sites, which need substantial investments for conservation, the problem of prioritization comes on the surface. Cultural heritage assets must be ranked in relative importance and conservation projects must be assessed according to actual social and economic feasibility. Therefore, Rehabilitation and Conservation policy, to be successful, cannot be conceived in the abstract. It must take into account and integrate as much as possible society's current aspirations and living patterns. Consequently, the issue, in which this paper tries to address, is in what way more attention can be given to improve the policies for conservation and rehabilitation projects to advance the sustainability of these development programs. To tackle this issue, a better understanding is needed of the different aspects of conservation & rehabilitation of the urban heritage. Then analyze the different dimensions of the institutional problems facing the conservation & rehabilitation.

1. Introduction

Rehabilitation aims at regenerating towns or ancient living sections, at the same time preserving, restoring and reviving their characteristics and urban, architectural, aesthetic and social qualities as well as historic values. However, Rehabilitation is fundamental to the protective operation. It is not enough to preserve, or, if need may be, to restore; it is also necessary to ensure a living function to a historic monument or to an assemblage that will be useful to society. The solution of museum commitment, so often adopted, is an easy solution often of little effect.

The rehabilitation of the habitat will give priority to the social aspects of the operation. The inhabitants who have been removed during operations must be re-accommodated in the same location if they so wish as a matter of priority. Temporary and progressively declining aid for the community should help the inhabitants with modest income bear the eventual increase in the rent or the charges rising from the works carried out on their property.

2. Problem of Rehabilitation

The seriousness of the Rehabilitation problem is underlined by the fact that the majority of governments throughout the world are trying to save the historical heritage of their countries and to preserve and rehabilitate architectural treasures such as historic districts, towns and monuments. It would be vandalism, an environmental disaster, if positive action was not taken in this regard. In fact World experience shows us that in solving shelter problems there is a potential threat to the low-income population of the city centers. Their presence itself and their low income constitute an impediment for implementation of rehabilitation and reconstruction. Hence we have to study very carefully an administrative and financial mechanism which can be properly used in the reconstruction of city centers, taking into account the interests of the inhabitants of those centers.

3. Rosetta Case Study

The city of Rosetta is located 12 km away from the mouth of the Rosetta branch of the Nile River, along its western bank. The area of the city is approximately 5 km², which represents 2.6 percent of the county area; the county in turn represents 2.11 percent of the governorate area. The estimated population of the city in 2005 was 70,314. The city has a master plan that sets guidelines until 2022. The master plan identifies and allocates space for all activities that should be in the city; it particularly focuses on its tourism role by including areas for tourism and its services. Fig (1) illustrates the type of the historical buildings in Rosetta.

The city is internationally known for the Rosetta stone, which was the key to the deciphering of hieroglyphs. It also takes an impressive second place after Cairo in the number of Islamic heritage buildings it has; meanwhile, the number of historic residential buildings in Rosetta exceeds those in Cairo.

3.1. Heritage and Historic Areas; The city dates back to the ancient Egyptian era and is internationally known for the Rosetta stone, which led to the modern understanding of hieroglyphs. Although there was a law issued declaring Rosetta a tourism city, it does not fully use its tourist potential in a suitable manner. The city lacks adequate sanitation; this has led to an increase in the groundwater level, which in turn affected historic buildings. The city also has numerous informal peddlers and markets scattered throughout the streets of the historic area, which lead to traffic-clogged streets and the accumulation of garbage. Fig (2) illustrates the location of the main historical in Rosetta.

3.2. Slums and Shelters; Five slum areas are on the periphery of the old centre of the city with a total area of 2.15 km². The estimated population of the slum areas in 2005 was approximately 20,391, which represents 29 percent of the total population of the city. The old city streets are crowded with peddlers and informal markets. Fig (4) illustrates the distribution of the slum areas in Rosetta.

3.3. Governance; The local authority in Rosetta is clearly popular, and this is underpinned by a sustainable trust relationship between the society and the local authority officials. However, among both citizens and local authority officials, there is a lack of understanding of what urban governance truly stands for (e.g. transparency, decentralization, and accountability). This situation is applicable to most small Egyptian cities; progressive understandings of urban governance are quite novel in Egyptian cities, with wrong concepts often embedded in people's minds.

4. Regulatory Framework at Rosetta;

National policies support the upgrading of heritage cities. The government has issued law 13/1986 declaring Rosetta a tourist city. There is a lack of specific building codes for heritage areas that would enable the preservation of the old urban fabric of the city. Building codes concerning setbacks in heritage buildings are issued by the Supreme Council for Antiquities; the codes specify 2.5 meters for setbacks to give space to build a scaffold needed for preservation work.

There is conflict among the three authorities responsible for the city and its historic area. First, the Governorate itself which is responsible for issuing licenses for the erection of new buildings, or the alteration or clearance of existing ones, either inside or outside the historic areas. Second is the Ministry of Endowments, which is responsible for providing services to a number of historic mosques (maintenance, furniture, salaries for mosque employees). Third is the Supreme Council for Antiquities, which is responsible for providing maintenance and restoration for historical buildings that are listed on the national registrar.

The conflict among the authorities and their lack of coordination led to the decline of historic areas. Some rented stores in the ground level of the historic buildings have been used for such functions as raising cattle and poultry and keeping horses, activities that are not suitable for the nature and value of the area and have a negative impact on the buildings.

5. Projects for Rehabilitation and Conservation of Historic Areas;

The rehabilitation program starts two Rehabilitation projects, Both of them focuses on the benefits of the city inhabitants, and the duration was 36 months with the active participation of all city implemented partners; local authority, ministry of Waqf (religious trust), the supreme council for antiquities, NGO's, and architectural consultant offices and their affiliations. Fig (3) illustrates the current satiation of the historical residential building in Rosetta.

5.1. The first project focuses on developing and upgrading the area surrounding the fortress and provides services in order to prepare it for receiving tourists, with estimated cost about US\$4 million, and we can summarize the Project activities within the following points:

- Plan the surrounding area to accommodate parking areas for buses and vehicles.
- Build restaurants and cafeterias.
- Improve the façades of surrounding buildings.
- Add bazaars, gift shops, and exhibits for handmade carpets and crafts.

5.2. The Second Project focuses on developing Dehliz El-Molk Street, with estimated cost about US\$1 million.

The activities around this project ware:

- Transformation of Dehliz El-Molk into a pedestrian street, with all the requisite changes (viewing the street as the gateway into the historical area).
- Adaptive re-use of historic buildings with suitable functions (e.g. arts workshops, galleries).
- Façade treatment of existing buildings alongside the street.
- Façade treatment for commercial shops alongside the street and standardization of signs, colors, and pavilion design. In addition, transformation of the shops into bazaars, gift shops, and exhibits for handmade carpets and crafts.

5.3. Institutional Set-Up and Capacity Building

- The stakeholders that cooperate with the local government in developing poor neighborhoods are the non-governmental organizations (NGOs).
- Rosetta receives great attention from researchers in Egyptian universities as well as international researchers.
- An information system project has been completed with several research studies by the authority responsible for continuous development.
- There is an urgent need for capacity building and training in the field of historic restoration and upgrading.

5.4. Development Process for Heritage Areas in Rosetta;

The historic area is provided with all basic urban services except a sanitation network. This lack of sanitation has led to an increase of the groundwater level, which directly affects historic buildings. An example: Zaghoul Mosque is undergoing a major preservation project to raise the mosque foundation level to one meter above ground after the floor was submerged in rising groundwater.

- Rosetta suffers from pollution caused by heavy vehicles; the vibrations also affect the structure of the historic buildings in the city.
- The city (municipality and local government) does not have any authority over centers operating under the supervision of ministries and central institutions.
- There is a shortage of trained technical workers in the conservation field.
- Weak public awareness about cultural heritage resources and their significance has led to low budget priorities and illegal acts of vandalism.
- Restoration of the Arab Kelly residence, which currently houses the Rosetta museum.
- The Tourism Development Agency provides direction signs for public streets

6. Conclusions:

Conservation the urban heritage in Egyptian context involves a wide range of actors; governmental and non-governmental organization and private interests. However, government's organizations as legitimate representatives of society, must act as responsible custodians and supreme managers of our cultural patrimony. To perform this duty in a sustainable manner, the state must set up the right strategies, balanced between development and conservation, to incite, coordinate and implement the necessary conservation actions, and to defend these actions against the interests of individuals.

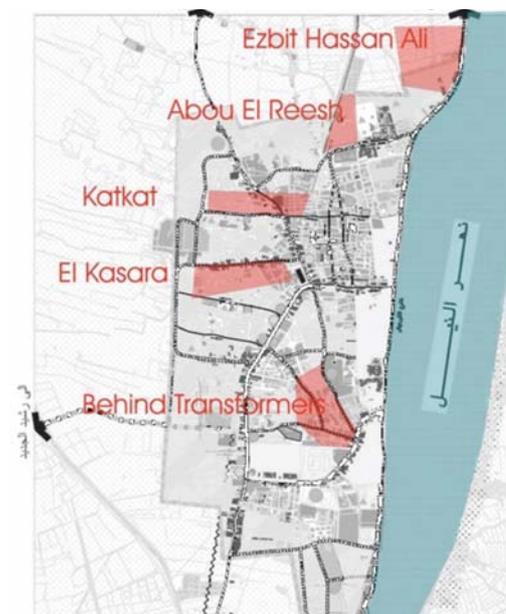
Furthermore, restoration of single monuments without rehabilitating their historical environment and without supporting the vital social and economic forces that sustain them would make little sense and would eventually deprive the historic substance of its nutrients. Institutions must be developed and economic and administrative instruments for control and promotion must be worked out. In the same time, civic authorities should pay attention to rehabilitation and re-use of old housing properties which are not under government protection and use. These properties should be listed, and their rehabilitation and re-use should be promoted.

REFERENCES

1. EL-MIKAWI, M. & SHEHAYEB, D. 2003, Improving Quality of Life through Sustainable Rehabilitation of Low Income Housing in Historic Cairo, The Arab Regional Conference, Cairo, 15 -18 December 2003
2. MINISTRY OF HOUSING, Utilities and Urban Communities Arab Republic of Egypt (2001) - Thematic Committee, 8-6 June 2001, United Nations General Assembly at its June 2001 special session (Istanbul+5).
3. SEDKY, A & SHEHAYEB, D. (2002). Heritage Protection ...Against what? A model to explain adverse change in historic districts. 1st International Conference of the WPAHR-V titled Architecture & Heritage within the Paradigm of Knowledge and Development, Alexandria, Egypt, 2-4 March 2002.
4. SHEHAYEB, D. (2000). Sustainable Housing Rehabilitation: Utilizing E-B Studies in a historic conservation project. 16th Conference of the International Association for People-Environment Studies (IAPS) titled Metropolis 21st Century: which perspectives? Paris from 4 -7 July, 2000.
5. RAMACHANDRAN, ARCOT, (1991), Final report of International Seminar on The Improvement of Housing Conditions and The Rehabilitation of Historic Centers, (Habitat) Nairobi, 1991.



Nota: Este artículo no se ha podido publicar en su totalidad por falta de espacio



Stratégies et politique régionales pour le patrimoine historique traditionnel: le cas Sardaigne

Antonello Sanna

Adresse:

piazza d'Armi 16 , 09123 Cagliari, Italie

adresse E-mail:

asanna@unica.it

Téléphone:

++39 070 6755804

Dans le panorama méditerranéen, la Sardaigne constitue un "pont" entre le nord et le sud, aussi bien géographiquement que du point de vue historique et culturel.

En Sardaigne en effet on trouve une grande partie des techniques de construction de la Méditerranée, à partir de la terre crue à celles-là, très bigarrées, de la pierre, et des technologies et typologies à eux jointes, qui en composent le "paysage historique construit" complexe.

Cependant, ce grand patrimoine, presque 200.000 bâtiments dans les années 50 du XX siècle, a vivement été érodé dans le grand "boum de bâtiment" des années '60 et '70, jusqu'au point de se réduire à moins de 100.000 unités dans les années 90, quand la "culture" du recouvrement commence à s'imposer dans les communautés et dans les institutions. La Loi régionale de 1998 sur le Recouvrement des Centres historiques a commencé une nouvelle saison pour les stratégies sur le patrimoine architectural traditionnel.

La Loi prévoit ressources significatives pour soutenir le retour dans les centres historiques et la restauration du patrimoine dégradé, en individuant de nouveaux moyens: les Programmes Intégrés pour réunir l'intervention publique à l'initiative privée.

Les Programmes Intégrés se basent sur l'hypothèse qui va se révéler réaliste, même si elle ne sera complètement vérifiée : il y a une nouvelle sensibilité culturelle des communautés envers l'identité que le patrimoine historique incarne, mais il faut qu'une incitation publique rend plus avantageuse la récupération, dont les coûts sont, entre-temps, grimpés. Ces incitations peuvent être directs (contributions en compte capital pour la restauration « primaire », c'est-à-dire pour la réhabilitation de l'enveloppe, soutien technique et administratif, etc.) ou bien indirects : il s'agit, en ce cas-là, de réorienter l'investissement en qualité d'espace publique (réseaux technologiques, services, mobilier urbain), en déplaçant les ressources des banlieues avec la nouvelle édification vers le centre historique.

En effet, depuis, l'année 2000, l'on peut calculer que la Loi sur les Centres Historiques ainsi que les fonds européens, ont mobilisé non moins de 500 millions d'euros pour la récupération des centres historiques ; à cet investissement public on ajoute une somme équivalente de la part des privés qui ont effectivement commencé à modifier positivement

leur position envers la récupération.

Dans la même période, aussi beaucoup de Communes entreprennent des activités d'étude, reconnaissance et aménagement des centres historiques traditionnels en destinant de nouveaux financements à la requalification des lieux public, et à l'acquisition et restauration de bâtiments historiques pour les services sociaux et culturels aux communautés.

Ce qui est particulièrement significatif, en ce sens, est la création de « réseaux » communs qui, à partir des années 90 ont marqué tout le parcours régional de réhabilitation.

Parmi les expériences les plus significatives on ne peut oublier la création de l'actuel Association Nationale Ville de la Terre. Il s'agit d'un réseau de plus de 30 communes, qui a été constituée à l'origine en Sardaigne et qui, après, s'est diffusée dans trois régions italiennes ayant un considérable patrimoine de terre : Abruzzes, Marches et Piedmont. A l'origine de cette initiative, il y a la constitution d'un mouvement essentiellement culturel qui, au début des années 90, a impliqué techniciens et administrateurs, intellectuels et professeurs universitaires, en mettant en contact la situation sarde avec le contexte international où la construction en terre était pratiquée et redécouverte.

En Sardaigne, dans les décennies précédentes, le patrimoine en terre, intéressant environ un tiers de l'ensemble du système des centres historiques généraux, avait été l'objet d'une crise des valeurs, avant tout en sens culturel, ce qui avait mené à éliminer et nier son existence même, en qualité de ressource à protéger et récupérer dans un cadre d'identité historique.

Abandonner les savoirs traditionnels et les cultures matérielles de la construction en terre avait déterminé la disparition d'un marché des matériels de construction en terre, à partir du brique, dont la fabrication était presque terminée, tandis que les entreprises de construction et les chargés du projet ne considéraient plus la récupération des bâtiments en terre comme un problème de conservation. D'ailleurs, les mêmes plans de réhabilitation des bâtiments historiques prévoyaient plus la sauvegarde de la typologie, mais pas celle des caractéristiques constructives et des éléments de construction en terre. Au contraire, dans les années 90, la nouvelle prise de conscience sur les valeurs historiques crée des plans de conservation, dans lesquels la réhabilitation est aussi bien un instrument de lutte contre le dépeuplement des centres historiques que un moyen pour reconstituer l'identité culturelle.

On expérimente les premières « Guides à la réhabilitation » dans le cadre du nouvel aménagement intégré et de nouveaux instruments des politiques communautaires pour les bâtiments historiques. Reconnaître le matériel historique un élément local et naturel conduit à son application dans les premières constructions pour la durabilité et qui sont produits avec des briques de terre dans la Sardaigne des XXI^{ème} siècle.

Cependant, dans ce cadre riche en potentialité mais aussi de contradictions, beaucoup de parties du patrimoine sont encore perdues à cause d'interventions destructives, comprenant formes de "recouvrement" inadapté aussi. C'est le début du troisième millénaire avec la nouvelle culture du paysage.

À la fin du 2006 le Plan Paysager de la Sardaigne est approuvé définitivement et il met au centre la valeur du patrimoine historique et culturel ainsi que celle de l'architecture historique-traditionnelle.

Celui-ci établit l'intangibilité de toutes les architectures historiques, selon le plan des ressources régionales et européennes qui mettent au centre le recouvrement et le *re-usage*, surtout des centres de la

Sardaigne de l'intérieur, plus sujets au dépeuplement et à l'abandon. On a proposé, en outre, et on en commence l'expérimentation, des instruments innovateurs comme le Manuel de Réhabilitation, l'observatoire Régional pour la Réhabilitation ou le Laboratoire de qualité architecturale et urbaine, pour contribuer à mieux gérer les aspects procéduraux.

Cette nouvelle ligne qui met au centre du modèle de développement de la Sardaigne du troisième millénaire le patrimoine urbain et l'identité historique propose aussi des réponses à cette profonde crise, d'appartenance de la Sardaigne historique, spécialement de celle de l'intérieur, dans laquelle demeurent abandon et dépeuplement. Souvent, la conservation de ces « paysages construits » historiques est causée par l'abandon et ce manque de transformation peut causer la perte, pas moins grave et irréparable que la destruction pour l'excès d'utilisation. Les nouveaux programmes de réhabilitation répondent dans le domaine socioculturel et économique à travers le renforcement de la protection du territoire, avec la relance de la qualité des espaces ruraux, en incitant par exemple les hôtels diffusés etc. Evidemment, il s'agit des solutions qui causent eux-mêmes toute une série de problèmes, comme la réutilisation des bâtiments désaffectés et récupérés, ou bien la qualité architecturale et culturelle de la réhabilitation dans des contexte où la continuité des pratiques et des techniques de construction historique a été arrêtée.

Dans ce sens, il est nécessaire de s'équiper avec des nouveaux moyens pour améliorer le résultat général de l'intervention promue : c'est justement pour cette raison que récemment un complexe d'instruments et de processus innovateurs a été créé.

En 2006, l'administration régionale a promulgué des avis de concours pour accéder aux ressources régionales et européennes visant à la réhabilitation (au moins 200 millions d'euros en 2006-2007), où le rôle actif des communautés locales est bien récompensé.

Ces dernières étaient invitées à créer de nouveaux « réseaux » (ou à améliorer ceux existants) en proposant des projets stratégiques dans lesquels la récupération de l'identité culturelle et du patrimoine historique avait une un rôle fondamental. L'objectif principale était de mettre ensemble les actions « physiques » sur les bâtiments et les espaces publics et celles « immatérielles » concernant la promotion de services et de travail, en favorisant l'échange et l'interaction entre secteur public et privé. Dans cette direction, on a favorisé l'activation de processus de participation, visant à intéresser les communautés locales et leurs acteurs dans un parcours vertueux de prise de conscience des valeurs historiques et de leur insertion dans les processus de valorisation des ressources locales. Au même temps, ces avis de concours ont pris comme paramètre la qualité du projet urbain et architectural (Avis CIVIS), ont demandé comme qualité la formation de « Guide » pour la réhabilitation (Avis DOMOS) et ont en définitive approché systématiquement beaucoup des niveaux de notre patrimoine historique.

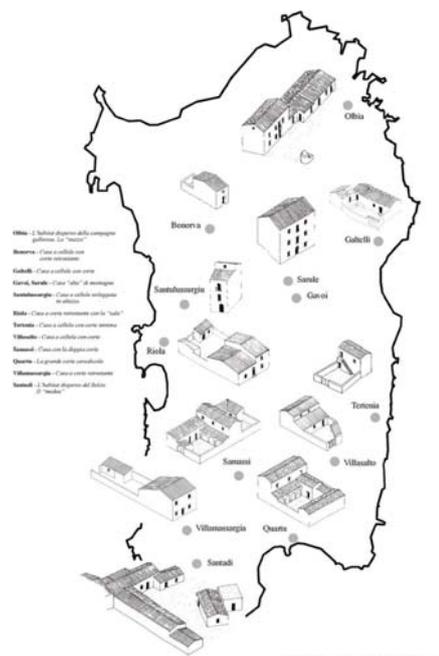
En ce moment, donc, la Sardaigne se trouve dans une situation délicate dans laquelle on pourra vérifier si la récupération de l'identité et des valeurs historiques est accompagnée aux pratiques efficaces, opérationnelles et partagées.



Le patrimoine des centres historiques de la Sardaigne, entre dégradation et rehabilitation.



Manuel de Réhabilitation de l'architecture en terre de Quarto, Association Nationale Villa de la Terre.



Tit. 1. Atlante dei tipi edilizi della Sardegna

Atlas de l'architecture traditionnelle en Sardaigne.

Régénération urbaine: enjeux d'une revalorisation du cadre bâti ancien dans le Sud Ouest algérien

Sandra Guinand

Politologue et urbaniste, collaboratrice scientifique- doctorante à l'Observatoire de la ville et du développement durable, Institut de Géographie, Université de Lausanne, et chargée de projet pour ABA-partenaires, Pully

Adresse postale:

Institut de Géographie, Université de Lausanne, bâtiment Anthropole, Dorigny, 1015 Lausanne, Suisse

Adresse courrier électronique:

sandra.guinand@unil.ch

Téléphone:

0041 21 692 30 76

Les stratégies de régénération urbaine répondent à des enjeux qui aujourd'hui concernent la plupart des villes, y compris celles des pays méditerranéens. En effet, prenant l'exemple de la ville d'Ain-Sefra, en Algérie – ville où nous avons eu l'occasion de mener des recherches – un des premiers constats qui peut être établi est l'avancée continue de son urbanisation vers l'Est, par la construction de lotissements, au détriment d'une préoccupation du cadre bâti de son centre-ville d'architecture coloniale. Le même phénomène se retrouve en d'autres villes algériennes, telle Oran notamment. Les conséquences de ce choix d'orientation se traduit alors (et c'est le cas pour beaucoup de villes dans cette situation) par un degré avancé de dégradation du cadre bâti ayant souvent valeur patrimoniale, entraînant ainsi un déplacement des commerces, des services et des populations vers l'extérieur. Le centre-ville perd alors sa fonction première : celle du point de centralité et de convergence de la ville.

Ce constat pose une série de questions. Quelles sont les causes menant à ce délaissement ? Le cadre bâti ancien n'a-t-il plus de rôle à jouer ? Sa revalorisation ne peut-elle pas au contraire répondre à certaines problématiques majeures rencontrées par les villes ? Dans le sud algérien, pourtant, à échelle urbaine beaucoup plus réduite, des stratégies de réhabilitation et de valorisation du cadre bâti commencent à se dessiner : la restauration des ksour (anciens villages berbères fortifiés) participent d'une volonté de redynamisation axée sur une prise de conscience de leur valeur patrimoniale.

L'objet de la communication sera dans une première partie de définir ce qui est entendu par régénération urbaine. Puis, à partir des exemples de la ville d'Ain-Sefra et des ksour du sud algérien, de mettre en exergue les enjeux socio-économiques et culturels liés à une prise en compte d'une restauration du cadre bâti ancien.

Régénération urbaine : cadrage théorique succinct

De Barcelone à Londres en passant par Bologne, nombreuses sont les villes ayant mis au point de nouvelles méthodes de « faire la ville ». Résultant pour la majorité des cas d'une sortie de l'ère industrielle mêlant fonctionnalisme et rationalisme dans la mise en œuvre de leurs politiques urbaines. Ces villes tentent aujourd'hui au travers d'une approche plus organique de répondre à leurs nouveaux besoins.

C'est à partir des années 70 que les changements structurels mettent en exergue l'obsolescence de cette organisation spatiale et amènent les techniciens et politiques à se poser la question du devenir de ces espaces vides au cœur de la ville ainsi que de leur rôle dans la restructuration du territoire. En effet, la présence de constructions héritées de l'ère industrielle apparaît comme inappropriée en centre ville et est considérée comme consommatrice de trop d'espace. De plus, au même moment, les acteurs contemporains prennent également conscience de l'étalement toujours plus prégnant de l'espace urbain et des difficultés à le maintenir de manière cohérente et structurée. De fait, se dessine lentement dans les esprits un processus de retour et de reconquête de ces espaces en désuétude. A l'origine même de ce phénomène de pensée, découlent et se développent des pratiques urbaines précises sous les titres de « régénération urbaine ». Un rapide tour d'Europe nous montre que ce nouveau référentiel en terme d'aménagement urbain se retrouve un peu partout sous des dénominations différentes : « réparation urbaine » en Italie (Bologne, 1960), « recyclage urbain » aux Pays-Bas (1970) et « renouvellement urbain » en France. Ces nouvelles méthodes de faire la ville se réfèrent à l'idée d'une transformation de la ville sur elle-même, marquée spécifiquement par son héritage industriel ou patrimonial et de fait à la recherche d'une nouvelle identité.

Les enjeux d'une restauration du cadre bâti : éclairage d'une négligence

Bien que la majorité des villes algériennes ne souffrent pas d'une sortie de l'ère industrielle profonde, ces dernières, mais également le reste des villes du Maghreb, ont suivi et suivent encore les référentiels modernistes et fonctionnalistes qui ont prévalu en Europe et ailleurs. Cette politique de construction et de modernisation tout azimut au nom du progrès (technique et social) menace le patrimoine bâti et la santé même des villes et de leurs territoires. En effet, les villes algériennes, soumises à un taux d'urbanisation très fort – on le sait peu mais c'est particulièrement le cas des villes sahariennes et présahariennes – subissent une extension de leurs espaces urbains vers l'extérieur au détriment d'une préoccupation du cadre bâti des centres-villes. Les conséquences sont diverses : dégradation du cadre bâti (ayant pourtant valeur patrimoniale et historique), délaissement de celui-ci par les couches plus aisées, paupérisation, difficulté du tissu urbain à se renouveler naturellement, valeur historique et patrimoniale négligée et avec elle la perte de repères et de mémoire des lieux, déplacement des commerces et des services vers l'extérieur, réduction du potentiel de centralité, de dynamisme et croissance de l'étalement urbain. Ces effets, sont aujourd'hui très visible pour la ville d'Ain Sefra, où, en fin de semaine, le centre-ville est déserté à l'inverse des deux grands boulevards. Cette ville qui a déjà rasé son ksar, ne semble que peu s'intéresser à son identité historique pourtant non négligeable. Aujourd'hui, l'attention semble se porter vers la périphérie : extension de la ville par la construction de lotissements et d'une nouvelle gare. Le même phénomène se retrouve également à Alger et sa casbah,

qui malgré le statut de patrimoine mondial de l'Unesco tombe en décrépitude, à Oran où son centre-ville, bien que jouant encore un rôle de centralité, voit ses édifices s'effriter. Le paysage urbain des nouvelles extensions périphériques des villes algériennes apparaît comme identique d'un bout à l'autre du pays. Il semble, pour reprendre les propos d'Hamid Ougouadfel, que « l'architecture ou le cadre bâti n'ait plus de réelle valeur, mais qu'il soit devenu l'art de l'emballage plutôt qu'une expression du milieu socio-culturel dans lequel il se trouve¹ ». Nous constatons également que certaines de ces constructions sont non seulement coupées de la ville et de son animation, mais qu'elles ne comportent aucun aménagement extérieur (espaces verts, équipements publics, services publics). La question de leur devenir laisse dubitatif au regard des problèmes rencontrés dans les banlieues d'Europe. Se posent donc les questions de l'importance de l'identification de la population aux espaces bâtis et de l'expression de cette identité propre.

Plusieurs réponses quant à cette négligence peuvent être évoquées. La première est de l'ordre de la propriété des bâtiments. Pour reprendre l'exemple d'Ain-Sefra, après enquête auprès du cadastre de la ville, il est apparu que la plupart du bâti dégradé appartenait à des familles n'habitant plus sur les lieux (et dont les descendants vivent actuellement au Maroc). Le problème de la restauration et de l'entretien de ces édifices est alors effectif. Se pose alors la question des outils d'urbanisme permettant de remédier à cette situation. Deuxièmement, la question du rôle du patrimoine en Algérie n'en est qu'à ses débuts. En effet, la loi sur les secteurs sauvegardés n'est que récente et les assises du patrimoine ont eu lieu pour la première fois en 2004. Phénomène d'inertie des pratiques, les techniciens et les décideurs n'ont pas encore tous le réflexe d'une préservation du cadre bâti et la prise de conscience des enjeux qu'il revêt. Peu de communes algériennes avaient, en 2005, déposé un dossier pour permettre l'inscription d'une zone en secteur sauvegardé. Troisièmement, la conjoncture difficile des années 1990s n'a pas permis un développement du secteur touristique (sauf pour le Grand Sud), développement peu pertinent pour le gouvernement puisque la majeure partie des ressources économiques sont concentrées sur la manne pétrolière et gazière. Enfin, le potentiel des vastes étendues du territoire algérien semble encore être la seule réponse aux besoins de logements. De fait, le ressenti d'une nécessité de réfléchir à la préservation du cadre bâti ancien et du tissu urbain n'en est que moins prégnant.

Enjeux de la valorisation du patrimoine

La récente réhabilitation de ksour dans la région des Hauts plateaux ainsi que plus au Sud (Taghit, Beni Abbés, Timmimoun, etc.) atteste tout de même d'une prise de conscience de la valeur patrimoniale de certains bâtis et des potentiels qu'ils peuvent revêtir. Elle résulte, pour la plupart, de jeunes (regroupés bien souvent en association culturelle) dont les parents en sont originaires. La vocation première est la promotion de l'histoire de ces villages (le cas le plus exemplaire étant probablement celui de Taghit²). Il y a principalement trois grandes raisons à ce regain d'intérêt : la première est la crise du logement qui touche le pays depuis le début des années 80, résultat d'une inadaptation à l'évolution rapide de la démographie algérienne auquel il faut ajouter le fort taux de croissance subit par les villes du Sud. Dans ce contexte, la rénovation des habitats des ksour répond à un besoin urgent et peut être vue comme une stratégie pour acquérir un chez soi à un prix décent. La deuxième raison est la promotion du tourisme, générateur d'emplois

potentiels pour les plus jeunes. Nous avons vu ainsi des projets en cours ou finalisés comme des auberges de jeunesse, des petits hôtels, des magasins d'artisanat ou des musées du folklore. La troisième raison est d'ordre identitaire. Il existe en effet chez les jeunes un attrait grandissant pour la culture locale. Nous pouvons voir probablement dans ce regain d'intérêt la conséquence d'un manque de transmission orale, conséquence elle-même liée à la transformation de la structure familiale et à la disparition progressive du modèle de la famille élargie et des patriarques. Cette revendication identitaire de la part des jeunes est à mettre enfin en relation avec l'augmentation de leur poids démographique, lesquels essaient de rompre avec l'ordre établi et tentent de se faire une place plus grande au sein de leur société³.

Ces différents enjeux ont également été compris des organisations internationales, comme le PNUD, notamment autour de l'économie et du tourisme. En effet, le projet de la « route des ksour » fruit d'un partenariat entre le PNUD et le Ministère de l'Intérieur a pour démarche de renforcer les capacités des populations et des collectivités locales et de mettre en œuvre leur propre développement autour de l'axe central constitué par la promotion du patrimoine culturel et naturel.

Conclusion

Ces quelques points ont mis en avant l'importance des dimensions sociales, anthropologiques, culturelles et économiques du patrimoine réhabilité. En fait, plusieurs facteurs doivent être pris en compte si on souhaite tendre vers les objectifs visés. Premièrement, il faut tenir compte de l'environnement dans lequel on réhabilite : faire en sorte que les populations s'approprient les nouveaux lieux, qu'elles ne se sentent pas étrangère à ces derniers. Deuxièmement, la régénération doit tenter d'éviter toute spéculation foncière au risque d'une gentrification du périmètre renouvelé et, de fait, déplacer des populations et ne produire qu'un simple déplacement du problème social. Il faut contrôler les investissements d'entreprises privées afin qu'elles ne modifient pas la structure sociale existante ainsi que l'usage du site. Dans cette logique, le patrimoine bâti ancien doit également être compris dans les programmes publics de construction de logements sociaux. Troisièmement, la restructuration du tissu urbain doit également prendre en compte les besoins des populations du territoire. Enfin, au travers de l'exemple des ksour, on note l'importance d'actions visant le local mais s'insérant dans une stratégie commune globale. Il apparaît donc important que les différents domaines d'expertise suivent une stratégie commune : culture, équipement, urbanisme, social et économique. Et de fait, que ces différents services au niveau des ministères et des collectivités communiquent et agissent de manière transversale. Enfin, la réhabilitation ne doit pas conduire à une « disneylandisation » du site ou à une ville-musée vidée de ses habitants, ou encore devenir simplement une attraction touristique tel l'Oasis de Tozeur (séjours clé en main, hôtel de luxe, apartheid touristique, uniques contacts commerciaux, demande exorbitante en ressource d'eau, déforestation de la palmeraie, disparition de l'agriculture locale, chômage, etc.⁴).

¹ Hamid Ougouadfel « A la recherche d'une modernité » in Guide de l'urbanisme, de la construction et de la promotion immobilière Editions Médias-Guides-Plus, Alger, 1998. p.22.

- 2 L'association du vieux qsar de Taghit a par ailleurs créé un site web : <http://ksartaghit.220v.org>.
- 3 Il s'agit là d'un phénomène très prégnant en Algérie. Les changements démographiques et le poids numérique de la jeunesse (environ 70 % des algériens ont 25 ans ou moins) sont des faits qu'il est nécessaire de prendre en compte pour comprendre les évolutions sociopolitiques algériennes, qu'elles soient locales ou nationales.
- 4 Pour plus de renseignements à ce propos, lire l'article de Claude Llena « Tozeur, ravagée par le tourisme » in Le Monde diplomatique, juillet 2004



Ain Sefra Centre



Ain Sefraperiph



Tiout



Ain Sefraperiph

Pour une démarche de réhabilitation Des tissus urbains traditionnels De la région saharienne de oued-souf en Algérie

Mohamed Zerarka

Dip. Architecte, M.Sc Urban Design
Doctorant en Architecture, Chef de projet de recherche universitaire
Maître-assistant Chargé de cours,
Département d'Architecture, Université Saad-Dahlab, Blida, Algérie

Adresse postale:

Lotissement Ouali III, N° 8, Rue Ouali Mohamed, Blida, Algérie

Adresse courrier électronique:

zerarkam@hotmail.com

Téléphone:

(00.213) (0) 61.61.22.31

I/ Introduction à la démarche :

*Le Souf, c'est la rencontre du fait saharien, issu d'une lente maturation, déployé aux yeux de tous, avec le monde moderne, dans lequel les transformations accélérées brutalisent un équilibre fragile.*¹

C'est, imprégnée de cette description, que cette démarche conceptuelle de réhabilitation des tissus urbains traditionnels sahariens de la région du Souf, telle que développée dans cette communication, a été suscitée.

Basée principalement sur:

- Les liens qui, unissant la forme et la structure urbaine de ces villes à leur territoire et à leur histoire, nécessitent d'être mis en valeur.
- Les aptitudes naturelles qu'a développé, à travers l'histoire, le Souf dans son entreprise d'aménagement et d'adaptation du site à ses nécessités.
- L'originalité d'un paysage saharien, que l'on ne trouve nulle part ailleurs, résultat des rapports étroits qu'entretient le système agricole avec le système urbain.
- L'état de dégradation dramatique de ces tissus menacés dans leur existence même si aucune action n'est entreprise dans un futur immédiat, cette démarche se développe principalement selon les points suivants :
 - Une lecture de la structure naturelle du territoire et de ses caractéristiques paysagères.
 - Une lecture du processus historique de la genèse et de la formation des villes du Souf
 - Une lecture des caractéristiques morphologiques du tissu et de ses édifices.
 - Une identification des structures et des contraintes urbaines.
 - Un essai de formulation d'éléments du projet de réhabilitation urbaine

II/ La problématique

Le sujet des villes traditionnelles de formation ancienne, dont la question constitue un des points névralgiques de l'urbanisme contemporain, de la région du Souf se présente actuellement sous son aspect le plus dramatique si on le considère sous le double aspect de leur:

- croissance rapide et non contrôlée
- de l'utilisation d'instruments urbanistiques normatifs et réglementaires prônant une méthodologie radicale en rupture avec les caractéristiques et valeurs paysagères, urbaines et architecturales de ces centres.

En effet, dans la région du Souf, les problèmes environnementaux se posent avec acuité et sont d'autant plus accentués par les déséquilibres générés par une mauvaise exploitation des ressources naturelles. Ce phénomène peut être illustré par le problème de la "remontée des eaux" dont pâtit la région entière, causant une dégradation importante au milieu naturel, révélateur d'un usage sans contrôle des ressources en eaux.

L'étude de ces villes, par le double aspect de la permanence d'une structure parcellaire traditionnelle et de la destruction accélérée de leurs noyaux initiaux, présente un caractère d'urgence pour leur sauvegarde et réhabilitation.

III/ Le cadre théorique

Le thème développé par cette communication puise ses référents théoriques dans le cadre de l'approche morphologique à la ville et au territoire.

Il met en avant l'argument de la nécessité de recourir à l'histoire urbaine et à l'étude des processus de genèse, formation et transformation de la ville pour une lecture des liens qui unissent sa forme et sa structure au territoire et à son histoire.

Dés les années 60, il apparaissait aux spécialistes de la morphologie urbaine que l'ensemble urbain mettait en cause une relation préliminaire de choix et d'insertion du site urbain dans le contexte géographique car les raisons de forme ne s'expliquaient pas par de simples motifs d'organisation interne du bâti.

Les géographes, pour leur part, ont montré que, dans l'évolution d'un tissu urbain, les activités (utilisation du sol et des bâtiments) se modifiaient le plus vite (à l'échelle de la décennie), les bâtiments moins vite (à l'échelle du siècle), les structures parcellaires et le réseau viarie ayant une durée de vie de plusieurs siècles.

Mais c'est le territoire qui présente le mieux que d'autres échelles le niveau civilisationnel et structurel car, de par sa grandeur et son inertie, il résiste le plus aux modifications du temps et de l'homme.

La notion de territoire est donc apparue nécessaire aux études de morphologie urbaine car elle qualifie le contexte global dans lequel on choisit et on structure le centre urbain dominant, dont la forme locale doit se régler avec lui.

A l'échelle de la ville *les théories de la persistance se basent sur ce fait : les villes maintiennent la position de leurs tracés, grandissent selon la direction et la signification de faits plus anciens, souvent très lointains.*³

Dans ce registre des persistances urbaines, les systèmes de division parcellaire des sols constituent des indices de lecture révélateurs des rapports de la forme avec la structure urbaine. Pour beaucoup d'experts de la morphologie urbaine, *le système historique de la division du sol constitue le fondement des études morphologiques. Ce constat a conduit beaucoup d'auteurs à la conclusion théorique-clé selon laquelle la parcelle constitue la base de la morphologie urbaine,*⁴ d'où l'importance

majeure de la parcelle comme module fondamental de l'urbanisation, tant du point de vue politique qu'économique et, bien entendu, morphologique.

IV/ Lecture territoriale et paysagère

Le paysage traditionnel du Souf est marqué par la beauté. Beauté spécifique, car l'originalité du Souf, établissement humain crée dans un erg, est grande.

Les oasis sahariennes étaient au Moyen Age des relais, des points d'appui, sur les grands itinéraires caravaniers qui marquaient les territoires sahariens, dans le cadre des échanges transsahariens.

*L'espace oasien du Souf est autre. Le Souf est implanté dans le Grand Erg oriental. Or un erg est l'antithèse d'un espace de relations, la circulation y est beaucoup plus malaisée et plus lente que dans tout autre milieu saharien. Du Sahara occidental à l'Égypte, les implantations humaines en erg sont très rares.*⁵

Le Souf a constitué un espace refuge. Le Souf a été le lieu de rencontre de populations cherchant refuge, et d'un milieu s'y prêtant. D'où l'absence, au Souf, de ksour protégés de murailles : la meilleure protection était assurée par l'erg lui-même.

L'erg ne génère aucune ressource en eau, mais il constitue un bon matelas qui conserve à sa base les eaux venant de l'extérieur.

Creuser des puits dans le sable n'est pas impossible, les entretenir dans un matériau qui s'éboule est par contre difficile.

Ne pouvant faire venir l'eau à eux, les Soufis ont imaginé d'aller à elle. C'est-à-dire d'excaver suffisamment le sable pour que l'épaisseur restante ne soit plus que de l'ordre de 2m, planter alors les palmiers dans le sol de façon à ce qu'ils aillent puiser l'eau par leurs propres racines dans ce qui est appelé un 'ghout' et qui constitue *l'unité de base de l'aménagement dans le Souf.*⁶

Ce qui fait l'originalité du Souf, ce n'est pas la technique elle-même – puisqu'elle existe ailleurs- mais son caractère systématique, élaboré, poussé dans ses dimensions extrêmes. Nulle part ailleurs au Sahara, ni dans le monde, l'on ne trouve un paysage de palmeraie en milieu dunaire aussi profondément aménagé par les hommes.

*En tirant parti des différences des micro-milieus de l'Erg, et en adaptant étroitement leur agro-système aux différents milieux physiques de la région, les multiples générations de Soufis ont généré quatre types d'aménagement agricole se traduisant en 4 paysages encore bien visibles dans le Souf d'aujourd'hui.*⁷

Un 1^{er} paysage constitué de cratères profonds en terrains sablonneux dans la partie sud du Souf, ou les encroûtements sont minces et friables et ou le sable est relativement homogène.

Un 2^{ème} paysage constitué de cratères évasés en zone éolienne dans la partie sud-ouest du Souf .

Un 3^{ème} Paysage constitué de cratères verticaux en terrain compact dans la moitié nord du Souf présentant des cratères peu profonds et généralement de forme carrée (appelés "houd").

Un 4^{ème} paysage constitué de jardins de surfaces sur terrains rocheux dans la région de Guemar.

V/ Etude des croissances: genèse et formation de la ville

La genèse, formation et transformation des villes de la région du Souf sont fortement liées aux conditions naturelles du site et plus particulièrement au climat et à la géométrie des réserves hydriques naturelles du site combinée aux parcours caravaniers.

De par sa morphologie naturelle et la nature de ses sols et de ses reliefs,

l'Erg oriental, duneux et incertain, se prêtait beaucoup moins aux déplacements des caravanes et des voyageurs que l'Erg occidental qui était traversé par la majorité des routes caravanières.

Ces caractéristiques paysagères vont avoir une influence particulière sur la morphologie urbaine de ces centres et plus particulièrement sur la configuration de leurs limites.

C'est ainsi que ces centres urbains traditionnels, sans fortifications périphériques présenteront une structure urbaine au tracé orthogonal, constituée de 'limites ouvertes' formées de parcours, de 'ghouts' et de cimetières, ainsi que d'enceintes de maisons, contrairement aux ksours situés dans l'Erg occidental dont l'enceinte urbaine était particulièrement fortifiée.

La première phase d'occupation du territoire, phase de nomadisme, avait vu naître la forme d'exploitation agricole saisonnière particulière (ghout) qui a donné son originalité au Souf.

Elle fut suivie par l'implantation des premiers établissements humains de la région du Souf qui s'est faite le long des principaux parcours territoriaux. Les villes les plus importantes sont situées aux sommets du triangle formé par ces parcours.

La lecture des liens qui unissent la forme et la structure de ces villes à leur territoire et à leur

histoire constitue l'objectif de l'étude de leur croissance basée sur les traces, les tracés, les préexistences historiques et la mémoire du lieu développant ainsi plusieurs niveaux de lecture à différentes échelles.

L'absence de documents historiques et iconographique permettant de retracer le processus de la genèse et de l'évolution historique de ces centres traditionnels a nécessité un investissement in situ considérable.

Le relevé urbain et architectural, appuyé par des enquêtes au sein de la population et des collectivités civiles culturelles et religieuses, a permis la collecte puis le traitement d'informations qui, combinées avec des documents écrits littéraires et historiques de la période précoloniale ainsi que les documents écrits et graphiques de la période coloniale (études, photos aériennes, photos de villes et d'édifices, cartes, schémas, relevés, témoignages etc.) ont permis de formuler puis (parfois) de vérifier les hypothèses nécessaires à la lecture diachronique et à la reconstitution du processus d'évolution historique de ces centres.

La cartographie actuelle, les photos aériennes récentes ainsi que les instruments d'urbanisme ont permis de compléter l'étude synchronique de ces lieux.

L'identification des caractères spécifiques qui définissent, qualifient et déterminent l'identité du lieu d'intervention contribue à élaborer, faute d'une réglementation protégeant ces sites, les premiers instruments nécessaires à la formulation de leur projet de réhabilitation urbaine.

La reconstitution de leurs structures parcellaires constituera la matrice première principale nécessaires aux actions urbaines à entreprendre dans une perspective de récupération des traces et tracés historiques pour une revalorisation de ces sites.

1 Marc Cote: Si le Souf m'était conté, Comment se fait et se défait un paysage. Saïd Hannachi, éditions Média- Plus, Constantine, 2006.

2 Sylvain Malfroy : L'approche morphologique à la ville et au territoire, Zurich 1986.

3 Ernesto D'Alfonso : Morphologie et parcellaire : une réflexion introductive, dans Morphologie urbaine et parcellaire, Presses universitaires de Vincennes, Novembre 1988 d' Alfonso E., Choay F. et Merlin P.

- 4 George Baird : *La parcelle constitue la base de la morphologie urbaine*, dans Morphologie urbaine et parcellaire, Presses Universitaires de Vincennes, Novembre 1988, d'E. Alfonso, F. Choay et P. Merlin
- 5 Marc Cote: Si le Souf m'était conté, Comment se fait et se défait un paysage. Saïd Hannachi, éditions Média-Plus, Constantine, 2006.
- 6 Idem que 5
- 7 Marc Cote: Si le Souf m'était conté, Comment se fait et se défait un paysage. Saïd Hannachi, éditions Média-Plus, Constantine, 2006.

Projet d'appui au développement local intégrés : « Les routes des Ksour »

Mme Nesma Brahim-Bensalem

Architecte-Doctorante au Laboratoire SEDET-CNRS
Chargée de Programme PNUD

Adresse courrier électronique:
nesma.brahimi@undp.org

1. Introduction

Suite à l'adoption de la Déclaration du Millénaire, le 13 septembre 2000, par 189 Etats membres, les Agences des Nations Unies ont été invitées à contribuer de façon prioritaire à la lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté.

Le projet pilote «Les routes des Ksour », financé et mis en oeuvre par le PNUD et le Gouvernement algérien, s'inscrit dans le programme de l'UNESCO «Le Sahara des cultures et des peuples », validé lors de l'Atelier international organisé à Ghardaïa en 2003.

2. Le Sahara Algérien: difficultés de développement

L'Algérie est le deuxième pays d'Afrique par sa superficie avec 2.381.741 km² dont les 4/5 sont occupés par le désert. Le Sahara, qui fait l'objet de programmes de développement spécifiques (Programme Grand Sud), bénéficie d'investissements importants pour le désenclavement des villages, l'amélioration des infrastructures, la mobilisation des ressources en eau et l'augmentation des surfaces agricoles. Ces efforts du Gouvernement Algérien ont eu pour effet de confirmer la consolidation des indicateurs macroéconomiques et macro financiers de ces régions. Cependant, malgré tous ces efforts, la carte de la pauvreté, élaborée en 2000, a identifié les zones sahariennes comme les plus fragiles.

Les difficultés à mobiliser les ressources en eau, le manque de main d'oeuvre, le morcellement des terres, l'assainissement des zones urbaines et l'urbanisation incontrôlée, constituent autant de facteurs de déséquilibre, parfois irréversibles dans ces régions.

Les mutations socio-économiques et culturelles ont de nombreuses conséquences pour les populations locales : perte d'activité, absence de perspectives, expansion démographique des périphéries urbaines (notamment des chefs-lieux de Wilaya) suite à un exode rural des populations, dévalorisation des activités traditionnelles (élevage, culture du palmier), inégalités économiques, etc.

Les femmes sont particulièrement touchées par ces bouleversements des modes de vie. Elles voient leur espace d'intervention et leur pouvoir de décision se réduire.

La problématique centrale, qui ressort de ce constat, est liée à la nécessité de rechercher des alternatives économiques à l'agriculture oasienne en grande difficulté et qui ne suffit plus à subvenir aux besoins de toute la population.

3. Un patrimoine culturel menacé

La menace qui pèse sur le patrimoine de ces régions est une

conséquence des contraintes économiques et sociales cités plus haut. En effet, les Aghems (ou Ksour), villes traditionnelles fortifiées du Sahara, qui ont traversé des millénaires d'existence dans un milieu hostile n'ont pu résister aux effets induits de «la modernisation du pays ». Certaines d'entre elles sont dans un état de dégradation avancé lorsqu'elles ne sont pas complètement désertées par leur population et tombées en ruine. Ces villes traditionnelles souffrent souvent d'enclavement et d'ensablement.

Pourtant leur valeur patrimoniale est inestimable. En effet, ces architectures de terre, remarquables de par l'ingéniosité des moyens technologiques déployés dans l'architecture et les infrastructures hydrauliques telles que les "Foggaras", témoignent aussi d'un mode de vie et d'une structure sociale citadine particulièrement élaborés et adaptés à ces milieux hostiles. Ils représentent véritablement un modèle de développement intégré riche d'enseignement pour l'humanité entière.

Ce patrimoine culturel unique n'a cependant pas été jusque là reconnu comme tel et protégé à ce jour, hormis quelques cas d'exception telle que la Vallée du M'Zab.

Jusque là, les actions de réhabilitation de certains Ksour par l'Etat n'ont pas réussi complètement à endiguer leur désertion. Les raisons sont liées au manque d'une approche globale, dans les actions de réhabilitation, qui prend en compte tous les facteurs socio-économique, culturel et participatif susceptibles de garantir l'appropriation des projets par les acteurs locaux. C'est précisément la démarche que poursuit le présent projet.

4. Le projet : le tourisme au centre des activités

Le projet «Les routes des Ksour», qui emprunte les antiques routes commerçantes du Sahara s'inscrit, dans sa partie algérienne, dans un vaste territoire qui regroupe quatre wilayas : Bechar, Adrar, Ghardaïa et Ouargla.

Il a pour objectif d'aider les populations locales à améliorer leurs conditions de vie en leur apportant les outils nécessaires pour être actrices de leur propre développement. A travers la promotion d'un tourisme responsable, en tant qu'activité économique complémentaire, il serait possible de lutter efficacement contre la situation de précarité des populations locales et de sauvegarder le patrimoine culturel et naturel local.

Au coeur du projet, onze maisons traditionnelles réparties sur huit ksour seront réhabilitées et reconverties en maison d'hôtes pour touristes, en sièges d'association ou en centres d'orientation touristique. Un écomusée sur les écosystèmes oasiens sera réalisé à Ouargla. Il viendra soutenir la création de «labels» sur les produits locaux. Un Eductour sera réalisé, ainsi que des sites web dédiés au projet.

En partenariat avec l'UNESCO, l'objectif est de classer le «circuit touristique de la routes des Ksour » sur la liste du patrimoine mondial. Ce circuit reprendra les traces historiques des majestueuses routes des caravanes commerciales du Sahara, et redynamisera, à travers un tourisme responsable, le patrimoine de ces magnifiques régions désertiques.

La stratégie globale du projet est basée sur trois approches interdépendantes:

- a. Approche patrimoniale: le patrimoine culturel, facteur de développement intégral
- revalorisation de l'architecture vernaculaire en encourageant la

construction en matériaux locaux et l'initiation aux mécanismes financiers micro-crédit ;

- identification et transmission des savoir-faire des « Maalmine »- (Maîtres maçons traditionnels);
- création et soutien des coopératives de construction et des associations locales.

c. Approche environnementale: un écosystème à préserver

- conservation des ressources et utilisation des énergies renouvelables
- éducation et sensibilisation à la protection de l'environnement ;
- soutien à une approche participative dans la résolution des problèmes environnementaux.

d. Approche touristique: une activité complémentaire

- sensibilisation et formation à la gestion et l'orientation d'activités touristiques ;
- mise en réseau des sites à travers les programmes d'échanges et de formation au tourisme ;
- création de circuits culturels touristiques nationaux et transfrontaliers.

Trois orientations stratégiques structurent la démarche globale du projet, dans une perspective de développement durable:

a. Le renforcement des capacités des acteurs locaux par leur appropriation, leur implication et responsabilisation dans toutes les phases du projet:

Les acteurs locaux, particulièrement, les jeunes, les chômeurs et les femmes, participent à la définition, au montage, à la gestion et à l'orientation du projet à travers des associations mobilisées. Ces dernières délèguent par la suite à une association la responsabilité de l'animation opérationnelle du projet grâce à la formation des cadres délégués à la gestion de projet. L'autre niveau de l'implication des populations locales est la formation des bénéficiaires.

Au niveau des cadres responsables, la parité homme-femme est recherchée. De ce point de vue, le projet vise à mettre en place des mécanismes qui permettent l'accès des femmes à toutes les étapes du processus.

b. Le développement d'une pédagogie active basée sur le principe de la formation-action:

Le second plan est la sensibilisation et la formation continue des acteurs locaux. De l'identification à la mise en œuvre en passant par la conception, la fabrication, la promotion, la commercialisation et l'évaluation, les produits sont créés selon des techniques éprouvées et sont adaptées aux enjeux du développement local de la zone. La formation-action et la pédagogie active évitent de plaquer des réponses toutes faites sur les réalités locales et devraient permettre de développer l'autonomie et l'adaptabilité des participants.

c. Le renforcement de partenariats avec les collectivités locales et les partenaires de coopération

Le projet concerne plus particulièrement certains Ksour, toutefois il mise

sur les échanges des savoirs et de savoir-faire entre les différents sites, ainsi que sur l'effet d'entraînement des actions engagées, notamment grâce à une mise en réseau des villes et des espaces ruraux (par le biais du mouvement associatif principalement).

Plusieurs chantiers écoles et de volontariats prévues dans le projet permettront de mettre en place un réseau d'échange d'expérience entre les populations des régions du sud et les partenaires des autres pays.

5. Actions réalisées à ce jour :

Le projet a été lancé en fin 2005. Les principales activités qui ont été lancées portent sur l'organisation de chantiers écoles impliquant de jeunes volontaires pour le nettoyage des palmeraies, la plantation des « afregues » (lutte contre l'ensablement) et le désensablement des Ksour.

Une partie du Ksar d'Aghled, à Timimoun a été réhabilitée en ateliers d'artisanat et salle d'exposition pour les femmes. Des chantiers de réhabilitation de puits historiques et la réalisation d'un centre d'orientation touristique à Ghardaïa sont en cours. Trois habitations ont été converties en maison d'hôtes à Taghit.

Un guide sur les techniques de restauration traditionnelle a été réalisé. Cinq études ont été menées, portant principalement sur la restauration de l'architecture traditionnelle, la préservation des palmeraies et la réhabilitation des foggaras.

Des formations au profit des associations locales ont été dispensées. Dans le cadre du renforcement de partenariat avec le secteur privée, deux conventions ont été signées entre le PNUD et deux compagnies pétrolières (STATOIL et ANADARKO).

Pour l'année 2007, les principales actions portent sur l'organisation d'ateliers de formation sur les aspects liés au « tourisme responsable ». Dans le cadre du renforcement de la coopération, un atelier régional avec le CERKAS Maroc et un voyage d'étude pour les gestionnaires des Ksour, sur la promotion et le développement intégré des Ksour seront organisés. Un colloque international sera organisé sur le thème du secteur sauvegardé de la vallée du M'ZAB.

Protection and valorization of common housing and regional architecture. State and perspectives of the university research in Italy

Carlo Aymerich

Carlo Aymerich is full professor at the University of Cagliari and he is the Dean of the Faculty of Architecture. Scientific Director of many rehabilitation projects in traditional heritage and industrial archaeology and author of several books, monographies, articles and reports about the connections between context and architecture, design and technology, with specific attention to the tradition-innovation relationships.

Address:

Department of Architecture, University of Cagliari Piazza D'Armi 16
– 09123 Cagliari (ITALY)

E-mail address:

caymeric@unica.it presidenza.architettura@unica.it

Telephone:

+390706755806 cell. +39 3356208011

During the second half of the past century, the architecture has been characterized by the enlargement of the gap between the historical heritage and the new building production. A conspicuous part of this estate – basic housing and historical architecture of the minor centres – has been left to decay and obsolescence, when preference turned to the outbreak of large suburbs. These were featured with new imported types, techniques and characters, imposed by a process often led by speculative advantages. Only since a few decades, with the crisis of modernity, a renovated production system is risen, based on local identities and resources, turned towards the re-use of local materials and to the knowledge, the protection and the valorisation of the architectural heritage. This new culture is also directed to answer the question of the environmental compatibility of building with the aim both of optimisation of typologies versus the local techniques and the existing housing, and of valorisation of the demand of sustainability and energy saving.

Nowadays, a great number of Departments and Research Bodies in Italian Universities are deeply involved on these arguments, often operating with shared methodologies to produce a network of knowledge, where the different local contents are classified, analysed and compared. An investigation is also conducted, that considers the traditional architecture of the Mediterranean environment, looking at similarities, relationships and precedents. Starting on the 80ties, the Department of Architecture and the Faculty of Architecture of the University of Cagliari produced a great number of studies concerning these arguments. The principal reasons of their interest are directly connected with the problems of the rehabilitation of a quite large and typical heritage of traditional-rural architecture. This patrimony

is still reasonably well preserved - thanks to the insulated position of Sardinia in the centre of the Mediterranean Sea - and could also be considered like an interesting and paradigmatic field of application of recover methodologies. But - as well as for other Mediterranean regions - a concrete danger of neglect and of replacement with improper new constructions is quite real. The researches and studies of Cagliari University have been run in co-operation with a wide representation of Sardinia public institutions (among others, the Region of Sardinia, the Network of Earthen Towns, counting at the moment more than 15 Communes, the Building School of Cagliari that allowed the set up of a laboratory for tests and environmental performances).

Starting from this basis, in 2004, the Cagliari Department coordinated five more university teams in a more wide research program. This was entitled: *Protection and valorisation of common housing and regional architecture: characters, techniques and typology* and its goal was to define operatively a set of coordinated instruments in order to face, in a wide geographical Italian context, the questions connected to the preservation of the regional heritage, looking at the different characters, techniques, materials and typologies in many regional contexts and historical minor centres, suitably located in the national territory. The researches started with a wide and well articulated range of surveys and analyses of cases of study, well placed in a large extension of the Italian peninsula, from Veneto to Emilia - Romagna, Abruzzo and Molise, Puglia, and the major islands, Sicilia and Sardegna. These represent a considerable number of contexts which the six Research Units (Bologna, Ferrara, L'Aquila, Bari, Palermo and Cagliari) were in a right condition to face up. The aim rose specifically, from the necessity to set out both an operative framework of tradition - innovation comparison and a renewed directory of criteria, proceedings and rules for the recover and the conservation of the traditional architecture. The final issue was to configure a compatible and appropriated re-use of the building heritage. This should affect the historical features as well as the environmental protection and the themes of sustainability and the save of energy. In such a meaning, the six Research Teams used the respective local contexts for tests and developed more items inside a common methodology with the aim to integrate and to enlarge the know-how of a subject regarding quite a large extension of national territory (Fig.1).

More particularly, the specific issues of the research were: a) to identify a code about the typological order, the environmental characters and the process of growth of the basic architectural features in minor environments; b) to study the building characters belonging by the use of the natural and local materials; c) to point out the transformation, growth and decay issues; c) to investigate about the lines for the rehabilitation of basic building structures, and to establish the standards and the design codes concerning the recover, including the addition of new building elements; d) to identify standards and criteria for the valuation of the environmental compatibility of the technological components according to the sustainability. The research was focused on the rehabilitation residential architecture required by the new needs of energetic balance and environmental preservation. In this meaning it concerned: the new needs of inhabitants, the technological innovation and the updating of the building processes, the contemporary development of new building quality and environmental requirements, in the sense of a better integration with the historic architectural context. All Units followed criteria of typological performance homogeneity and elaborated local repertoires of the building types and of the constructive

methods, in form of Abacus or Atlas, illustrating and giving a analytic description of characters, formal elements, materials, techniques and performances (Fig.2 ; Fig.3).

The research ended in November 2006 and its final outputs are now in press.

A more recent line of studies rose in response to the needs expressed by the up-to-date regulatory standards concerning the protection and the valorisation of the rural landscapes. The current regional building and town-planning regulations and the national legislation for the protection and enhancement of the rural architecture reflect the substantial changes that have been made to the previous legislative framework. Local authorities in Italy demand specific studies on the nature of settlements and on the environmental and landscape features, in order to adapt planning procedures accordingly to formulate and to implement the projects for protection, rehabilitation and upgrade. This involves the making, at different levels and ways, of a general rehabilitation of the existing building heritage and the renewal of criteria and guidelines for new buildings. In this optic, are usual and justified the researches that open the debate towards the protection of the environment and of the landscape (Fig.4). Actually, it is the landscape that performs a primary role in planning to ensure the sustainability of architectural interventions. All operations on existent rural building heritage need the definition not only of quantitative parameters, that can be referred to different procedure of intervention, but mostly of qualitative ones. It regards the possibility to transform the compatibility of solutions in order to re-centralize the plan as the "making of a transformation-conservation that follows the rules", protects the context capabilities, and guarantees the sustainability of the induced processes.

The new Environmental Code, the "Instructions for preservation and improvement of rural architecture", that is already considered in the "Code of Laws concerning Cultural and Environmental Heritage" (President's of Sardinia Region Decree), the Executive Order of the Italian Minister for Cultural Heritage and Activities (named: *Individuation of different typologies of rural architecture on national territory and definition of technical-scientific principles of intervention*); the Regional Landscape Plan, issued by Sardinia Regional Government in 2006, confirm the broadening of preservation towards everything that can be considered a valid testimony of historical process of territorial anthropization; on the other side, predisposes operative instruments that permit to guarantee the respect of local typological-constructive values.

The studies on typological reading of settlements and building traditions on national territory, in the centres of its rural areas, define a reference frame, to be set in significant models of architectural and technological language, supplemented with characterization of the traditional construction modalities and of the history, seen like the specific inventory of the different realities. The previous researches supplied an important quantity of data referring to regional architectures, concentrated or diffuse on rural and coastal landscapes and on territories outside areas of the larger towns. All these data represent a cognitive background that illustrate diffusely a very recent situations. Starting from these knowledges it has been really possible to formulate operative hypotheses and indications of significant applicability for the nowadays questions. These are the subject of a new research programme, the Department of Architecture of Cagliari already started in January 2007, with the participation of several italian and foreign researchers focused on the environmental rehabilitation

of settlement structures and rural landscape in the regional context of Sardinia. The research should terminate at the end of the year and must deliver the "Handbooks for the Recover" for a high number of sub-regions of Sardinia. The handbooks will be adopted by the local administration of the municipalities like the principal instrument to the control of the development of territory and settlements.



Fig. 1. Terrace houses in the territory of Madonie, Sicily (Research Unit of the University of Palermo).

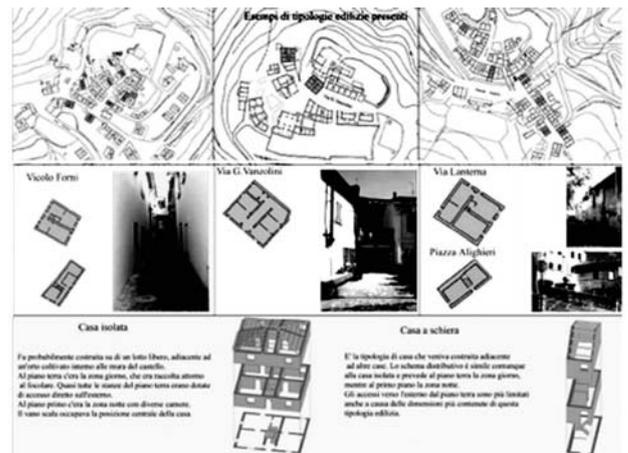


Fig. 2. Analytic Form for the village of Casteldimezzo, Romagna Region (Research Unit of the University of Bologna).

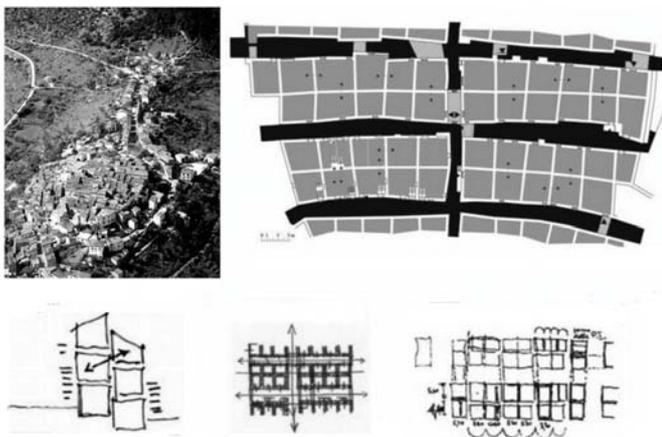


Fig. 3. Typological analysis of the village of Castelvecchio Calvisio, Abruzzi Region (Research Unit of the University of L'Aquila).



Fig. 4. Rural landscape in Montiferru area in Sardinia Region. (Research Unit of the University of Cagliari).

La réhabilitation du territoire A travers le dépassement des déséquilibres structurels introduits par la colonisation

Yassine Ouagueni

1. De la réhabilitation

L'expérience directe et continue, entretenue dans le vécu quotidien avec les édifices hérités du passé, nous familiarise certainement avec la notion de réhabilitation. Car la réhabilitation appliquée à l'édifice est plus évidente, plus immédiate à la compréhension, en raison de sa pratique diffuse au niveau individuel.

Ainsi, la réhabilitation, qui s'applique généralement à la maison produite à une phase historique antérieure, est une action qui consiste à améliorer les conditions d'habitabilité par leur mise en conformité¹ avec le concept actuel de maison².

Quand il s'agit d'une échelle plus importante, celle de l'agrégat (tissu urbain), la «réhabilitation» se traduit par la même notion, mais prend le soin d'introduire la nuance quand il s'agit, paradoxalement, d'ensembles urbains modernes³ où il est préféré le terme de «requalification».

D'une façon générale, aussi bien à l'échelle de l'édifice que de l'agrégat, la notion de «réhabilitation» se confond avec celle de «réintégration».

2. De la réhabilitation du territoire

Les interventions sur le territoire n'ont pas coutume de s'accommoder du terme «réhabilitation». L'on préfère «aménagement», «planification», «développement», etc. Cependant, ces termes n'expriment pas le souci de respecter la double considération suggérée par la notion de «réhabilitation»: la nécessaire préservation de l'héritage historique et la volonté de le conformer au standing actuel.

Toutefois, la «réhabilitation du territoire» commence à s'imposer dans certaines études spécifiques de dimension géographique: on parle de «parc», de «parc culturel», de «paysage», de «région», en ramenant le territoire à un thème particulier, telle que l'«architecture régionale».

Donc, «réhabiliter le territoire» suppose avant tout l'existence d'un décalage, traduisible généralement en terme de fonctionnalité. Aujourd'hui, quand il s'agit d'aménagement du territoire, on parle explicitement de «déséquilibre» entre ville et campagne, ou entre régions; mais la vision adoptée demeure attachée à la démarche univoque où le nouveau conditionne l'ancien. Cette attitude, autrefois en vigueur en urbanisme concernant la question des centres historiques, appartient désormais au passé. En revanche, à l'échelle du territoire, le recours au «lit de Procuste» est une démarche persistante, une sorte de seconde nature dont il est difficile de se défaire tant que les difficultés à maîtriser le caractère unitaire d'un territoire et à saisir sa réalité d'organisme⁴ ne sont pas surmontées. Ce n'est qu'ainsi que des objectifs consensuels⁵ peuvent être énoncés et des méthodologies échafaudées.

3. La réhabilitation du territoire entre spontanéité et intentionnalité

Vouloir faire ressortir les décalages entre deux zones d'un même territoire, ou d'un territoire par rapport à un autre (concret ou abstrait), oblige le préalable de la connaissance du mode de formation et des transformations successives caractérisant le territoire en tant que produit historique issu d'actions consensuelles (spontanées).

Dans un second moment, il convient de confronter ce type de territoire avec celui expressément introduit par la colonisation afin d'identifier les anomalies générées par le contact des deux modes d'occupation et de consolidation du territoire. Bien qu'étant de souche méditerranéenne, ces deux modes d'occupation du territoire se manifestent parfois de façon répulsive et contraignante, en conséquence de la nature spontanée du premier et intentionnelle du second.

Car l'intention émane d'une conscience volontariste et se traduit par l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet⁶.

3.1. Le territoire : produit de la spontanéité

En substance, on peut dire que les aires culturelles situées autour du Bassin Méditerranéen partagent, au vu des conditions climatiques et historiques communes, un même mode d'occupation du territoire qui s'articule sur des phases aisément identifiables comme suit:

1^{ère} phase : Apparition de parcours, en correspondance des lignes de crête, comme première structure humanisé permettant uniquement le déplacement⁸.

2^{ème} phase : Apparition des premiers établissements sur les hauts promontoires du fait de la maîtrise de l'agriculture et de l'élevage. La localisation de l'établissement en haut promontoire se fait à l'écart des grands parcours de crête et en amont des sources d'eau afin de consacrer l'écoulement des eaux exclusivement vers les terres cultivées.

3^{ème} phase : Apparition de points d'échanges localisés en aval, à proximité d'un groupe de villages à vocation uniquement agricole et d'élevage.

Ces lieux d'échanges, judicieusement implantés à équidistance⁹ des établissements formant un système élémentaire de voisinage, et à l'endroit d'un point d'eau (source ou cours d'eau), afin de permettre d'abreuver les animaux d'échange ou de transport, constitueront les premiers centres proto-urbains qui s'animent au gré des saisons et des jours de semaine.

La tenue du marché de façon hebdomadaire est une conséquence de la nécessité d'élargir le champ de l'échange face à la spécialisation des activités agricoles, d'élevage et d'artisanat. Ainsi, s'opère le passage de l'échange entre établissements (villages et hameaux) d'un même système élémentaire de voisinage vers un échange de ce même système avec d'autres systèmes semblables appartenant à une même aire culturelle¹⁰.

4^{ème} phase : Apparition des grands noyaux urbains, comme lieu de marché principal de plusieurs marchés élémentaires, et de grands parcours longeant les fonds de vallée et ceux reliant les centres urbains appartenant à deux versants opposés d'un même système montagneux.

Ainsi, au terme du processus, deux versants affrontés (autrefois isolés l'un de l'autre par la présence d'une barrière relativement infranchissable imposée par un cours majeur) finissent en aval par développer un point commun d'échanges qui tendra à réduire l'intensité des relations

entre deux versants d'une même montagne. Ce fait est semblable à celui enregistré dans un tissu urbain en cours de consolidation, où les habitants de maisons occupant deux rues parallèles d'un même îlot finissent par prendre de la distance dans leur relation à l'avantage de ceux d'en face.

A ce stade, les fonds de vallées principaux, notamment dans les endroits élargis dotés d'aires cultivables, et dans les plaines, deviennent le siège d'agglomérations importantes dont le rayon d'influence, modulé en fonction des distances temporelles, englobe parfois plusieurs aires culturelles. Les cas d'extrême dilatation spatiale des grandes villes côtières sont vérifiables dans le Tell avec l'équidistance d'Oran, Alger et Annaba. Puis, chacune de ces villes côtoie une autre grande ville, placés à l'intérieur du pays, qui atteste de la rivalité de deux systèmes : l'un orienté vers la mer, et l'autre, vers l'intérieur du pays.

Ces deux structures territoriales correspondent à des situations historiques différentes de l'Algérie. Elles témoignent de la variation structurelle – localisation des pôles et des parcours - en fonction de la suprématie de l'un des deux types d'échanges : maritimes (occidentaux) ou terrestres (orientaux et africains). Dans les deux cas, les Hauts Plateaux et, dans un degré moindre, le Tell (région montagneuse du Nord), ont constitué des zones d'attrait pour les nomades éleveurs du grand Sahara. Cependant, cet équilibre entre agriculteur et éleveurs, entretenu depuis des millénaires, sera rompu graduellement en moins d'un siècle de colonisation par l'introduction d'un régime d'exploitation agricole donnant le dos à l'intérieur du pays - ou mieux, le cœur du pays - pour s'orienter exclusivement vers l'Europe.

3.2. Le territoire : produit de l'intentionnalité

L'occupation intentionnelle repose sur la planification ; une planification qui progresse par ajustement de sa démarche sans perdre de vue ses objectifs.

La colonisation de l'Algérie, qu'elle soit romaine ou française, était orientée vers les grandes plaines déjà occupées par les autochtones. Ces terres, qui constituaient l'enjeu principal sur lequel reposait le bien-être d'une société, représentaient - par le fait d'être la dernière phase de l'occupation du territoire, autrement dit le niveau de progrès le plus abouti – le lieu de confrontation où s'exercera la suprématie du dominant.

Stratégie oblige, la pénétration emprunte les fonds de vallées ; et la domination effective procède par l'occupation et la consolidation, non sans violence, des « hauteurs » avant de s'installer dans les plaines.

L'occupation militaire d'Alger et de son massif en 1830 montre l'inévitable recours au processus propre à l'occupation spontanée du territoire.

Donc, ce n'est qu'après avoir consolidé les positions de crêtes, afin d'en tirer les avantages de position offertes par la morphologie naturelle du territoire, que la domination totale a pu être envisagée. Ainsi, les petites plaines à proximité d'El Djazaïr – El Hamma, Zeralda et Rassaut¹¹ - seront investies avant de voir la grande plaine de la Mitidja occupée non sans grandes difficultés¹².

Il est important de souligner que, comparativement à la facilité d'accès et d'établissement des structures réalisées sur des promontoires, correspondant à la deuxième phase de l'occupation spontanée, les structures humanisées successives (parcours, parcellarisation agricole et établissements humains) implantées dans les plaines, nécessitent à cause de leur haut niveau d'artificialité face à l'hostilité de la nature, des actions permanentes d'entretien . Ce dernier n'est pas un acte

absolument technique, mais relève d'une sensibilité culturelle qui accorde une signification propre au rapport entretenu avec la nature ainsi qu'au cortège des solutions techniques élaborées au fil du temps par plusieurs générations au point où il nous est permis de les identifier, selon notre point de vue, comme étant des « types » ; autrement dit, un ensemble de faits corrélés et établis de façon consensuelle en vue de répondre à une exigence partagée dans une aire géographique donnée à un moment donné.

Au terme de l'occupation coloniale du Tell, la répartition des Algériens et de colons se présente comme suit :

- Les colons occupent les structures appartenant à la 3^{ème} et la 4^{ème} phases du type territorial produit spontanément : les centres de fonds de vallées principales et des plaines ; les militaires ajouteront les centres préexistants des hautes plaines et des hauts fonds de vallées.
- Les autochtones sont cantonnés dans les structures des première et seconde phases ainsi que certains centres dans les fonds de vallées. Ces derniers, nés spontanément comme des lieux de marché, seront utilisés durant la guerre de libération pour caser les populations des hauts promontoires dans des constructions de fortune afin de vider les montagnes devenues le lieu de la résistance.

3.3. L'impact de l'occupation coloniale sur l'équilibre territorial¹⁴

Tout d'abord il faut préciser que l'occupation spontanée d'un territoire, qui tend toujours à englober les phases existante dans les suivantes selon une dynamique basée sur la recherche de l'unité et de la cohérence, peut parfois provoquer des décalages entre les structures primaires (1^{ère} et 2^{ème} phases) et les structures de fond de vallée (3^{ème} et 4^{ème} phases) par le glissement des populations vers le bas et l'abandon des promontoires. En effet, cela se vérifie rarement dans le Tell, mais constitue une règle courante dans le Sahara en raison de l'aridité du climat.

Mais ce processus d'abandon au profit de la plaine peut être aussi provoqué soudainement par les conséquences d'une stratégie ignorant le comportement de l'humain. Pour mieux saisir la force traumatisante du déferlement des populations paysannes vers les centres urbains au lendemain de l'indépendance, il suffit d'imaginer l'effet du phénomène de la « digue naturelle » .

L'analogie avec « l'effet de digue naturelle » est ici permis dans la mesure où l'écart creusé entre les centres urbains implantés dans les fonds de vallées et les plaines avec les établissements de haut et de bas promontoires, assuré par le maintien de populations autochtones dans les réserves montagneuses, s'est subitement rompu à la libération du pays en déversant dans un laps de temps relativement très court des masses considérables de populations rurales vers les centres urbains majeurs.

La réappropriation des étendues agricoles et des centres urbains ne s'est pas déroulée de façon graduelle, afin de permettre l'intégration nécessaire des structures à conquérir dans les existantes – dans une situation normale, c'est bien l'inverse qui se produit - et de garantir moment par moment l'aboutissement à la formation d'un organisme territorial doté de toutes les valeurs du « type ». Il s'agit d'une ruée vers la plaine qui contribuera à vider les structures des hauts et bas promontoires (villages et hameaux) et à accentuer la marginalisation¹⁶. Sur un autre versant du problème qui nous préoccupe, c'est-à-dire la réhabilitation territoriale, il est nécessaire d'évoquer, au-delà de l'impact physique généré par l'occupation coloniale, celui d'ordre culturel que

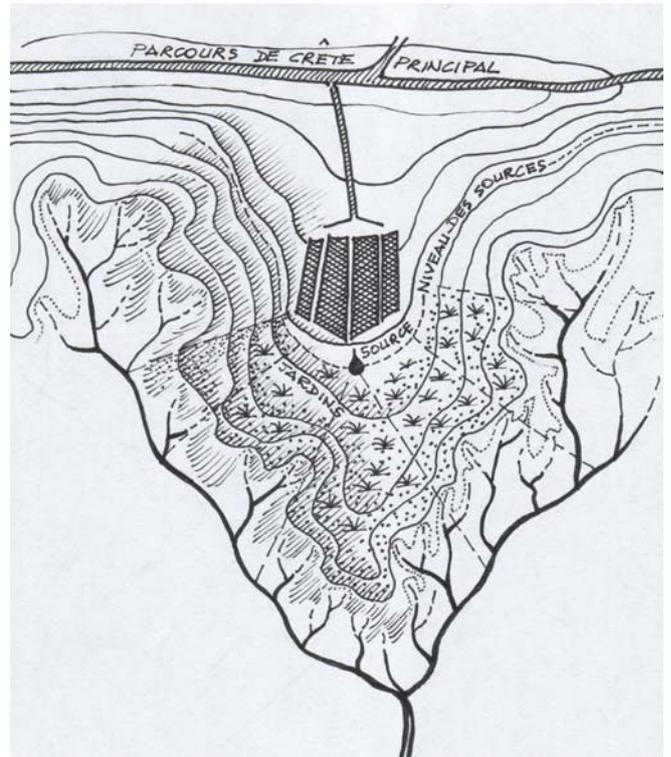
certaines chercheurs bienveillants¹⁷ ont gravement fait remarquer aux jeunes nations ayant recouvert leur indépendance. C'est l'apparition de « préjugés » qui tendent à enlever au patrimoine autochtone la crédibilité à assumer la modernité. C'est la reconduction d'une nouvelle forme de marginalisation de tout le patrimoine architectural vernaculaire. Les conséquences d'un tel sentiment, dont la nature est bien connue dans le cercle des adeptes de l'anthropologie fonctionnaliste, s'avéreront plus difficiles à réhabiliter que les structures tangibles du territoire.

3.4. Réhabiliter, comment ?

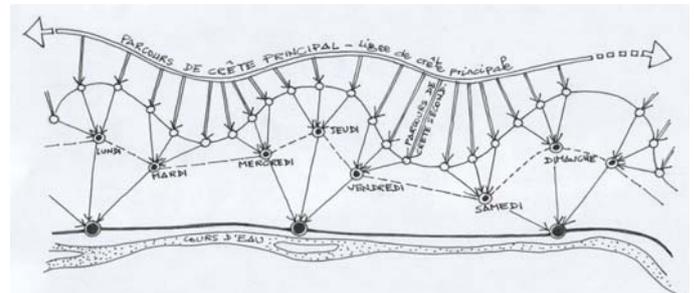
La référence au modèle théorique sur l'occupation spontanée du territoire a permis d'identifier les anomalies structurelles introduites par la colonisation. Réhabiliter le territoire ne signifie pas le retour vers la configuration structurelle d'avant 1830 ; mais plutôt de réparer les points de ruptures (potentialisation des centres urbains mineurs de haute vallée) et de consolider les zones marginalisées dans le but de retrouver la continuité et l'unité propres à l'organisme territorial. Cette démarche, basée sur une vision globale intéressée aussi bien par la conservation et la mise en valeur du patrimoine bâti vernaculaire (établissements humains et parcours) que l'intégration des éléments de la modernité, mettra le territoire d'aujourd'hui à l'abri d'une conception malheureuse de la planification qui opère souvent par addition d'actions juxtaposées considérées dans les limites des grands centres urbains et dont la problématique est réduite parfois à des questions d'ordre urbanistique.

En somme, le devenir des structures de montagne ne peut dépendre que d'une stratégie de planification, reformulé sous l'optique de la réhabilitation, qui sache réguler en relativisant le degré d'influence des structures de plaine.

Pour cela, il convient de reconnaître que la crise urbaine en Algérie, qui se caractérise par un état de dysfonctionnements divers et un **déficit conséquent** assez important en logements, ne peut trouver de réponse durable qu'à travers la transposition du problème, de l'échelle de la ville vers le territoire, en axant les efforts sur la réhabilitation des établissements de haut et de bas promontoires et les centres mineurs de haute vallée.



2ème phase de l'occupation du territoire



4ème phase de l'occupation du territoire-Lieu des enjeux



Village des montagnes de Kabylie à l'époque coloniale



Village des montagnes de Kabylie aujourd'hui

Méditerrané et Tourisme de Masse

Arbil Otkunc

Architecte, Etudiante de Doctorat au Laboratoire "Cultures Constructives", Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble (Université Pierre Mendès France).

Expérience Professionnelle: 2003-2007, Université de Beaux-Arts de Mimar Sinan (Turquie), Assistante au département de «Conception de Bâtiment, Théorie et Méthodologie»

Education: 2002-2005, Université de Beaux-Arts de Mimar Sinan, Institut de la Science et de Technologie, Master [Thèse: «Les Places Employés en Transit; Les Non-lieux dans l'Architecture Moderne »] 2002-2004, Ecole d'Architecture et de Paysage de Bordeaux (France), Master, «Patrimoine Bâti et Risques Naturels Majeurs»

1996-2002, Université de Mimar Sinan, Département d'Architecture.

Adresse postale:

Chez M. et Mme Kursan; 18, Rue Conrad Killian, 38950 Saint Martin Le Vinoux, France.

Adresse courrier électronique:

arbilo@gmail.com

Téléphone:

(00 33) 06 29 71 07 15

INTRODUCTION

L'évaluation des sujets du patrimoine bâti et de l'architecture contemporaine de la Méditerranée attire notre attention -premièrement- aux effets de Tourisme de Masse. Parce que le tourisme de masse implique l'accommodation et les excursions des groupes serrés, organisés par les opérateurs de tour et néglige l'identification de la culture, le mode de vie, l'héritage historique de la région visitée.

Aujourd'hui, la question posée très souvent est: «Est-ce que le tourisme est une chance ou une menace pour la continuité et la durabilité de l'héritage historique?»

Pour discuter ce sujet, il paraît nécessaire de revoir la notion de tourisme de masse à travers les notions de lieu et de non-lieu. Il me semble que, grâce à cette approche, on peut comprendre les transformations dont la Méditerranée est en face.

LE PHENOMENE DE TOURISME

Le tourisme est "l'activité d'une personne qui voyage pour son agrément, visite un lieu autre que le sien..." Au XXI^e siècle, justifié par son importance économique, le phénomène de tourisme de masse des programmes (tout est inclus) intéresse des millions de personnes étant producteurs, serveurs et consommateurs et leur environnement bâti. Quand la politique de tourisme d'un pays est orientée vers un modèle où le patrimoine bâti est conçu comme un objet de commerce; l'architecture traditionnelle étant en relation directe avec cette politique risque d'être affectée d'une manière incontournable.

Souvent à l'époque pré-moderne, les personnes qui rendaient visite les villes de l'héritage historique pouvaient participer d'une manière active à la vie actuelle quotidienne. Mais, au XXI^e siècle, les nombreux groupes de touristes voyagent en suivant «un programme de récréation»; deviennent consommateurs (Urry, 1999:181-182) /spectateurs du tourisme superficiel avec guide d'emploi en main.

Comme résume Tanyeli (2004/07-08: 74-77), "pour le premier cas, le touriste est le sujet du tourisme et pour le second il est l'objet." Apparemment, le Tourisme de masse risque de transformer les cultures locales en "spectacles à bon marché" pour les villes Méditerranéennes¹ (Suer, Sayar, 2002: 43-46)

LES NOTIONS DE LIEU ET DE NON-LIEU

Initialement, il me semble important de revoir les notions de lieu et de non-lieu pour créer un cadre théorique pour examiner les transformations créées par le tourisme de masse à Méditerranée.

Lieu est défini premièrement comme "caractérisation d'une portion de l'espace identifiable repérée par rapport à elle-même, à son environnement, à son usage, aux événements qu'elle a accueilli, etc." (lexilogos, 2007) Mais il ne faut pas omettre que les caractéristiques socioculturels et économiques sont aussi importantes. Toutes ces propriétés permettent à chaque lieu d'être unique. Comme le précise Norberg-Schulz (1980) l'objectif de l'architecture est rendre visible "le *genius loci*"; créer des lieux qui ont de sens. D'après lui, il existe trois valeurs importants pour comprendre la valeur de *genius loci* : «sens, identité et histoire».

Depuis la modernité, les questions sur l'espace, le lieu, le contexte et leur relation sont de plus en plus discutés. Les issues comme la transformation d'identité des villes, des valeurs locales socioculturelles et architecturales; l'appartenance au lieu causent la naissance de nouvelles notions comme non-lieux.

Marc Augé (1997) parle de "**non-lieux**" pour désigner les espaces *dépossédés de leur sens, sans usage*, que produisent les nouvelles échelles de communication et de déplacement dans les sociétés *post-industrielles*.

Le lieu qui se formait comme le résultat des activités humaines individuelles ou collectives (au monde traditionnel) est aujourd'hui reconstruit, représenté et transformé en un objet de marketing. **Méditerranée**, est un excellent "laboratoire" pour observer la transformation entre les espaces et le lieu qui créaient un aspect unique traditionnellement.

LA TRANSFORMATION DE LIEU A MEDITERRANNE

Actuellement, la croissance de tourisme de masse internationale influence l'architecture et l'environnement de la Méditerranée de deux manières différentes: Premièrement, la "consommation" des centres-villes historiques comme ville-musées; et deuxièmement, la masse production des villages de vacances.

Il me semble que la **comparaison** de ces exemples de point de vue de **rupture/ continuité** de la relation entre le lieu et l'espace sont très intéressantes à étudier pour former un ensemble à la fin.

I. Centre Historique comme Ville-musée

"Transformation et vente" des villes méditerranéennes (ou des morceaux de ville) comme un objet touristique ou documentaire; la séparation des produits architecturaux de leur contexte, la conception des monuments historiques comme des objets de marchandise sont

tous dans le domaine de discussion de ce sujet.

D'après Ibelings (2003:135): «*Ce sont sans doute les expériences de ces masses d'amateurs de voyages... et semblant découvrir des choses identiques en des endroits toujours plus nombreux qui nourrissent le sentiment de la globalisation, d'homogénéisation et d'érosion de la notion de lieu. De plus, le tourisme a engendré un nouvel état d'esprit : l'architecture, les villes et les paysages sont consommés, y compris en dehors des vacances, sur le mode touristique, et l'environnement est de plus en plus considéré, consciemment ou non, comme un décor permettant de vivre des expériences.*»

Le tourisme de masse et la culture de consommation ont un effet ambigu sur la notion de lieu. Dans ce contexte, les villes Méditerranéennes de Turquie sont des études de cas très riches avec leur géographie et paysage intéressants; l'habitat et sources naturelles riches pour toutes sortes d'activités; longue ligne de côtes; plusieurs traces de l'héritage culturelle historique datant depuis l'âge néolithique; la variété des groupes sociaux distinctives et leur environnement bâti...

Transformer l'architecture traditionnelle méditerranéenne à la marchandise touristique ou à l'objet documentaire comme dans les villes-musées où -on peut dire que- la vie de la société locale est absente et les bâtiments sont séparés de leur contexte risque de finir par créer des non-lieux en Turquie surtout depuis les années 1980.

La prise en considération du lieu et des formes d'échanges contractées entre les acteurs en présence, les locaux et les usagers est très importante. L'enjeu concerne le poids donné au patrimoine, aux acteurs locaux et à l'identité du lieu dans la déclinaison des formes de gestion.

II. Les Villages de Vacances (avec frontières définies)

Des complexes (comme des villages de vacance, les chaînes d'hôtels) qu'on peut appeler les non-lieux envahissent à une grande vitesse les côtes méditerranéennes de Turquie. Ces villages ont peu de relation organique avec leur environnement et sont peu affectés des conditions physiques et sociales qui l'entourent. Les segments de différents établissements comme les copies de Topkapi Palace, Kremlin Palace etc. sont aussi des exemples à ce sujet.

D'après Ibelings (2003:10-11), les «*bâtiments qui, du fait de leur apparence générique et de leur manière banale de se manifester, peuvent se trouver à peu près n'importe où, bien qu'ils suggèrent parfois une spécificité par des références historiques et géographiques, comme ... les lieux de vacances tentant de donner l'illusion d'une vie de village préservée.*»²

Cette norme d'établissement est créée à cause de la recherche de sécurité parmi plusieurs autres raisons.

Comme précise Guzer (2000:60-61), «*paradoxalement, on essaie de présenter le plus souvent la notion de localité dans les bâtiments de tourisme. Cette notion de localité devient un matériel de consommation prioritaire du tourisme et de reproduction de l'identité.*»

Mais, il ne faut pas omettre que, de point de vue de la durabilité de l'héritage historique, ces approches ont aussi atteint une étape de saturation; et d'autres intérêts apparaissent pour le tourisme alternatif.

EVALUATION

Le pourcentage de tourisme dans l'économie du monde augmente de plus en plus³ (Inceoglu, 2006:6), et les pays méditerranéens sont en compétition pour augmenter leur part. Certains pays emploient la méthode de «baisser leur prix». Pourtant les notions sur les quels tous les pays doivent insister sont le développement durable du patrimoine bâti, sensibilité économique et écologique en même temps, la qualité environnementale.

La préservation de l'identité de l'architecture traditionnelle à la Méditerranée malgré les conceptions de design qui ne sont pas influencés du tout de lieu, obligation de produire pour une «masse» d'usager variable etc. occupe depuis longtemps l'esprit des architectes. Les solutions proposées peuvent être formels, en imitant les bâtiments traditionnels. Mais il peut aussi y avoir des solutions qui prennent en considération la valeur/ l'essence de lieu; la culture, le tissu urbain, le climat, les matériaux de la région.

Il est nécessaire de chercher un nouveau point de vue, méthode d'approche, pour comprendre les transformations territoriales et architecturales des villes méditerranéennes. Il me semble que, mettre la notion de «lieu» au centre d'une méthode peut ouvrir plusieurs portes pour acquérir un meilleur niveau de réhabilitation.

En partant d'une réflexion sur la rhétorique actuelle de lieu, il faut aborder la question de la connaissance des espaces à la Méditerranée, à partir de leurs composantes concrètes et sensibles. Cela peut nous aider à la fin à créer une plateforme pour la discussion de transformations dont l'architecture méditerranéenne est en face.

REFERENCES

- AUGÉ, MARC (1997), Non-lieux, Introduction à une Anthropologie de la Surmodernité, Paris, Editions du Seuil, 1992.
- GUZER, C. ABDI (2000), "Yer Kavramına Karşı Bir Yapı: Otel" [Un Bâtiment Contre La Notion de Lieu: Hôtel], XXI, 07-08.
- IBEINGS, HANS (2003), Supermodernisme, L'Architecture à l'ère de la globalisation, Traduction: Vincent Brunetta, NAI publishers, Rotterdam.
- INCEOGLU, NECATI (2006), "Turizm Mimarlık ve Kimlik Sorunları" [Tourisme, Architecture et les Problèmes d'Identité], Colloque de Tourisme et d'Architecture, Antalya, Avril.
- NORBERG-SCHULZ CHRISTIAN, Genius Loci: Towards a Phenomenology of Architecture, 1980, Rizzoli Intl Pubns.
- SUER, DURRIN; Sayar, Yasemin Yilmaz (2002), "Kuresel Sermayenin Yeni Tuketim Mekanları" [Les Nouvelles Espaces de Consommation de la Capitale Globale], Cagdas Mimarlik Sorunlari Dizisi 3, Mimarlik ve Tuketim, Boyut Yayin Grubu, Istanbul.
- TANYELI, UGUR (2004), "Kitle Turizmi ve Yok-mekan Mimarligi" [Tourisme de Masse et l'Architecture de Non-Lieu], Arredamento Mimarlik, 2004/07-08.
- URRY, JOHN (1999), Mekanlari Tuketmek [Consommer Les Espaces], Trad. Rahmi G. Ogdul, Ayrinti Yay., Istanbul.
- www.lexilogos.com; 23.04.2007

1 D'après Suer et Sayar, pour le tourisme de masse "le but essentiel est de satisfaire l'attente de "l'image locale" des touristes. La mission de l'architecte est de créer le décor de cette satisfaction. C'est pourquoi, les villages de vacances et les grandes chaînes d'hôtels, créent et offrent des espaces éclectiques et collages où sont employés/ simulés les formes locales et traditionnelles, les signes appartenant au lieu..." (Suer, Sayar, 2002: 43-46) Ce procès peut être considéré comme la reproduction/ reconstruction/ transformation de lieu.

2 Ibelings fait la détermination de cette nouvelle approche en 2002, dans son livre: «*On ne peut cependant nier qu'un grand nombre de projets et de bâtiments réalisés depuis les années 1990 ... et qui ne leur font entretenir aucune relation spécifique avec leur environnement.*» (p. 143) Les bâtiments globales, impartiales, neutres, indéfinies, génériques, non symboliques sont de plus en plus rencontrés. (p. 10-11)

4 "Les développements économiques dans le monde occidental, et la richesse créée en Russie et les pays arabes par l'augmentation du prix de pétrole semblent augmenter le pourcentage du tourisme dans l'économie du monde plus que 6% des années précédentes."

Potentialités et perspectives touristiques du village Hammam Guergour – Sétif, Algérie

Abderrahmane Diafat

Mphil. in Architecture, IoAAS, University of York, UK, 1987
Architecte d'Etat, IAS - Sétif, Algérie 1984
Enseignant chercheur, Dépt d'Architecture, Université de Sétif. 1988
Directeur de l'Institut d'Architecture – Sétif, 1993-95.
Directeur Post-Graduation, IAS – Sétif, 1992-93.
Membre du Laboratoire PUVIT: "Projet Urbain, Ville et Territoire",
Université de Sétif.
Langues: Arabe, Français, Anglais.

Adresse postale:

Université de Sétif, Sétif 19000 – Algérie.

Adresse courrier électronique:

azzouz_diafat@yahoo.fr

Téléphone:

+213 72769510 ou +213 36845725

Cette communication portera sur les centres anciens à valeur touristique certaine en Algérie; pays disposant d'une variété de potentialités dont la valorisation peut induire un développement touristique étendu et prospère. Ces potentialités résident dans la beauté et la diversité des paysages que présentent les sites côtiers, montagneux, et sahariens, ainsi que les sources thermales, dont les caractéristiques sont multiples aussi bien sur le plan médical que sur celui de repos et de détente. Le cas du village *Hammam Guergour* illustre bien cette réalité.

Hammam Guergour recèle de ressources touristiques importantes situées dans un décor pittoresque naturel. Il se distingue particulièrement par la vocation curative de ses eaux découvertes pour la première fois par les romains qui ont élu ce site pour édifier leur cité et les bains d'*Adsava*. De réputation planétaire et classée troisième à l'échelle mondiale, la radioactivité de ses eaux sulfatées calciques hautement minéralisées permettent une large carte de soins aux curistes et permet de traiter, au moyen de la crénothérapie ou de la physiothérapie, les maladies rhumatologiques, neurologiques ou encore dermatologiques et gynécologiques.

1. Evolution historique :

La première source thermale a été découverte par une Cavalerie romaine qui effectuait une mission de reconnaissance et de prospection dans la région. Avec leur sens inné de la découverte thermale, les Romains avaient utilisé les propriétés de ces sources pour traiter leurs citoyens et les colons légionnaires entre le 2^{ème} et le 4^{ème} siècle après J-C. Les quatre grandes piscines et salles de repos, découvertes par les fouilles effectuées en 1937 et 1938, attestent la prospérité de cette station.

En l'an 07 après J-C, le bourg romain fut établi au nord du défilé de *Boussellam*. Le Municipium fut créé avant l'année 193 et prit le nom d'*Adsava Municipium*; Sava étant le nom romain de l'*Oued Boussellam* qui creuse la vallée.

Le Christianisme fit son apparition plus tard et s'épanouit avec les évêques d'*Adsava*. C'était la période de 411 à 484 après J-C et le culte des martyrs y est gravé dans les pierres.

Ce municipium communiquait avec les autres villes romaines par :

- Une route allant de *Béjaia* par (*Thighermin - Ouled Mouten*) qui comporte un peu plus loin un embranchement sur *Tiklat*.
- Une voie se dirigeant vers Sétif par le (*Thniete - El-veghsem*).
- Un chemin menant à Tocqueville (actuellement *Ras el oued*).

Adsava Municipium était reliée à *Horia (Ain Roua)*. Elle a été entièrement détruite à la suite d'un tremblement de terre, survenu dans la région en l'an 419 après J-C; terrible destin d'une telle cité antique.

Hammam Guergour, à l'instar des autres régions de l'Algérie, a consenti à la pénétration arabe et au message qu'elle portait: l'égalité des hommes devant la loi et l'adoption d'une loi nouvelle qui leur permettaient de s'amalgamer librement aux nouveaux venus. Le témoignage de cette époque est la présence des palmiers, signe des expéditions musulmanes effectuées dans la région.

Au 17^{ème} siècle, le Marabout *Sidi El Djoudi Belhadj*, issu de la confrérie des Mourabitounes, vint de *Seguia Elhamra* pour enseigner le Coran dans la région du *Guergour* où ses disciples furent nombreux. Il avait élu domicile au lieu dit la Médina, un choix judicieux, dicté par la nécessité de s'isoler afin de se consacrer à la méditation, car la Médina se trouve sur une partie haute du village, où il érigea l'une des plus importantes écoles coraniques de la région.

Le *Bey de Constantine* a donné à *Sidi El Djoudi* la possibilité d'entretenir sa zaouïa. Il lui octroya une concession de plusieurs centaines d'hectares de terres dans le *Douar de Ain-Turk*, de la commune mixte dite *Maadid*. Les descendants de cette famille maraboutique (*Djoudi*) ont leurs parts de biens jusqu'à nos jours.

Avant 1947, *Hammam Guergour* était un centre rural caractérisé par des habitations primitives, faites de pierres autour de la Mosquée, sans latrines et sans égouts. Elles étaient au nombre de 55 maisons, soit environ 270 habitants se trouvant en pleine Médina. Mais à l'époque, *Hammam Guergour* était déjà connu par la *Zaouïa* de *Sidi El Djoudi* et par les premiers bains publics réalisés par les descendants de celui-ci dans les années 1930.

Les travaux des services des mines de l'Algérie, commencés en 1947 et terminés en 1949, ont abouti au captage de la presque totalité des eaux. Les différentes sources ont été regroupées en un griffon principal.

En 1950, Melle Guigue, chimiste et chef de laboratoire de service des mines, a fait connaître les résultats de ses analyses qui prouvent la qualité de ces eaux thermales. Durant cette même année, la direction de la santé publique en Algérie, a décidé l'implantation, sous forme de bâtiments légers, d'un poste d'observation crénothérapique à *Sidi El Djoudi*. La réalisation fut prompte et en un mois environ, un centre thermal fut construit à *Guergour*. Le centre a fonctionné durant 8 ans avant de construire un pont en 1957 afin de relier les deux rives de *Boussellam*. En 1958, le centre a été incendié par les combattants de l'ALN, dans le cadre de la lutte contre le colonialisme Français pour la libération de l'Algérie.

A l'indépendance du pays en 1962, l'hôpital n'a pas été reconstruit et

c'est la Mairie de *Bougaa* qui va gérer les bains traditionnels qui ont été reconstruits et aménagés en 1965.

A partir des années 1970 et avec le nombre d'habitants croissant, *Hammam Guergour* a évolué, d'une manière spontanée, vers *Gregria* et *Aichoun* sur la rive ouest de Boussellam. Le relief accidenté d'une part, et d'autre part le statut de propriété privée des terres ont produit cette forme urbaine compacte. En 1978, une Mosquée a été construite sur l'emplacement même de l'ancienne *Zaouïa* de *Sidi El Djoudi*.

2. Développement du tourisme thermal à Guergour:

Dans le cadre du développement du tourisme thermal en Algérie, le gouvernement a décidé, au milieu des années 1970, la construction d'un complexe thermal au niveau de l'ancien site romain qui surplomb le village de *Hammam Guergour* et qui fut inauguré en Juin 1987. Une maison de jeune a été également construite en 1988 et qui devait être à l'origine un centre de santé.

Des structures d'hébergement ont été aussi construites pour pouvoir accueillir les curistes et les visiteurs dont le nombre augmente d'année en année. C'est ainsi que l'évolution spatiale du village fera de lui un centre urbain (classé commune urbaine en 2002).

Il est à noter que l'extension de la ville s'est faite vers le nord-est *Gregria* durant les années 1970, alors qu'aujourd'hui elle s'est arrêtée à cause du relief et la seule issue se trouve encore vers la partie nord ouest *Aichoun*, sur les deux rives.

L'étude de l'évolution historique de *Hammam Guergour* montre que la source thermale est la raison d'être du village et que depuis sa découverte elle n'a cessé de prendre de l'importance à travers les époques. Il est également évident que *Hammam Guergour* possède d'immenses possibilités touristiques, vu les traces qu'ont laissé les romains et la diversité de ses richesses (paysage naturel, source thermale, tombe de *Sidi El Djoudi*) qui sont le témoignage de l'importance du site.

La région de *Guergour* est caractérisée par un climat continental semi-aride : un été chaud et sec, un hiver froid et humide. La région montagneuse de *Guergour* reçoit environ 700mm de pluie en moyenne annuelle durant la période hivernale d'où le débit appréciable de *Oued Boussellam*. Par contre, la température augmente sensiblement durant la période estivale. La présence de *Djebel Guerefe* couvre une partie du village (*Gregria*), ainsi la durée d'ensoleillement est diminuée en hiver comme en été, mais une fraîcheur est procurée en été. La présence de l'Oued en apporte également sa fraîcheur. L'existence des poulaillers en face des vents dominants (nord ouest) en hiver ramène malheureusement de mauvaises odeurs au village.

Le relief de la région est très vallonné à cause des montagnes et des gorges creusées par *Oued Boussellam*. Le village se trouve sur une assiette coincée entre deux montagnes avec une altitude variant entre 600m et 1050m. Le village est scindé en deux parties (est et ouest) par *Oued Boussellam*. Elles sont reliées par un pont piétonnier (*Aichoun* à la Médina), et un autre pont mécanique (à 300m) qui est relativement loin par rapport au centre de vie.

Les sources primitives : l'Oued et la source curative exploitée depuis l'époque romaine, totalisent un débit de 700 litres par minute. Mais les travaux menés par les Français en 1950 et la découverte de 11 sources ont augmenté ce débit à 2500 litres par minute. L'eau potable est amené d'une source distante de près de 2km nommée *Ain Fertla*, le débit est très largement suffisant. Le système d'égout draine les eaux usées thermales des bains à la rivière, et reçoit par ailleurs une importante partie des eaux du griffon (environ 4000m³/jours).

Ce merveilleux site nécessite un environnement attractif, doté d'infrastructures et d'équipements adéquats afin de contribuer à l'épanouissement économique du village et de ses habitants. L'organisation, l'expansion et le développement des potentialités et perspectives touristiques à *Hammam Guergour* dépendent de nombreux facteurs sociaux, économiques et politiques.





Sustainable Development for Rehabimed through Tourism

Prof. Dr. Mahmoud Fathi El Alfy

Professor of Islamic Architecture, Zagazig University, Egypt
Lecturer of Architecture Design, Conservation, Rehabilitation, & Restoration.

Consultant of Supreme Council of Antiquities, Egypt.

Consultant of Engineering for Sharqia Governorate.

Director of Architectural & Planning Center for Studies and Research, Zagazig University

Address:

113 El-Merghani st.-Heliopolis-Cairo-Egypt

E-mail address:

alfym@aucegypt.edu

Telephone:

+202 2916044/ +202 4194231

As we enter this late stage of the Rehabimed project, it is appropriate to evaluate the results and compare them to the desired objective to achieve sustainable development for the communities of southern Mediterranean countries in the long term. We refer to the evolution of the policy of the (EC) European Commission that introduced the European Neighborhood policy (ENP), and which coincided with the first Euro-Mediterranean summit in November 2005. The ENP can be considered as a new phase by the EC that produced draft action plans with participating countries with a financial support mechanism in December 2004 ENPI.

The paper discusses the Rehabimed project, as a step for achieving sustainable development, and as it deals with the development and rehabilitation of traditional architecture and heritage urban sites at communities of the Mediterranean basin, where the project ended by implementing four Pilot projects, one of Egypt's share rehabilitation through the development of traditional crafts.

The question is; can the project in its current form, as a model project, achieve progress even temporary towards sustainable development? And what can be given and put on the agenda for the future projects to achieve the goal, i.e. from the viewpoint of the researcher who is discussing the Cairo Pilot project mainly.

Rehabimed Pilot project in Cairo

The overall impact on the inhabitants and artisans occupies the project building can be recognized, but it was a big surprise to the study group, during the visit of H.E the Ambassador of the EC in April 2007 to the site, and which showed the interest of residents of Abu Takaya alley where the project located and the neighboring areas through the direct dialogue with H.E. despite the bad weather conditions that day.

That success of the Pilot project can be summarized as follows;

- A noticeable active participation by inhabitants.
- Forming groups of specialists and experts in such projects.
- Unify thinking and intervention methodology for the rehabilitation whether in data collection, diagnoses, planning, design and implementation.
- Development of personal relationships, knowledge, cultural and scientific cooperation, by interacting between participants and experts of Rehabimed project.

However, the funds allocated for the implementation were not enough for making an ideal model that can be trusted. Although the development of traditional crafts can be a source that assist in the overall development, but it cannot be relied upon with the other three sources (Open areas, restoration of building, and rehabilitation of the urban fabric) in achieving sustainable development, due to its limited impact.

Historical Cairo:

And if we look at the historical Cairo, which the UNESCO considered as a universal human heritage must be preserved, and where the Rehabimed Pilot project is located. We can brief the following:

- The area of historic Cairo is approximately 847 feddans, representing 0.6% of the total area of Cairo.
- The area contains more than 346 Islamic monuments. Most of them are on Al-Moaez Street and main streets, and are assembled in groups, representing 70% of the total Islamic monuments in historic Cairo.
- The Islamic monuments are the most visually distinctive features of the area, and emphasize its special character.
- It keeps in many parts of the traditional urban fabric, and the remaining architectural trends over the ages.
- The area contains more than 40 feddans of empty and dilapidated lands, and 3 feddans of gardens and open spaces.
- The very poor building areas represent 45%, while poor and dilapidated areas represent 40%, which is more than 85% of the whole building area.
- 40% of the buildings formed from one floor to two floors. One floor buildings occupies more than 60% of this ratio.
- The mean density is about 300 person per feddan, and the average occupancy pressure of 2.7 person / room.
- Textile trade, traditional hand crafts and jewelry workshops are the main economical activities.

By comparing these figures, it can show how is the bad situation of this heritage area, and highlights the social and economic realities, and to justify intervention for re-planning historical Cairo, taking into account the rapid intervention to retain examples of the heritage urban fabric and traditional architecture, before demolition. The research suggests the need to find a new source of living that suit the traditional characteristics of the area, and has the nature of continuity, that commensurate with the level of cultural, educational and crafts of the inhabitants.

The tourism industry:

The studies and research conducted by experts in various regional and international forums, confirms that the tourism industry can lead the development in the communities south of the Mediterranean, which suffers from chronic problems in various sectors. The cultural

religious concept, which was distorted deliberately through decades or even centuries, was one of the major causes of disability of these communities to achieve normal development and growth. Also it was responsible for negative cultural behavior, and which led to widespread poverty, reduces the value of work, and the slow absorption of modern technology, whether in agriculture or industry or education. This gave the importance to the tourism industry for the development of these communities, especially as they offer the advantage of the presence of elements (resource) universally recognized, and also the ease of training and education necessary for employment in this industry as a whole. The research proposed intervention in the area functionally, by adding a new land use, i.e.; Tourism, allowing deductions of land for setting up hotels at all levels (5-star to 3-star) with all facilities and services.

Studies required:

A rehabilitation project requires (Cairo Pilot project) a comprehensive planning study to the whole area and the vital surrounding zone. The study must consider the projects under implementation in the region. For example, the historical Cairo project which includes the restoration of monuments, landscaping. Also, the Aga Khan project which is almost identical to the Rehabimed trend. In addition, the infrastructure projects being implemented in the area.

Initiating the tourism industry, could raise the standard of living of the inhabitants, both by making them join the work in this sector, or their work in traditional crafts and services of the tourism sector (direct and indirect jobs). For example, 3000 hotel rooms can provide 8000 job opportunities according to the Public Authority for Tourism Development of Egypt. For the economic feasibility of the project, the capital invested can give more than 200% in less than 10 years.

Conclusion:

The Rehabimed Project remains far from the sustainable development goals of the EC.

The tourism industry can provide sustainable development for future Rehabimed projects, and raise standard of living, and to maintain the development of traditional crafts, while ensuring the maintenance and preservation of monuments and traditional urban fabric, and thus can achieve the main objective of the EC to the sustainable development of communities of southern Mediterranean.

Research suggests that in future projects for the rehabilitation of traditional architecture, especially in the heritage cities, must include a comprehensive planning study to the area and its vital surrounding zone. The study should add tourism accommodation to the redistribution of land uses with preserving the historical heritage and traditional urban fabric that can be saved (in Cairo case)

Recommendations:

The paper calls for overcoming the administrative difficulties within Cairo governorate, Endowments authority and the Ministry of Culture, which gives a strong impetus for the project. This phase calls also for the EC to increase the fund required for such large projects.

As we approaching the ENP and ENPI policy of the EC, and whatever it was an update of the Barcelona conference, or a correction to the shortcomings and deficiencies that resulted from the application, Can the EC adopt deeper and faster policies to the development of communities south of the Mediterranean? Is the EC prepared to develop a strategy for the Mediterranean basin in the southern area

in the tourism industry as the one developed for the European Union countries?

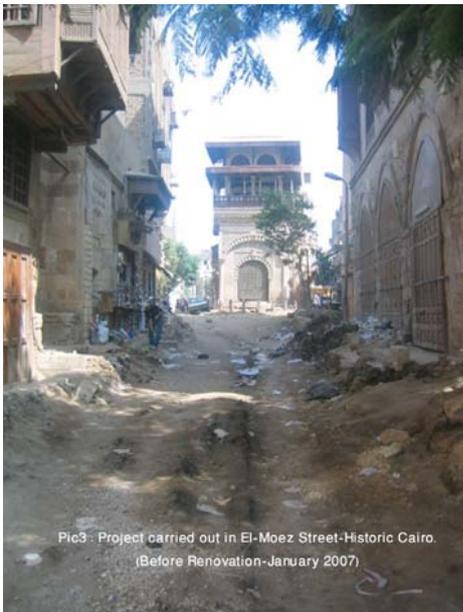
In my opinion the development of communities south of the Mediterranean is the best, and the humanitarian solution to ensure the sustainability of development, and thereby achieve security and prosperity for Europe and the Mediterranean basin.

REFERENCES

The European Neighborhood Policy and the Euro-Med Partnership, Op. Cit.

Euro-Med Code of Conduct on countering tourism, the council of EU, Brussels, 28 November 2005.

Five years work program, the 10th anniversary Euro-Med summit, the council if EU, Brussels, 28 November 2005.



Pic3 : Project carried out in El-Moez Street-Historic Cairo.
(Before Renovation-January 2007)



The triple tourism sustainability. An exemplification of a Sustainable Tourist Plan.

Luna Interlandi

Graduated in Environmental Engineering; PhD student since November 2004 of the PhD course in Engineering of Hydraulic, Transport and Territorial Systems, address "Territorial systems government"; "Territorial planning" class assistant for Environmental engineering course since September 2004

Address:

Piazzale V. Tecchio 80 - 80125 NAPOLI (IT)

E-mail address:

luna.interlandi@gmail.com

Telephone:

+39 081 7682313

Introduction

The choice of Tourism as a potential strategy for local development dwells on the consciousness of the more and more important role of this field on an economic, social and cultural level: this relevance is due to the fact that Tourism is linked to a territorial economy that looks very carefully at local cultural aspect and at the valorisation of the specific characteristics of places and traditions, thinking that shared development strategies can be a good basis even for areas with middle-strong disparities compared with the global economic network.

In fact, the attention for Tourism as a phenomena to be known, oriented and managed, is wider than a local or national scale. The spreading of the sustainable development concept has generated a renewed interest in this phenomena at a world level, in part because of the awareness of the negative environmental effects caused by a mass tourism.

Since 1995, the *Charter for a Sustainable Tourism* (First World Conference on Sustainable Tourism, Lanzarote, Le Canarie, Spain) officially states tourism as a world phenomena and as an important element for the socio-economic development.

Under the principles of Agenda 21, the Charter claims that tourism has to be based on sustainability criteria and that "it must estimate its effects on the cultural heritage and on the elements, the activities and the traditional dynamics of every local community", respecting this factors and giving them a central role in the definition of tourist strategies.

Considering that, in order to revalue all the territorial components that can offer their contribute to a sustainable tourism (respectful of environment, of culture, of traditions and of local population), even the "product tourism", yield of the so-called "Industry of Tourism", asks for a new kind of tourism, with territorial characteristic, based on different types of supplies and careful about following the *aptitudes* of the single places. That means that the demand of space awareness, the ecological consciousness, the comparison among cultures, the approach with

different traditions are constantly growing up, leading to the born of new "tourisms", such as the cultural one, the naturalistic one, the wine and food one.

According to the data of SVIMEZ (an Association for the industrial development of the southern Italy), yield of an elaboration of the World Trade Organisation ones (2003), "with around 200 million visitors per year during the nineties, the Mediterranean basin is the most important tourist destination worldwide and, according to estimations at 2020, it will still keep representing a significant part of the worldwide demand, that could overcome the 1,5 billion of arrivals". These data bear out the hypothesis that tourist activity can constitute an important field of growing and a common denominator of development and integration for the whole area.

Tourism and sustainability

The data about tourist flows show that the Euro-Mediterranean region holds a diversified naturalistic, environmental and cultural heritage of exceptional relevance, capable of supporting the development of a tourist and productive factory. Furthermore, the area benefits from the presence of tourist hubs that can be very attractive because they are potentially capable of being as catalysts for neighbouring areas as important or attractive as the first ones, but less known.

From this point of view we can consider sustainable tourism as a tourism "that can sustain", as the growing demand of an alternative tourism, that looks at different cultures, at local traditions, at open spaces and that considers territorial peculiarities as an heritage to preserve, acting on the respect of its active safeguard. The ecotourism, the agrotourism, the pleasure craft, even the adventure tourism represent chances of promotion and valorisation of identities and of local peculiarities and constitute an occasion of integration between local population and the tourist, invited to feel as a part of the system and as a temporary resident.

According to this, territory and its loading capacity assume a central role in the tourist supply: in order to minimise the impacts on the land, besides guaranteeing a tourist flow in a medium-long period, it is necessary a deeply analysis that could understand the potential natural vocation of an area towards some kind of activities instead of others, in order to avoid actions of transformation out of territorial context. In fact, a mistaken intervention is very probably destined to a rapid decline because both contrary at the bottom up approach and capable of upsetting the balance of nature, often particularly sensitive because of the fragility and vulnerability of the places involved.

The *trait d'union* between the two interpretation of "sustainable tourism" can probably be resumed in an "auto-sustainable" tourism, that can collect the advantages of a tourist supply capable of sustaining the local development and the risks of a tourist load that must be sustained by the territory. We can look at auto-sustainability as the capacity of local population of managing its own territorial heritage "guaranteeing to the future generations the same stock of material and immaterial resources", by promoting mixed actions oriented to support the economic and working growth, to increase the infrastructural network (*in primis* fundamental for a local improvement of the quality of life), to safeguard environmental resources.

About this, the Guide Lines for tourist development in Campania, identify some bonds to the planning of an Integrated Project in the tourist marketing field, asserting that interventions must "reflect the whole results of the territorial analysis (bond of *internal coherence*),

valorising the tourist vocations of the area in the respect of the bonds that the territory imposes to the development of receptive and recreational activities (*territorial coherence*). At the same time, this bonds must follow the medium-long term trend of the tourist market, in order to guarantee a structural improvement of tourist activity (*market coherence*). It is even necessary to propose to reach social (welfare, working) and economic (GDP level) targets, basis of any form of territorial development (*institutional coherence*).

The proposal for a Tourist Sustainable Plan: an exemplification in the Cilento area

Cilento is an area of the Southern Italy included at 80% in a National Park and it is characterized by a fairly good tourist development on the coast (mainly constituted by holiday houses) that strongly collides with the internal areas, immersed in wonderful natural oasis and full of an architectural and cultural heritage, but hardly damaged by a social-economic and productive backwardness (pic.1).

Hosting structures are very different (hotels, holiday camps, agrotourisms) and are mainly distributed along the seaside, as an ulterior demonstration of the dichotomy between the coast and the internal area (pic.2).

On the results of a SWOT analysis of the area, it has been structured a planning proposal targeted on four strategic lines of interventions (Avoiding internal areas abandoning; Reducing population pressure on the coast; Improving the competitiveness and the attractive capacity of the area; Improving accessibility). Following these lines, specific objectives have been identified: among the other things, they are targeted to retrieve and promote activities linked to the rural natural and cultural resources, to attract more tourists in the area, to enhance and qualify tourist supply, to promote the area at a national and an international level.

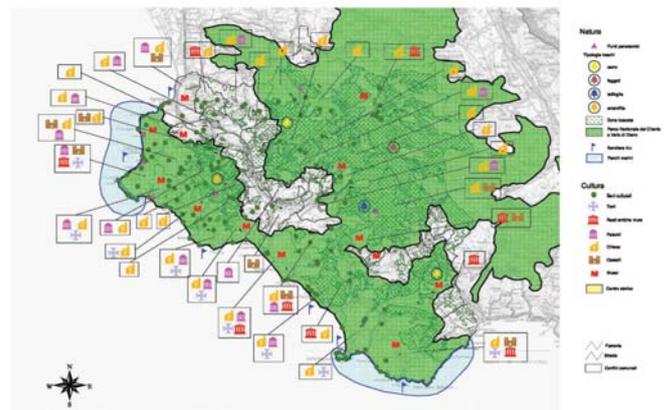
In particular, there have been many actions oriented to valorise the architectural heritage of the area. These actions have been articulated according to their representation in "point" interventions, "itinerary" interventions and "network" interventions, as it is easily visible in the table plan (pic.3).

Point actions are essentially referred to historic centres: in particular, it could be instituted a living museum settled in the old downtown, "Il Cilento ieri e... l'altro ieri" ("The Cilento area yesterday and... the day before"), where some players (possibly local population) could periodically act scenes of ordinary life of the different civilisation that have settled along the centuries in the area, encouraging cultural exchanges, improving economic chances and giving a great prominence to places architecture, natural set of the playing. This activity could even be a support for an already spread initiative of a local Plan, called "Ospitalità da favola" ("Fairytale hosting"), that is targeted to constitute a network of houses destined to host the visitors of the Park. The Plan suggests not to build new structures but to draw on existing resources, retrieving, re-using, preserving and valorising them.

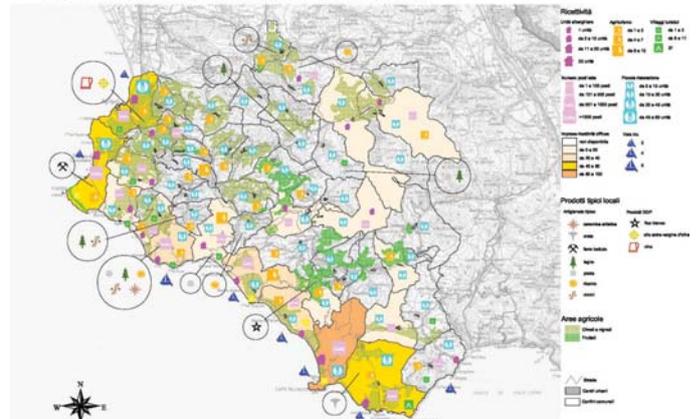
In the itinerary choice it has been underlined the presence of the most valuable cultural points, identifying for example the religious itinerary "Il cammino di San Costabile" ("The path of St. Costabile"), based on a spiritual pursuit among churches, monasteries and cloisters; the cultural itinerary "Le roccheforti. la difesa del passato" ("The strongholds: the past defence"), where it is widespread the presence of mediaeval historical centres erected for a defensive aim; the cultural itinerary "Il percorso degli avvistamenti" ("The sighting path"), the only one following the

whole seaside, that has been delineated in order to create a proper system among coastal towers, going through almost every commune. About networks, that involve local tradition museums and the pretty valuable historic centres, there have been planned virtual connections, so that it would be possible to link all the elements and to create a sole path thanks to some "infopoints", both placed in the cultural sites and in places with great visibility inside and outside the area (bigger towns, exchange junctions of the local and regional network). Only for historic centres it is suggested the organisation of cultural events such as expositions, concerts, cultural exhibitions.

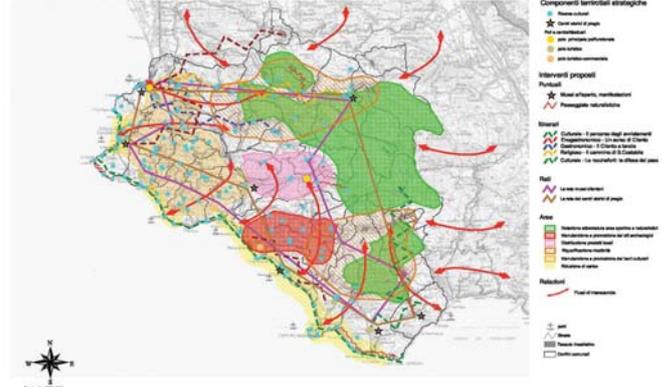
L'offerta turistica: natura e cultura



L'offerta turistica: ricettività e prodotti locali



Proposta di Piano per un Turismo Sostenibile
 Il Cilento: un mare di natura



Sustainable development of south coastline Albania, by preserving traditional cultural heritage

Kalterina Shulla

Ministry of Public Works, Transport and Telecommunication
General Directorate of Water Supply and Sewage
Project officer EU Phare/Cards Water PMU
Msc "Urban Environmental Management"
Wageningen University The Netherlands
Architecture, Urban Studies
Polytechnic University of Tirana,

Address:

DPUK rr: Sami Frasherri Nr.4, Tirana, Albania

E-mail address:

kalterina@yahoo.co.uk

Telephone:

00355682265431

Current status

South Albania lies along the Ionian Sea part of Mediterranean Sea. The Ionian coastline is approx. 170 km long and a population of about 70,000 inhabitants live in this settlements. This area is rich in historical monuments and traditional villages mostly settled in the hills with easy access to the sea. The villages have Mediterranean features characterized by a vernacular/self built architecture mostly by stone and usually in white colour. Their layout is adapted to the landscape contours. Area is rich in archaeological sites (ancient city of Butrinti). It is characterized by a unique scenic landscapes rocky going steeply into the sea. The area has priority for development as an international tourist zones.

Current urban development practises in the coastal area are object to strong development pressure threatening the whole integrity. Sprawl and chaotic development can risk the whole uniformity of the villages as assemble. New materials and forms are added to village texture. The interference of new constructions inside villages is done without taking into account old architectural standards. Furthermore, the need for fast tourism development is not considering the traditional values. Except for the architectural and historic value, these villages are valuable also as a building resource.

Economic changes (private property, demand for fast tourism development, coastal land, fast economic growth, politic (planning system problems) and social changes (population movement toward the coast, population density, population activities) are main driving forces causing problems in the tourist region. The free movement of population created opportunities for massive population flows. This uncontrolled distribution of population has caused the uncontrolled and

speculative investment of capitals. Although it is noticed an economic dynamism along the coast, the boom of construction has influenced urban infrastructure, lands use, natural and cultural heritage resources. Another problem is the abounded houses that risk degrading.

Plan proposal

Rehabilitations plans are necessary for traditional villages in order to preserve cultural heritage, landscape and historical significance, diminish the need for new constructions, preservation of land and architectural values. From the tourism prospective these house stock can be restored and reused. Plan for area development based on sustainable principles are a necessity to prevent further degradation o the area.

In wide a Conceptual Plan for sustainable development based on water and traffic is drown in Map.1

As a starting point, planning can be used for a sustainable spatial structuring, according to the framework for sustainable development, keeping the balance on the relationship that structure spatial and land use elements.

While a space demand for tourism habitation, agricultural, residential, and commercial and other land use functions exists, the problem of interference and mix of carrying functions is evident in the area. The residential areas are spread along the coast and the business activities like tourist services are interfering in the green and natural zones. Explaining the actual zoning division of the region, it is noticed the presence of high dynamic functions like tourist services (hotels and restaurants) very near sea and the natural areas, and water systems, polluting in this way natural resources, and water systems in general. The tendency to occupy ecologic potential sites for mass and high density tourism development, can lead to destruction of natural resources, area occupation, water pollution, in short period of time for a short term economic profit

According to S2N (Strategy of two networks, Tjallingji 1995), the traffic network carries functions as mass recreation. The water network carries functions like water extraction and recreation. This create a zoning ranging from tranquil and unpolluted, to busy polluted areas. Applying this strategy in a tourist region is done with the purpose to distinguish the different types of tourist development. This tourist area is characterised by fast change and movement and the lack of planning based on sustainable principles has created conditions for uncontrolled development and resource exhausted. The concept contributes to the development of integral designs of landscapes and leave room for ever changing needs of the residents.

The area is divided in three zoning categories each of them with different potential for tourism development.

1. "The high dynamic areas" and intense tourism.

These are the tourist centres that have already access from national road, where the mass tourism development is ongoing or is expected to develop with high capacities. These tourist centres with potential for mass tourism are Vlorë, Himara, Saranda. The existing infrastructure has dictated somehow this kind of development but the new investments to increase the carrying capacity of the area are expected. The areas near or within these living centres with high densities are already experiencing strong development pressure, where the traffic network carries the dynamic functions. In the future the intensive development can be stressed in these areas as "The high dynamic areas". Airline

access, nautical access new road investments, railways is foreseen to be bundled together in Vlora and Saranda points, in order not to fragment by transport the natural belt between them. By concentrating development and investments in this points the natural landscapes will be protected.

2. "The high dynamic areas" and traditional tourism.

The traditional villages will be the second stage from the density and dynamic development prospective. These traditional villages like Palase, Dhermi, Vuno, Pilur, old Himara, Qeparo, Borsh, Lukova, Shen Vasil, etc can develop the bed and breakfast tourism by revitalization of old houses and reuse of them. These areas can be upgraded to relatively high dynamic areas. Thus except for the architectural and historic value, they are valuable as a building resource. Due to the population migration the traditional villages create a considerable amount of stock houses. The break down of old houses should be the last option. From the tourism prospective these house stock can be restored and reused. Revitalization of the traditional houses can fulfil a part of the house demand for domestic and international tourist. By using this housing stock the quality of environment can be increased and environmental pollution reduced. The existing national road can be sufficient for their access but nautical tourism can be used to reach these locations as well.

3. "The low dynamic areas" and eco-tourism

Low dynamic functions will be the last stage from the dynamic intensity. Natural landscapes near the sea and the sandy beaches will be considered low dynamic recreational areas with potential for eco-tourism and beach tourism. These natural landscapes rivers and water resources, where accessibility is difficult due to the absence of infrastructure and can be reached by paths, boats etc. they will be left in natural state with low-impact used for eco-tourism. The recreational areas with low dynamic functions will be considered the areas where pilot projects for eco-tourism development will be held.

By concentrating the infrastructure networks at heavy points, it creates conditions for efficient use of it, for exploiting public transport and managing pollution and noise control and makes possible the management of flows. The region except strong future development in infrastructure By concentrating the infrastructure in corridors create conditions for the reduction of barriers and less fragmentation of the landscape, the conservation of the smaller regions from the unplanned development. Therefore the traffic principle of S2N makes possible the management of areas.

The proper strategies for collecting the infrastructure in corridors can affect the region long-term development. Canalizing infrastructure in corridors can secure ecological integration in urban design and planning

This spatial division influence economic activities. Depending on function divisions, the zone division can influence the type of businesses for the region. The traditional villages on the rural areas can develop house tourism. Rural areas can develop agriculture business in small scale. It is noticed a dislike of agro-industry in the country, due to the fact the rural areas are experiencing strong migration pressure. The employee potential may not be available for this kind of business. This spatial organization can give priority plans that encourage this type of industry.

The locals can be involved in eco-tourism management. This does not

mean the underdevelopment of the area but to give different priorities. Aquaculture fish farms are present in the south and can be further encouraged.

Conclusions

The plan described in this paper can be considered as territory rehabilitation and protection plan. It considers not only physical rehabilitation of the traditional buildings but also protection of natural reserves by division of priority development areas. A sustainable spatial configuration can anticipate future developments.

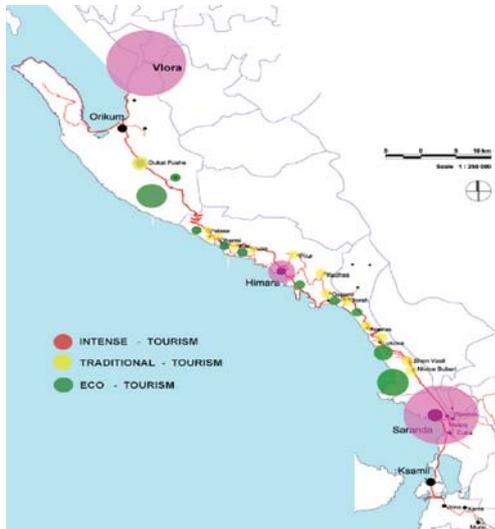
Cultural heritage and traditional villages can be considered as open air museums and can have a meaning to social life. By realizing this cultural heritage location will not only be visible but also functional. Another point is that recently everywhere has the tendency to turn in a tourist location or in something valued for tourism industry, so the competition is high. Development of traditional tourism in a sustainable way will help to keep the balance of the area.

At this moment cultural heritage (tangible and intangible) is not considered as a factor that will help integration. Heritage protection has not the considerable attention from inhabitants and authorities and other actors that influence it.

Without taking into consideration the natural continuity of tradition the future can not be sustainable.

REFERENCES

- Integrated Coastal Development Study and Plan, Ministry of Public Works, Transport and Telecommunication Albania
- Ecopolis, strategies for ecologically sound for sustainable development Sybrand P. Tjallingii 1995\
- Tourism Development Strategy 2002-2012, Ministry of Public Works, Transport and Telecommunication Albania
- Planning on principle, S2N, the strategy of the two networks revisited, Wim Timmermans, Alterra



Map1. Zone division



Fig.2 Qeparo villagev



Fig.1 Shen Vasil village

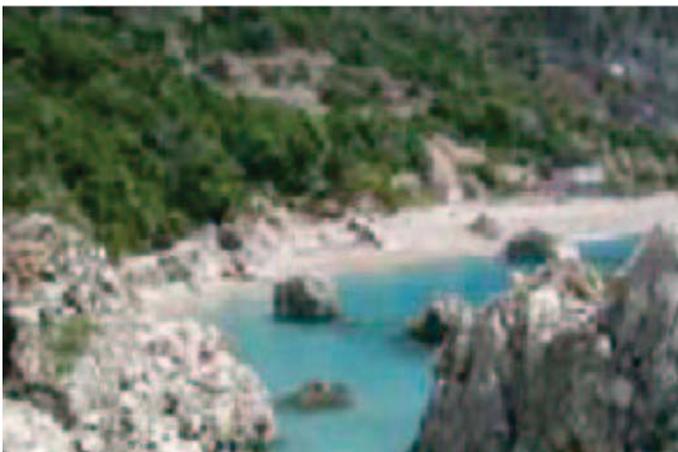


Fig. 3 Landscape view



Fig.4 Landscape view

Environmental Scrutiny of Traditional Mediterranean Forms for Contemporary Application (An Empirical Study)

Amira M. El-Nokaly* (BSc., MPhil, PhD),
Ahmed B. El-Seragy* (BSc., MSc., PhD)

Assistant Professor*, Architectural Engineering and Environmental Design Department, Arab Academy for Science and Technology, AAST, Alexandria, Egypt; www.aast.edu

e-mail:

amira.elnokaly@aast.edu; ahmed.elseragy@aast.edu

Introduction

In most of hot-arid regions, where outdoor-overheated conditions are the main problem that building has to deal with, the general goal of all passive cooling strategies in traditional architecture is to avoid overheating, which is primarily generated by sun [1]. Traditional architecture depended on defensive strategies that mainly avoid solar heat gain, heat transfer, and evacuate heat from buildings to provide a desirable indoor thermal comfort. Technically, it depended on heat flow by natural means; convection, conduction, radiation, and evaporation. In this context, the paper reviews and investigates a number of traditional passive techniques to understand their technical configurations and particularities, also to find out the possibilities of improving their thermal and solar potentialities within the modern architecture.

Some successful applications of such techniques in both ancient and recent architecture have been investigated as preliminary steps, which positively helped the research towards building-up the experimental roof-geometry investigations. In the past, people (the natural architects) have had some reasons for what they built and erected. Their buildings were more than natural or organic materials, shapes, forms, and traditions. They were derived from a real understanding of their local environmental and climatic conditions, and materials.

Nowadays, traditional techniques are missed in most of hot-arid regions modern architecture. The accumulated misunderstanding of these architectural techniques means and strategies broke the real knowledge that is supposed to be passed down from generation to other. The new importance of such traditional architecture is that by proper experimenting, modifying, and developing their architectural principles and climatic control performances will not only make it more applicable as energy efficient means but also adaptable within modern architecture, new building materials and technologies [2]. Most of Egyptian settlements are rightly concerned about the loss of urban and architectural identity. The concept of passive indoor thermal comfort and energy efficient buildings in Egypt has yet to be more properly addressed.

1. Energy Requirements in Buildings

The energy required for heating and cooling of buildings is approximately 6.7% of the world's total consumption [3]. By proper

environmental design, at least 2.35% of the world energy output can be saved. In hot climate countries, energy needs for cooling can be two or three times those for heating, on annual basis, which effects their economic and political situation specially the limited natural resources countries [3]. Consequently, in developing countries, traditional passive cooling technologies must be considered as a crucial strategy for a sustainable environmentally friendly future [4].

2. Traditional Passive Cooling Technologies; Preliminary Investigations

According to this context, this research aims to consider making use of traditional vocabularies and solutions as an effort to regain and revive the missed architectural identity. It aims at abating the rapid growth of the western-international style seeking an environmentally, culturally, and socially adapted architecture. For natural passive cooling in buildings, the roof has a major influence on thermal indoor conditions. Approximately 50% of the heat load in buildings comes from the roof, because it is the most exposed element to the sky [5]. Roof form and geometry can reduce the solar radiation gain; their thermal properties can be increased according to their form and geometry. This research undertakes a quantitative analysis in order to put forward an understanding of the scientific facts behind the potential for micro-climatic control of such traditional forms. A number of empirical studies are carried out for air flow and solar analysis using mathematical models such as SRSM (Solar Radiation Simulation Model) [6,7], and wind tunnel investigations through airspeed analysis and visualization of air.

3. Environmental Performance of Traditional Geometries and Forms (Domes, Vaults, and Conical-Tents)

In most Mediterranean cities, curved roofs are noticeable forms of traditional roofs, some as domes, vaults and tented structures shown in Fig. 2. Mathematically, a curved roof has less than the twice surface area of a flat one Fig. 3 (a) [5]; it will receive between one-third and half of the sun radiation per unit area [8]. On the other hand, the larger surface area of curved roof radiates the stored heat to the sky faster than the flat, which make indoor spaces cooler at night, Fig. 2. According to this context, the curved roofs were not only, traditional and shapely attractive but also thermally practical and energy efficient. A number of curved roof forms shown in Fig. 2 (b and C) were defined to investigate the solar performance and airflow behaviour of their curvature and find out its direct impact on building solar load and indoor comfort level in hot-arid climates.

3.1 Geometrical Analysis of Arbitrary Forms

Most of curved and conical forms have been geometrically resembled by a group of planar segments, pixels, or stripes. This technique is employed in most CAD tools and software for two and three-dimensional drawings, Fig. (2). Sensibly, and regardless of the nature of the tested parameters, increasing the number of planar segments will produce more accurate simulation of the arbitrary forms. Fig. (3) shows a curved roof cross section CCS, which has been geometrically resembled by two types of planar segments in order to simplify the calculations of solar radiation intensity on the roof surface.

3.2 Environmental Performance of Curved and Conical-Tent Geometries in Respond to the Received Solar Radiation Intensity and Airflow Patterns

This research work investigates the environmental performance of traditional forms in order to provide indoor thermal comfort, enhancing natural ventilation and lighting, minimizing solar and heat gain, and creating more shaded surfaces on exposed building envelope elements (roof and walls). Computer simulation and experimental rigs, which have been used in this research project, have proved that building envelope geometries can be positively employed as passive cooling techniques for convection heat loss, minimize received solar radiation, and enhanced indoor and surrounding air flow.

In addition to geometry (form, and cross-section ratio), solar and thermal behaviour of roofs is affected by their thermo-physical properties. This experimental and computational study aims to highlight the solar performance of the curved and conical roofs and to investigate the impact of geometry on the amount of solar radiation intensity received by roof surface in terms of cross-section and orientation characteristics (height-to-width ratios (H/W) "surface curvature".

There are a number of methods to evaluate the solar and thermal behaviour of a curved roof. Despite their accurate results, site measurements are time consuming and difficult to handle. Also they are expensive to run and require adequate equipment. The other alternative is to simulate the real environment either by computer simulation software or experimental scaled models. Experimentally and computationally roof geometry and its solar performance is discussed in terms of calculating and comparing the solar radiation intensity at different points or segments of the domes, cones and vaults, that are placed above the surface of a curved roof model and along its middle cross-section, Fig. 4.

As stated earlier, the chosen forms to be tested both mathematically and in the wind tunnel are the domes, vaults and cones. These being some of the simplest and most frequently roof forms used in the built environment, thus it was decided to use these forms for the empirical study carried out for the purpose of this research. The structures tested in the wind tunnel were adjustable in case of the 3 forms chosen. For example, in the case of the conical structure it was with an adjustable cone height shown in Fig. 4. The cone's apex could be either opened or closed in order to investigate the effect it might have on the airflow pattern and rate. The height of the supporting mast is adjustable. The cone could be inverted to represent an inverted cone, and its base could be either opened or closed as well. The height of the straight or inverted cone from the ground was kept constant in all the wind tunnel experiments, and the mathematical investigation of SRSM presented in this paper. The domed structure tested was such that to fix the diameter of the dome and increase and decrease its height Fig. (4 & 5). Like both cones and domes, vaults were tested such that to fix its width and change the height regularly.

The research work presented in this paper presents three forms which are the most commonly used roof forms in traditional architecture and have been successfully used for a large number of buildings. The models tested in case of cones have a large apex, in order to verify the effect of this on the airflow behaviour underneath and in the vicinity of the structure. Therefore, airflow speed was set at a low speed of 1.4 m/s that was thought to be adequate enough to the purpose of this research.

As described earlier these three forms were selected as they represent

some of the simplest and most frequently used traditional roof forms. A series of wind tunnel tests were undertaken to visualize the airflow pattern, and to determine the wind speed under and around the structure. The tests were designed to understand the effect the form of the roof itself has on the airflow, in order to assist in the design process and to identify and explore strategies to enhance natural ventilation and passive cooling techniques within such structures. A schematic diagram of the conical model used in the wind tunnel experiments is presented in Fig.5 showing the cone used and direction of inclination and height change.

3.3 Airflow Visualization Under and Around a Conical Tent-Structure

In warm weather, even if the air temperature is high, directing higher air velocity over the body helps in cooling down the occupants by the use of evaporative cooling, thus providing some level of human comfort, within the enclosed or semi enclosed space [9,10]. Air flow patterns under and around the models were visualized using a smoke generator. From the observations, flow patterns and flow circulation were identified for different cone (apex opened and closed), vault and dome heights and configurations. The model of the 3 forms was set at 3 different heights (H in Fig. 6 (a & b)).

It is worth noting that, before making the final choice of heights h1, h2 and h3, several tests were carried out with alternative heights. Consequently, and relative to the tools available for the experimental work and the wind tunnel used, the most suitable heights for the models were specified and chosen. Also at the beginning of the experiments the air speed was tested at 2 different air speeds. In wind tunnel tests it was decided that for the purpose of these experiments to fix the airspeed at 1.4 m/s for all the investigation carried out. Also as a control, the same conditions were used to test a flat roof (disc-3mm height) and a flat surface with the same diameter as the cones shown in Fig. 6. Tests were finally made with the absence of models as a zero reference.

4. Conclusions

Modern buildings are becoming increasingly complex; involving technologically advanced building materials, and mechanical systems for controlling interior air quality, thermal comfort, lighting and acoustics. These systems, which rely exclusively on utilisation of non-renewable energy are often expensive and environment pollutants. Increasingly in Egypt and other developing hot-arid regions, the concern is to establish systems, which make use of Natural Passive Cooling more efficiently than in the past, and to ensure sustainability of resources. For natural passive cooling in buildings, roof has a major influence on thermal indoor conditions. There would be more to learn if the modern knowledge has been applied in traditional experience. Perhaps traditional people did not know technically what it was when they built or why, but the result was effective and comfortable solutions. Better understanding of their thermal and solar performance helps towards improving the physical qualifications and energy efficiency performances of traditional passive techniques, to be well integrated within modern architecture in hot-arid climates. The paper represented the methodology undertaken to test various traditional roof forms, such as vaults, domes and cones.

REFERENCE LIST

1. A.A. KONYA, Design Primer for Hot Climates, the Architecture Press, London (1980).
2. AMIRA ELNOKALY, J. CHILTON AND ROBIN WILSON, Environmental Behaviour of Tensile Membrane Structures, Proceedings of the world conference on technology advances for sustainable development (Energy, Water, and Environment), Cairo, Egypt. ; 11-14 March, 2002 ; Cairo, Egypt.
3. S. M. AND A. D., Passive Cooling of Buildings, 1996.
4. B. GIVONI, MAN, Climate and Architecture (New York, Applied Science Publishing Company, 1976).
5. S.A. AL-SANEI, Thermal Performance of Building Roof Elements, Building and Environment, Vol. 37, pp: 665-675.
6. R.H.B. Excell, SRSM Solar Radiation Simulation Model For Quick Basic, Regional Energy Resources Information Centre, Asian Institute of Technology, Bangkok .
7. R.H.B. Excell, A Program In Basic for Calculating Solar Radiation in Tropical Climates on Small Computers, Renewable Energy Review Journal, Vol. 8, no. 2. (1986).
8. A.B. EL-SERAGY AND M. GADI, Energy Efficient Potential of Traditional Curved Roof Forms in Hot Arid Regions, SET 3- 3rd International Conference on Sustainable Energy Technologies.
9. FRANCIS ALLARD, Natural Ventilation in Buildings "A Design Handbook" (James and James (Science Publishers), 35-37 William road, London, 1998).
10. N. B. HUTCHISON, Canadian Building Digest (CBD) - 102. Thermal Environment and Human Comfort [Web Page], (2003). Available at <http://www.nrc.ca/irc/cbd/cbd102e.html>, accessed November 1921.

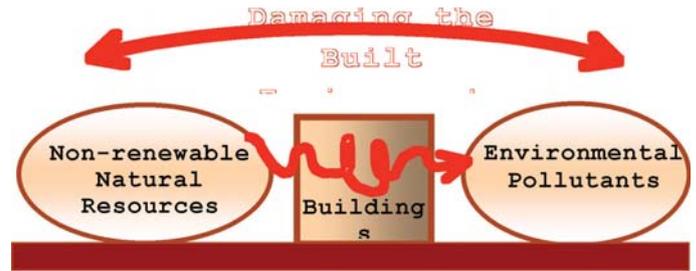


Figure 1: Analytical Sketch on Architectural Products (Building in Use)



Figure 2: Photos Showing Domes, Vaults and Cones in Mediterranean Cities

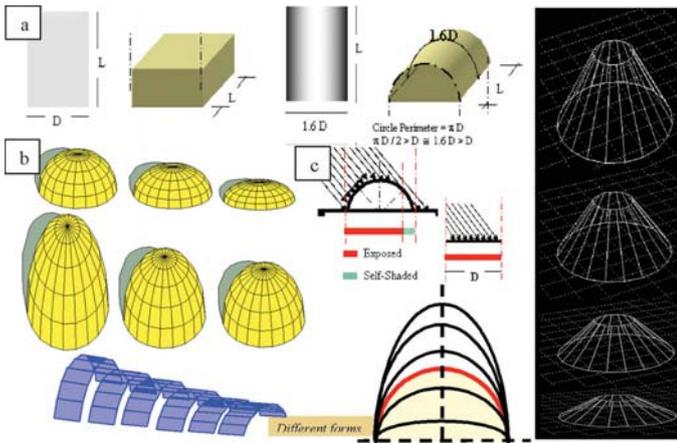


Figure 3: (A) Comparison between Surface Areas in Flat & Curved Roofs; (B) Diagrams of Different Forms Used; Domes, Vaults and Conical-Tents with Different Geometrical Configurations; (C) The Exposed Area in Flat & Curved Roofs

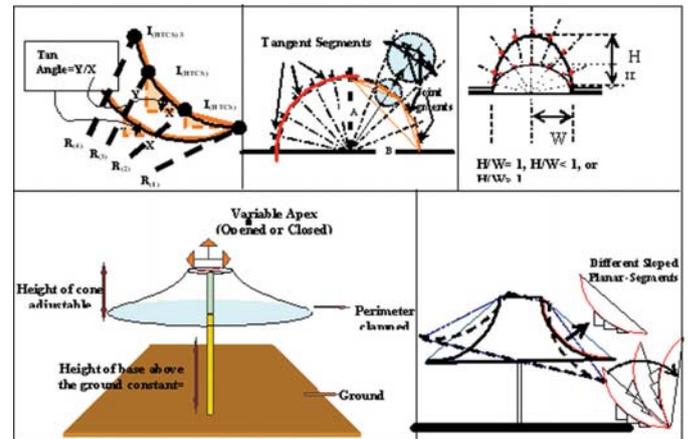


Figure 4: Diagram Showing How Arbitrary Forms are Divided into Sloped Planar Cells for Solar Calculations and the Adjustable Dome and Conical Structures

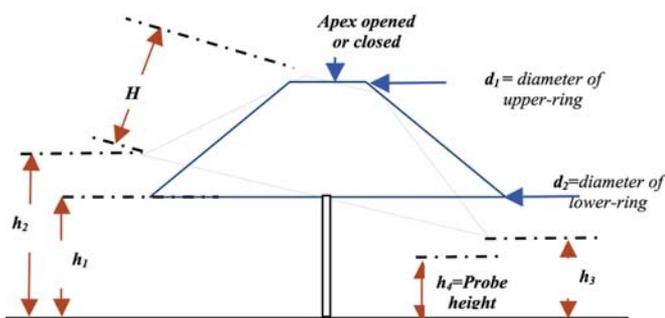


Figure 5: Schematic Conical-Tent Model Used in the Wind Tunnel Experiments

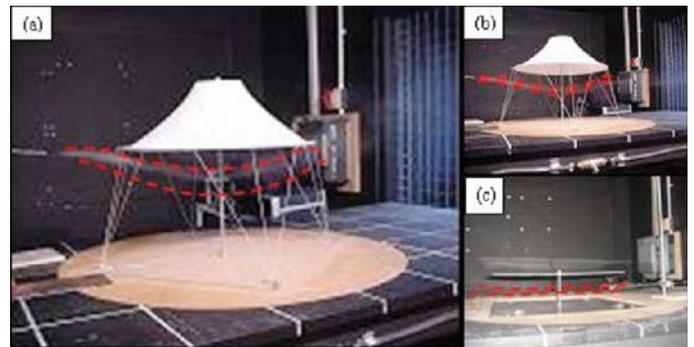


Figure 6: Wind tunnel experiments showing the effect on airflow of a 17cm conical-tent with closed apex and a circular flat disc 3mm high

Waqf et patrimoine architectural et urbain traditionnel dans les pays musulmans

Maaouia Saidouni

Architecte-urbaniste, Docteur en aménagement.
Enseignement et recherche en urbanisme et patrimoine.
2004-2005: Conférencier (Montréal).
1995-2004: Maître de conférences et expert (Alger).
1997-1998: Directeur-adjoint de la post-graduation et de la recherche (Alger). 1 livre publié. 22 articles publiés. 16 travaux et communications non publiés. 7 projets de recherche.

Adresse postale:

11527 rue de Saint-Réal, Montréal, QC, H3M2Y7, Canada.

Adresse courrier électronique:

msaidouni@yahoo.ca

Téléphone:

1-514-956-0863

Introduction

Le waqf (habous)¹ est un outil patrimonial traditionnel. Peut-il être, aujourd'hui, un cadre de préservation et de promotion du patrimoine architectural et urbain traditionnel dans les pays musulmans ? Condensateur de valeurs spirituelles, patrimoniales et socioéconomiques, il peut contribuer à l'intérêt général et au développement urbain (Cizakca, 2000). Il puise sa force des valeurs communautaires (Chahine, 2004), devenant, par conséquent, un instrument de participation sociale à la préservation, plus efficace que les approches bureaucratiques unilinéaires.

La marginalisation du waqf et l'abandon du patrimoine traditionnel participent d'une même réalité. À l'incapacité de connaître et de reconnaître le patrimoine historique et de fonder des outils efficaces de préservation, se greffe la marginalisation du waqf, résultat d'évolutions endogènes et exogènes. Nous soutenons que la mise en valeur du patrimoine architectural et urbain traditionnel gagnerait beaucoup d'une réactivation du waqf. Cette hypothèse sera développée selon deux axes : l'un montrant l'importance croissante du waqf dans la recherche patrimoniale ; l'autre explorant la relation entre patrimoine et waqf et les possibilités d'intégration du waqf aux stratégies contemporaines de préservation.

Le waqf dans la recherche patrimoniale

Des chercheurs s'intéressent au rôle du waqf dans la vie urbaine, culturelle et socioéconomique des sociétés musulmanes avant les processus de modernisation, et les études waqfiennes ne sont plus cantonnées aux sciences juridiques et historiques. Ce recours au waqf exprime un besoin d'actualisation des connaissances et outils de recherche. Parallèlement, apparaît un intérêt pour le potentiel contemporain du waqf (Deguilhem, 2004).

L'intérêt pour le waqf dans les études juridiques a commencé durant la période coloniale sous l'impulsion de l'administration qui y voyait un obstacle à ses projets (N. Saidouni, 2001). Actuellement, les tentatives de revitalisation du waqf dans la dynamique sociale (Abdel Mohsin, 2005) suscitent un intérêt pour la réglementation, après des décades de laisser-faire sous prétexte de modernisation et de renouvellement des cadres sociaux traditionnels (M. Saidouni, 2002).

Pour les études socioéconomiques, les documents du waqf fournissent des données sur la l'organisation sociale, les motivations des fondateurs, les rapports de force entre groupes. Ils informent sur la situation économique globale, à travers les revenus et les dépenses. Enfin, ils éclairent la situation foncière (Barkan, 1939), financière et économique (Al-Masri, 1999). Le waqf est aussi un indicateur de valeurs sociales : services religieux, culturels, éducatifs, vie quotidienne, solidarité, famille, droits des femmes, des orphelins, des nécessiteux et des communautés. Le waqf est un outil socioéconomique et pas seulement un acte religieux de bienfaisance (N. Saidouni, 2001).

Mais c'est en histoire urbaine locale que l'apport du waqf est déterminant. Durant l'époque ottomane, une grande proportion des biens fonciers urbains et agricoles y était rattachée : Istanbul comprenait 4.000 waqfs ; le huitième des biens enregistrés en Égypte, en 1927, était waqf ; le tiers des terres agricoles exploitées en Tunisie était waqf à la veille du protectorat français (1881) ; les trois-quarts des terres étaient des waqfs à Alger, en 1830 (N. Saidouni, 2001). Le waqf avait aussi un rôle dans les projets de transformation urbaine et il a même été un instrument de création de villes nouvelles dans certaines provinces ottomanes (Al-Arnaout, 2005). L'intérêt historique pour le waqf s'explique aussi par ses règles strictes d'enregistrement. Les documents du waqf sont nombreux dans les archives et représentent une matière première de connaissance des aspects matériels et immatériels de l'histoire locale à travers des données sur les fondateurs, les bénéficiaires, les revenus, les dépenses, les fonctions et la topographie (N. Saidouni, 2000).

Des contributions ont montré l'apport du waqf au développement de la ville musulmane (Al-Aoudat, 2002) ; d'autres ont abordé la relation directe entre waqf, aménagement urbain et évolution des quartiers des grandes villes, comme l'étude de Stéphane Yerasimos sur le waqf et l'aménagement urbain d'Istanbul au XIX^{ème} siècle (Yerasimos, 1994), ou celle de Faruk Bilici sur les waqfs ottomans d'un quartier d'Istanbul pendant le XVI^{ème} siècle (Bilici, 2005).

Des recherches récentes ont exploré la relation avec l'architecture. Les documents de waqf servant à la connaissance du patrimoine architectural et ses concepts. Des études se sont concentrées notamment sur les grands monuments religieux entretenus grâce aux revenus de waqfs, comme la Grande Mosquée et Djamaa al-Djadid d'Alger (Chergui, 1998) ; d'autres ont approché des équipements urbains traditionnels comme les hammams (Seffadj-Cherif, 1996).

Ainsi apparaît l'importance croissante du waqf pour différents domaines de la recherche patrimoniale. Mais qu'en est-il de la relation du waqf avec le patrimoine architectural et urbain et son rôle potentiel ?

Actualité de la relation waqf/patrimoine architectural et urbain

La situation du patrimoine architectural et urbain traditionnel dans les pays musulmans apparaît dans l'état physique des bâtiments et l'absence de repères méthodologiques (M. Saidouni, 2001). La question de l'approche du patrimoine est centrale dans des sociétés où la formation de cette notion, dans son acception moderne, s'est faite

brutalement, sans gradation. Parmi les causes de l'état du patrimoine traditionnel : l'approche limitant l'acte de préservation à l'entretien physique (Hassan, 2005), l'improvisation, l'absence de conscience des dimensions de la préservation et la méconnaissance de ses impératifs sociohistoriques et esthétiques.

Dans cette perspective, le waqf apparaît comme cadre opératoire possible. Mais la relation entre patrimoine et waqf est ignorée car la notion de préservation du patrimoine matériel comme objet muséal reste dominante.

La préservation du patrimoine est celle d'un héritage et d'un instrument. Les édifices anciens et les tissus historiques sont mémoire et source d'enseignement, ce qui confère au patrimoine une certaine sacralité. Justement, cette sacralité caractérise le waqf qui repose sur les principes de durabilité et d'inaliénabilité garantis par la croyance religieuse. Ainsi, waqf et patrimoine ont des valeurs spirituelles comparables. Le waqf pouvant constituer, comme ce fut le cas, un instrument efficace de préservation.

Mais le patrimoine ne peut être réduit à sa valeur spirituelle et esthétique. Face à l'évolution accélérée des sociétés modernes, il doit être intégré à la vie contemporaine (UNESCO, 1976). Ce qui pose la problématique du patrimoine comme instrument économique à caractère culturel. Cette approche conciliatrice entre préservation du patrimoine et intégration au monde contemporain a déjà été proposée durant la première moitié du XX^{ème} siècle (Giovannoni, 1931). Dans les pays en développement, cette approche conciliatrice devient problématique face à l'expansion urbaine et aux aspirations au confort moderne qui s'expriment à travers de nouveaux matériaux et techniques de construction gangrenant les tissus. Là aussi, patrimoine et waqf présentent des analogies. Le waqf est aussi confronté aux pressions et aux intérêts matériels contemporains. Malgré leur immunité religieuse, nombreux sont les biens ruinés, détournés ou exploités indûment. Dans certains pays une abrogation officielle du waqf a été promulguée sous prétexte d'inadaptation à l'esprit du temps et d'efficacité économique, mais ces positions radicales reculent et le waqf a été réhabilité dans de nombreuses législations comme élément spirituel, social, économique, voire monétaire, contribuant à la solidarité sociale et orientant les fortunes individuelles vers l'intérêt général.

Présentement, avec le concept de développement durable, patrimoine et waqf apparaissent comme garants d'un développement authentique préservant la mémoire, contribuant à la réalisation des besoins sociaux et dépassant les cadres du développement de rupture et de la modernité dogmatique.

Pour préserver le patrimoine il faut le connaître. Il existe un devoir d'inventaire. Dans les pays musulmans, le plus important outil d'inventaire est constitué par le waqf et sa fonction d'enregistrement des biens et de leurs caractéristiques : topographie, fonction, revenus, dépenses, terminologie architecturale et urbaine, voire matériaux et techniques de construction et d'entretien, comme l'a montré une étude basée sur les documents de waqf de la Grande Mosquée d'Alger (Chergui, 1998). Les études patrimoniales peuvent tirer profit des documents du waqf, en l'absence d'autres documents historiques. De plus, il s'agit de documents de première main contenant une matière première pour une connaissance fine d'une partie du patrimoine.

La conception moderne du patrimoine est inclusive englobant des composantes des différentes périodes historiques. Le waqf aussi est un phénomène global et inclusif, il est autorisé de constituer en waqf toute chose pouvant générer un bénéfice pour la collectivité. Historiquement,

le waqf a englobé les édifices (publics ou privés), les commerces, les terres agricoles et des objets utilitaires. L'approche de la civilisation musulmane envers le patrimoine (le waqf en est une manifestation) est avant tout globale et rencontre, en ce sens, l'approche patrimoniale contemporaine (Hassan, 2005).

BIBLIOGRAPHIE

- ABDEL MOHSIN (MAGDA ISMAIL) (2005). The Revival of the Institution of Waqf in Sudan, in *Awqaf*, no 8, year 5, May 2005, Published by Kuwait Awqaf Public Foundation: pp. 33-61 (en arabe).
- AOU DAT (MOHAMED AL-) (2002). Rôle du waqf dans l'évolution de ville musulmane, in *Revue de la ville arabe*, numéro 108, Oraganisation des villes et capitales arabes, Koweït (en arabe).
- ARNAOUT (MOHAMED MOUFAK AL-) (2005). Rôle du waqf dans la fondation des villes nouvelles en Bosnie (cas de Sarajevo), in *Awqaf, idem*, pp. 47-57 (en arabe).
- BARKAN (OMER LUTFI) (1939). Problèmes fonciers dans l'Empire Ottoman, in *Annales d'histoire sociale*, 1^{ère} année, n° 3: pp. 236-237.
- BILICI (FARUK) (2005). Les waqfs ottomans à Istanbul au XVI^{ème} siècle : la nahiye de Mehmed II (Fatih), in *Awqaf, idem*, pp. 11-31.
- CHAHINE (GHANEM ABDALLAH) (2004). Rôle du waqf dans le renforcement des valeurs islamiques dans la société koweïtienne, *International Symposium : Breaking with the Past : New Directions for Pious Waqf Foundations in Post-Colonial Middle Eastern Societies*, directed by Randi Deguilhem and Floréal Sanagustin, with the sponsorship of the Islamic Legal Studies Program, Harvard Law School and Institut Français du Proche-Orient, Damascus, 24-26 september 2004 (sous presse) (en arabe).
- CHERGUI (SAMIA) (1998). *La restauration architecturale de la Grande Mosquée d'Alger à travers les fonds d'archives de l'époque ottomane*, Thèse de Magister, école polytechnique d'architecture et d'urbanisme d'Alger.
- CIZAKCA (MURAT) (2000). *A History of Philanthropic Foundations: The Islamic World from the Seventh Century to the Present*, Istanbul : Bogazici University Press.
- DEGUILHEM (RANDI) (2004). Casser le triangle et le reconstituer : la reconfiguration des waqfs en Syrie indépendante et enjeux sociopolitiques, *International Symposium : Breaking with the Past..., idem*.
- GIOVANNONI (G.) (1931). *Vecchie città ed edilizia nuova*, Torino : UTET.
- HASSAN (NOUBI MOHAMED) (2005). Les valeurs du waqf et la théorie architecturale – approche contemporaine, in *Awqaf, idem*, pp. 13-45 (en arabe).
- MASRI (RAFIK YOUNES AL-) (1999). *Le waqf : législation et économie*, Damas, Dar al-Maktabi, 1^{ère} édition (en arabe).
- SAÏDOUNI (MAAOUIA) (2002). État moderne et waqf en Algérie, *Colloque international sur Le rôle des fondations pieuses en Algérie (17^è-19^è siècles) : sources, problématiques et thématiques*, organisé par Randi Deguilhem, Maison méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Aix-en-Provence, France, 13-14-15 juin 2002.
- SAÏDOUNI (MAAOUIA) (2004). évolutions récentes de la réglementation algérienne sur le waqf, *International Symposium : Breaking with the Past..., idem*.
- SAÏDOUNI (MAAOUIA) (2001). Pour une préservation consciente du patrimoine urbain en Algérie (Essai sur la notion de patrimoine urbain), in *Revue Dirassat Inssania* (Etudes en Sciences humaines), Université d'Alger, n° 1/2001, pp. 231-247 (en arabe).
- SAÏDOUNI (NACEREDDINE) (2000). Les documents du waqf des archives algériennes relatifs à l'époque ottomane, in *Feuillets algériens*, Beyrouth, Dar al-Gharb al-Islami, pp. 41-58 (en arabe).
- SAÏDOUNI (NACEREDDINE) (2001). *Études historiques sur la propriété, le waqf et la fiscalité (époque moderne)*, Beyrouth, Dar al-Gharb al-Islami, 426 p. (en arabe).
- SEFFADJ-CHERIF (NABILA) (1996). *Les hammams d'Alger de l'époque ottomane à travers les documents de waqf*, Thèse de Magister, école polytechnique d'architecture et d'urbanisme d'Alger.
- UNESCO (1976). *Recommandation concernant les tissus historiques et leur rôle dans la vie contemporaine*, Nairobi, 1976.
- YERASIMOS, STÉPHANE (1994). Les waqfs dans l'aménagement urbain d'Istanbul au XIX^{ème} siècle, in *Le waqf dans le monde musulman contemporain*, Varia Turcica XXVI, Istanbul: pp. 43-49.

¹ Le waqf désigne l'acte de donation perpétuelle d'un bien (bâti ou non) à une fondation pour des œuvres précises. Le bien devient ainsi waqf ou habous. Concrètement, le régime du waqf englobe de nombreux édifices du patrimoine architectural traditionnel, eux-mêmes des biens waqf ou bénéficiant de revenus de biens waqf pour leur entretien.

Le devenir du "Hawch", espace hérité dans le Beyrouth contemporain. Le cas de « Khandak al Ghamik »

Nina Zeidan

Dans l'enseignement depuis 1999- Chef de département de paysage à l'Université Libanaise depuis 2003- Chargée de cours en architecture de paysage à l'Université Libanaise et l'Université Saint Joseph au Liban. Doctorante en urbanisme à l'EDU (Environnements et Dispositifs Urbains)- INSA de Lyon – France ; sous la direction de Professeur Jean-Yves Toussaint.

Adresse postale:

5812 Bld des Rossignols- Laval- Québec- H7L 4Z2.

Adresse courrier électronique:

nhakim@ul.edu.lb, nina.zeidan@gmail.com

Téléphone:

+ 961 1 510 870 - +1 514 805 4872

De tout temps les villes se sont reconstruites sur elles mêmes; ces transformations successives portent aujourd'hui le nom de « renouvellement urbain ». Les opérations correspondantes se déclinent en concepts de « rénovation urbaine » ou de « réhabilitation ». Rénover consiste à détruire ce qui doit être remplacé par du neuf, en respectant ou non l'ancienne morphologie urbaine. Réhabiliter c'est conserver cette dernière en donnant un « coup de neuf » et en mettant le bâti aux normes de confort et de sécurité requises de nos jours. L'ensemble de ces opérations s'accompagnent ou non, selon la volonté politique et les lois de l'économie et du marché, de changement des types de population résidente. Les problèmes de ce « renouvellement urbain » peuvent ainsi s'énoncer à travers les questions suivantes :

- Que doit-on ou peut-on détruire et que construire sur les espaces libérés ?
- Que doit-on conserver et mettre au goût du jour ?
- Pour quelles populations et quels usages ?

La ville de Beyrouth ravagée par une guerre de plus de 15 ans, offre un terrain d'observation particulièrement fertile pour comprendre ces questionnements, notamment par l'étude du centre-ville et de sa périphérie immédiate.

Cette communication s'alimentera plus particulièrement sur le terrain de deux quartiers emblématiques possédant avant guerre un tissu morphologique et social identique. Le premier, vidé de ses habitants, a été réhabilité par la société privée en charge de la reconstruction du centre-ville dévasté par la guerre. Le second, en périphérie de ce centre, continuellement habité et actuellement soumis à des pressions diverses, est en attente de son avenir.

La morphologie urbaine prise en compte est celle des « *hawchs* » forme traditionnelle présente dans nombre de villes du Machreq et du Maghreb.

Porteur d'urbanité, il est un phénomène atemporel spécifique à la ville, le *hawch* a été mal interprété et souvent mal défini. Il se présente dans notre cas, comme concept socio-spatial, qui, au delà de son spatial capable de gérer la densité urbaine, est le centre d'un monde social qui l'organise dans une relation interdépendante, structurant et structurante du paysage urbain de la ville méditerranéenne.

Une étude empirique menée dans le cadre d'un master en urbanisme en 2005, nous a permis, au delà des lectures déductives, de décrire le *hawch* beyrouthin comme étant un ensemble d'habitat populaire¹ autour d'un espace végétal à ciel ouvert, à usage multiple et entouré d'une enceinte de hauteur variable. Il est clôturé, et ne communique avec l'espace adjacent, le « Zoukaq », la rue étroite qui le borde, qu'au travers d'une porte de dimension modeste. Le *hawch* suit une logique propre de connections intérieures pour former un quartier « Harat » et ainsi constituer un tissu urbain particulier. Occupé par des familles parentes ou issues d'un même milieu géographique, il a une toponymie identitaire des occupants principaux.

Bien que les raisons de l'organisation spatiale des *hawchs* puissent varier selon différentes sources², entre raison sociale, ethnique, religieuse et /ou sécuritaire, il en reste que l'une des raisons majeures, serait dans la complexité de la condition climatologique des pays arabes et méditerranéens qui nécessita une réponse architecturale se manifestant en son espace intérieur³.

Le *hawch* est connu par son hospitalité et son concept écologique. Comme réponse climatologique, il est un espace à ciel ouvert, où le végétal et le minéral vont de pair comme éléments structurants de l'espace.

Dans les habitats traditionnels urbains étudiés à la périphérie de Beyrouth, le *hawch*, est un jardin qui forme un sas entre l'espace privé de l'intérieur et l'espace public de la rue. Il est le centre d'activités communautaires, un endroit sécuritaire pour le jeu des enfants, et de tâches domestiques de la maison (cuisiner, laver, lessiver...) : toutes les cellules (de 1 ou 2 étages) l'entourent et s'ouvrent à lui. Une « Bahra »⁴ ou « Birkeh » centrale y rafraîchit l'air sec et chaud de ces régions. Les arbres, généralement fruitiers ou ornementaux tels les : oranger, néflier, palmier dattier, vigne, grenadier...qui y sont plantés donnent de l'ombre et empêchent les rayons de soleil de réchauffer les façades ; ils participent à donner vie et convivialité au cadre bâti. C'est le lieu par excellence de rencontre de la famille, spécialement les femmes pour une « sobhiyeh »⁵. Le sol peut être dallé. Des bancs construits en béton désignent la « A'adet »⁶ autour du bassin.

Les quartiers en études

Le premier quartier d'étude *Saifi* (situé au centre- ville de Beyrouth), a été réhabilité⁷ et gentrifié pour une population différente des habitants antérieurs. Des bobos originaires des pays du golfe ou libanais nantis occupent aujourd'hui le quartier.

Le second *Khandak al Ghamik*- Bachoura Est- (périphérique au centre), a gardé ses anciens occupants ; il est dégradé et a subi des implantations sauvages de qualité médiocre introduisant une note discordante dans l'harmonie du paysage initial. Il subit aujourd'hui des tensions internes et externes qui mettent en question son avenir.

Ce dernier peut se décliner selon la logique d'investisseurs privés qui décideraient un futur en rupture avec la morphologie ancienne, le

cadre paysager végétal et la population résidante ou bien selon le désir de ces dernières, à savoir une réhabilitation ou un renouvellement mesurés, respectant cadre, pratiques et usages.

L'hypothèse de recherche est que le *hawch* serait un instrument du renouvellement durable, dans ses dimensions, environnementale et sociétale.

La validation de cette hypothèse passe par l'identification des mutations urbaines socio spatiales locales, la compréhension des processus qui les ont conduites et leur acceptation ou contestation sociale.

Postuler sur le devenir de *hawchs*, serait en l'appréhendant en tant que concept architectural, social et urbain traditionnel et en l'inscrivant dans les tensions (foncières, sociales, économiques et politiques) et dans la politique actuelle de la ville de Beyrouth.

Nous l'approcherons à l'échelle micro- celle du lot ou ilot- car plus saisissable et analysable socio-spatialement, dans le sens que le *hawch* se présente comme un instrument actif d'organisation des hommes entre eux et avec leur environnement immédiat.

Une enquête empirique et semi dirigée nous a permis de reconnaître que l'ensemble des *hawchs* beyrouthins enquêtés et étudiés semble connaître une double tension : l'une interne, lente et locale, l'autre externe et rapide. La première gérant le quotidien à la fréquence communautaire, dans ce sens ils se trouvent confrontés dans leurs structures propres aux évolutions technologiques, régis par les normes de l'habitat moderne qui les côtoient ou les remplacent. Ils survivent au gré de leurs propriétaires, où la compétence de ce dernier à les modifier par des ajouts verticaux ou horizontaux, parfois dans la cohérence ou même l'incohérence de convertir l'espace afin de l'adapter aux besoins émergents de la modernité et de l'urbanité. En plus sur le plan social cette tension se situent entre résistances et transformations ; une résistance qui semble résider dans le traditionalisme des sociétés connaissant une structure patriarcale et un repli communautaire à se moderniser, et une transformation (observée surtout au niveau de la troisième génération) en terme de modernisation de la famille – vestimentaire, comportementale - en plus du double rôle de la femme qui de nos jours accède au travail et occupe rarement l'espace domestique du *hawch*.

La deuxième externe menée par les décideurs de la ville à travers des politiques urbaines du centre-ville avoisinant rythmée par la spéculation foncière que connaît Beyrouth centre à l'exemple du projet *Saifi village* vidé de ses habitants originaux renouveler à l'ancienne et vendu à une population nantie.

Conclusion

Derrière ces tensions pointent deux conceptions de l'urbanisation. La planification urbaine avec sa rationalité urbanistique s'oppose à la planification économique fondée sur la rationalité économique des investisseurs. L'une vise la ville comme lieu à aménager pour tous, comme bien commun ; l'autre vise la ville comme lieu d'investissement économique à ménager selon les règles du marché. Selon ces deux rationalités, la ville n'est pas la même mais un instrument de deux modes de la penser et de la vivre : le premier, concret, prend en charge le bien commun et pose ce dernier comme substrat de l'économie, le second, abstrait, prend en charge l'économie et pose le marché comme substrat du bien commun.

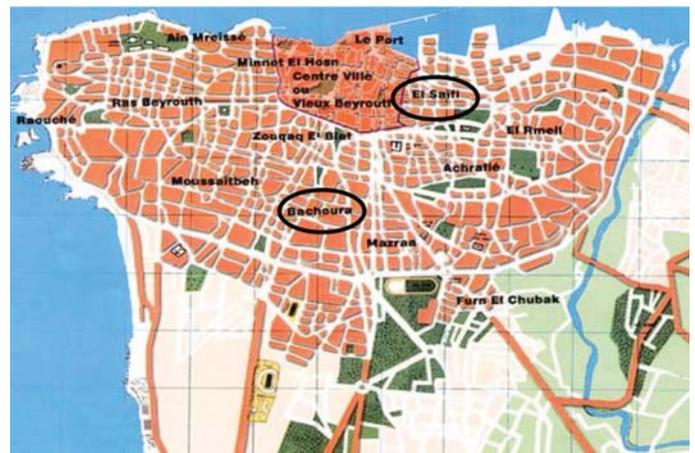
Les objets techniques que sont la ville et le *Hawch* sont bien plus que le substrat des pratiques sociales urbaines, ils en sont les instruments. En cela la ville comme le *Hawch* sont des objets culturels parce qu'ils sont

appropriés à des façons de vivre, sans être appropriés par des groupes ou des communautés. L'antagonisme entre *Saifi* revu par Solidère et *Khandak al Ghamik* est celui de deux cultures qui s'affrontent : celle fondée sur les grandes traditions de l'interprétation du Livre et celle fondée sur la tradition économique et marchande.

L'objet technique vieilli qu'est la ville ancienne est un mélange de technique et de culture qui rend la ville habitable et viable. La culture est porteuse de mémoire collective. Culture et technique ne sont donc pas antagonistes.

Le *hawch* est un concept qui a perduré durant des siècles, s'adaptant et adoptant les nouvelles technologies et les équipements modernes, recherchant par cela un confort et une qualité de vie qui n'a pas altéré son social (ancré dans l'habitus) et son passé. C'est « dans la tradition que réside la pérennité de leur modernité » [Léon KRIER, 1996], porteur de devenir.

- 1 L'habitat initial du *hawch* est unicellulaire et pavillonnaire. De nos jours certaines maisons patrimoniales sont remplacées par des immeubles de 4 à 5 étages de hauteur.
- 2 Se référer aux études des orientalistes, et des chercheurs de la ville arabe qui ont approché très sommairement le *hawch* dans le Machreq ou le Maghreb, en le définissant comme modèle du « village dans la ville » au lieu d'un modèle urbain.
- 3 Contrairement au *dar*, espace organisationnel ; dans les typologies beyrouthins étudiés, l'espace ouvert du *hawch* peut ne pas être central et par ce fait, l'hierarchie dans la répartition des logis autour de lui n'existe pas.
- 4 Bahra ou Birkeh : bassin d'eau
- 5 Sobhiyeh : rencontre matinale des femmes autour d'un narguilé et un café.
- 6 A'adet : endroit où l'on s'assoit.
- 7 Une société privée Solidère fut créée en 1990 pour reconstruire le centre-ville de Beyrouth.



Carte de Beyrouth montrant les quartiers étudiés



« Hawch » de la famille BAGHDADI



Intérieur de « Saïfi Village »



Les « Hawchs » de Khandak al Ghamik

The city shape and its natural context

Maria Rosália Guerreiro

Urban designer and assistant professor

Research interests:

Natural environment and urban morphology, topography and urban form, ecology and territory, vernacular and regional architecture, sustainable urban design, bioclimatic design

Address:

Department of Architecture
ISCTE, Av. das Forças Armadas, 1649-026 Lisbon – Portugal

e-mail

rosalia.guerreiro@iscte.pt

Telephone:

00351 919201737

INTRODUCTION

The subject of the present work is the study of the relationship between the city's shape and its natural context. The 'design' of cities over a territory doesn't happen independently of its natural context. The surface of the land has already its own form which determines the pattern of many cities. The climate characteristics also suggest different sites and forms of occupation.

As a result of these constraints, man has made beautiful and sustainable urban landscapes over the time, especially those non-planned cities, called organic, generated, vernacular, spontaneous or geomorphic. Many of them, like the Mediterranean cities, have so strongly accepted the natural features, that it is possible to identify urban patterns according to its natural environment.

The study of the urban form is associated to the idea of rational planning and the production of a model. The territory, as the base for our activities, has been seen many times as an element which generates irregularity to the urban form.

The objective of the proposed paper is to show the relationship between the structural quality of the Portuguese traditional cities and its natural context. Starting from this point we try to explain the genesis and growth of urban forms, especially those called organic or geomorphic.

THE NATURAL CONTEXT AND THE URBAN FORM

The territory and its natural features (topography, climate, etc.) are determinant for the configuration of the city. For example, in the middle of slope, or at the ridge of a mountain occurs a natural concentration of settlements.

For understanding the genesis and form of these spaces is necessary to know the elements of urbanization of the territory. The paths, or the division of the land, which generates the urban matrix are examples of

structures produced by man that are closely related with the natural environment.

In this way the natural pre-existences participate in the shape of the urban form by producing a relationship between territorial typology and urban typology.

THE PATHS AND THE URBANIZATION OF THE TERRITORY

The paths are the most important elements in the urbanization of the territory. The roads which cross a continent or the link between two settlements are the first structure created by man. Each building or groups of buildings are linked by paths, and the paths are always the antecedents of any urban structure.

The relationship between paths and the topography seems to be obvious: crossing the less distance with minimum effort. In this way, itineraries should be traced along the ridge lines, valley lines or parallels to the contour lines. This typology is more efficient in regions where the topography is extremely accentuated.

The path works as a guide line for the structure of the settlement. They are the first step for the construction of the city. The accessibility it's vital for its growing or death. Being paths a collective space they function as the most stable structure over a territory.

PORTUGUESE URBAN SITES: A TYPOLOGY FOR THE ISLAND OF AÇORES

At Island of Açores the settlements are frequently conditioned by the topography and climate. The majority of the urban settlements are on the coast, next to the sea, where they can achieve the bioclimatic comfort.

The follow classification gives us an overview of the existent urban sites and their morphology. Despite the location of the islands at the Atlantic sea they present many Mediterranean characteristics.

Coast promontory settlement:

Generally the ridge lines and promontories are the first places to be settled in a territory. This happened by motives of defence, bioclimatic comfort or accessibility.

Figure 1 shows the settlement of Vila do Porto located on a promontory site at the island of Santa Maria. The urban form is linear and shaped by the land available on the top between two profound valleys. The main street is the spine of the urban structure and is developed through the ridge line, perpendicular to the sea coast. This street was constructed over an old ridge path which guarantees the accessibility to the interior of the island. Parallel and perpendicular streets are developed to the main street. The centre of the promontory tends to be the centre of the system through the location of the plaza and the church.

Mouth of the river settlement:

Valley lines are so important for the establishment of paths over the territory as the ridge lines. But the bottom of the valleys is less stable and defensible. The settlements are not permanent and only appear in periods of peace.

Figure 2 shows the settlement of Faial da Terra located at a bottom of a valley next to the mouth of the river at the island of São Miguel. The urban form has the same geometry as figure 1, but this time shaped by the valley line and by the land available at the river-side. Here the buildings were placed along the valley path which follows the river until the sea.

Usually the settlement and waterfront are more developed at the right side of river because of the solar exposure.

Coast upland settlement:

This topographic form is typical of volcanic islands and it is generated by the lava of the volcano in contact to the sea.

Figure 3 shows the settlement of Maia located at the North side of the island of São Miguel. The urban form is adapted to the surface of the upland and the geometry tends to be more orthogonal than any other types here mentioned. This fact happens because of the absence of territorial constrains.

Coast bay settlement:

The bay is a site which has always been very attractive to the human settlements. Usually they are important ports and centres of exchange.

Figure 4 shows the settlement of Baía de São Lourenço located at the island of Santa Maria. Bays are normally formed by two promontories at the extremes. Each promontory is associated with a small river where the settlement starts. With time, the settlements at the extremes are unified by a path parallel to the contour lines which became the main street of the urban system. According to the degree of the slope several parallel and perpendicular streets to the waterfront are settled.

THE URBAN SITE AS A CLIMATE RESPONSE

This elementary typology of urban sites set out for the islands of Açores can be divided in two main groups: elevations or salencies and depressions or recesses. Each topographic site is settled according to its microclimate conditions.

On the South side of the islands the implementation of the settlement at recesses prevails. This situation allows combining a good solar exposure in valleys and bays opened to the rotation of the sun, with a good protection of the winds from West, more frequent in the winter. For the same reason, on the North side of the islands the implementation of settlements at salencies prevails.

In both situations the orientation of the streets is North – South which allows a good orientation for the buildings (East – West) protected from the North and with good ventilation. The churches are systematically oriented East – West using the sun rise light at the sacred conception of the space.

BIBLIOGRAPHY

- CANIGGIA, G., MAFFEI, G. L. - *Il projecto nell'edilizia di base*, Marsilio, Veneza, 1984.
- CATALDI, Giancarlo. - *Per una scienza del territorio: Studi e note*, Saggi e documenti 6, Biblioteca di Architettura, Firenze, 1977.
- GEIGER, Rudolf - *Manual de Microclimatologia. O Clima da Camada de Ar Junto ao Solo*, 2ª Ed., Fundação Calouste Gulbenkian, Lisboa, 1990.
- GUERREIRO, M. Rosália P. - *O território e a edificação. O papel do suporte físico natural na génese e formação da cidade portuguesa*. Dissertação de Mestrado, ISCTE, Lisboa, 2002.
- GUERREIRO, M. Rosália P. - *Spatial analyses in Urban Morphology. A geometry for organic cities - Lisbon case study*, VI International Seminar of the Urban Form, Università Degli Studi, Alinea Editrice, Florença, 1999.
- RIBEIRO, Orlando - *Portugal, o Mediterrâneo e o Atlântico*, Sá da Costa, 5ª Edição, Lisboa, 1987.

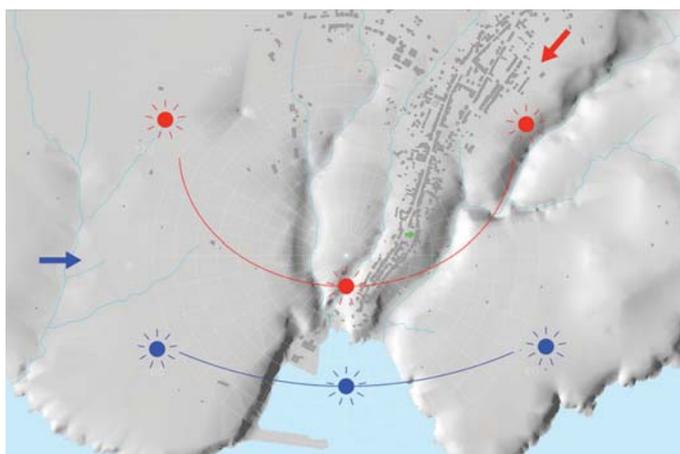


Figure 1 - Coast promontory settlement (Vila do Porto, Ilha de Santa Maria – Açores, Portugal)

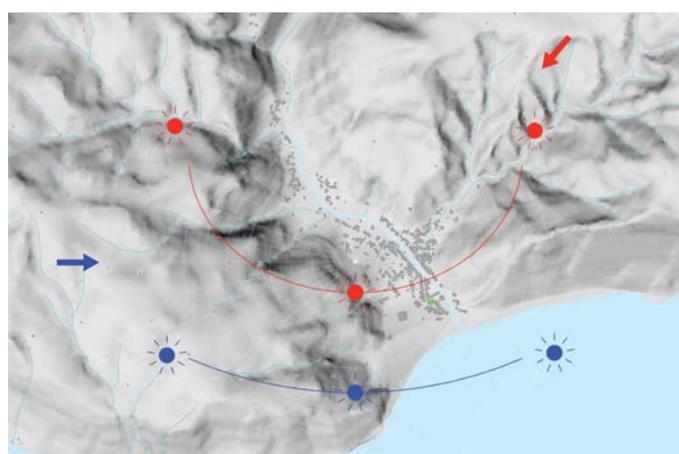


Figure 2 - Mouth of the river settlement (Faial da Terra, Ilha de São Miguel – Açores, Portugal)

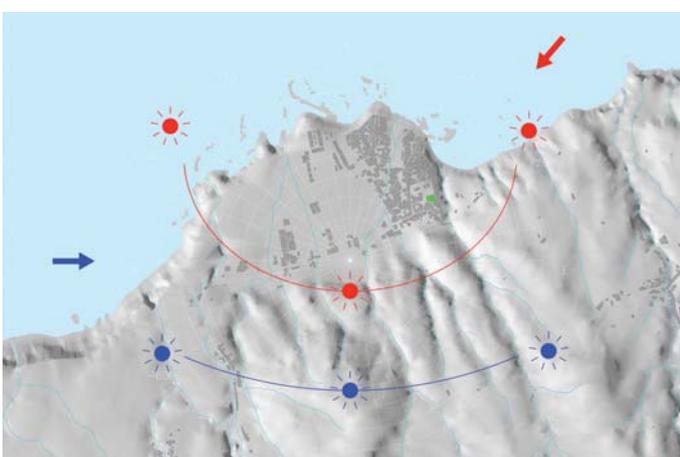


Figure 3 - Coast upland settlement (Maia, Ilha de São Miguel – Açores, Portugal)

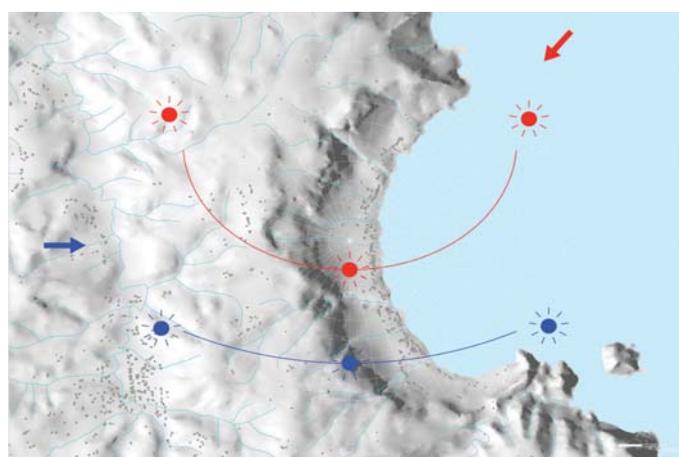


Figure 4 - Coast bay settlement (Baía de São Lourenço, Ilha de Santa Maria – Açores, Portugal)

From the territory to the city: the ground rules that have governed order to Lisbon's surroundings

Teresa Marat-Mendes and Maria Amélia Cabrita

Teresa Marat-Mendes is a Professor of Architecture and Urban Design at ISCTE. Major research interest in the area of sustainable development and rehabilitation of traditional landscapes and urban areas.

Maria Amélia Cabrita is an architect with vast work experience in the area of projects of architecture and rehabilitation. At present preparing its research master dissertation – Master on Architecture – at ISCTE.

Address:

SCTE – SAAU, Av. das Forças Armadas 1649-026 Lisboa – Portugal

E-mail address:

teresa.marat-mendes@iscte.pt and ma.cabrita@netcabo.pt

Telephone:

+351 21 7903060

1. Introduction

Currently integrated in the Metropolitan Area of Lisbon, Cascais belongs to a number of municipalities that formed historically the Region of Lisbon, said "*saloia*", its old Term, with which established, since very early times, close interdependence ties with particular characteristics. It is situated in a geographic area considered as "a transition zone", where "the great contrasts of the Ocean presence and the Mediterranean influence separates the country and comes to dissolve themselves" (1). The climate and other natural conditions contribute to very different geographic environments and to a rich landscape diversity, of natural and human occupancy, from which the greater area can be identified to be of Mediterranean characteristics, marked by the successive occupations of Romans and Arabs, that can be reviewed in the typical productions of the trilogy "bread, wine and oil" (2), as well as in one intelligent multicultural scheme, also establishing solid traditions in the irrigation systems and in the division of the property (3).

2. The human settlements, morphology and character of the small settlements

"The most common human settlement form on the Mediterranean is the cluster" (4), who's principal reason supporting its constructions was the need for defence; therefore, they were strategically located in high levels in order to dominate the landscape. Its overall built image shows a piling of several houses, forming narrow streets and sinuous alleys, demonstrating morphologic characteristics that derived from density, narrow and shadow streets; these were the first centres of truly urban life in Europe.

"Villages and deserts", the summary that a writer from the end of XV

century makes of the country (5) is still very expressive to describe, until 1950, most of the interior of the neighbour municipalities of Lisbon. But this territory, in the widest context of Lisbon's Region, proves, through the abundance and value of the archaeological findings, to have been a tempting territory since very early times, such as the Palaeolithic period (6). Also the small nucleolus of the inner areas can have found their origin in precarious occupations of the Palaeolithic period or already from the Neolithic and Calcolítico, continuing its fixation with a much more sedentary occupation based on "Casais Agrícolas" from the Final Bronze and the Age of the Iron and finally in settlements in the following periods, with a special reveal to the Roman and Medieval occupation, including the Muslim period, in a continuous occupation that we dare here to propose.

As Lisbon is supplied by the *saloia* region, also Oeiras, Carcavelos or Cascais, even though in a smaller scale, also need laundrywomen, salesmen of goods, mainly fresh ones (7).

This means, that to a subsistence economy, of historical origins, for some '*saloios*', there was in addition the trade of excess, the servant work in the closest urban areas or the employment as stonemason, consigning to proximity a dependence that would pursue over time.

Though, a long period of economic stagnation seems to have characterized the history of these urban settlement until recent times, that even with Cascais promotion to a "Village of the Court", and its development from XIX century, together with other littoral settlements distinguished as beach resorts, had any influence to emphasize in this sleeping inner region (8).

But it can have been exactly this extraordinary isolation that allowed the consolidation and emergency of the *saloia* identity, object of analysis and of stigmatization some times, at different moments (9); an anecdote motivation until nowadays, that witnessed its designation of "*saloio*" to become fixed in the pejorative course of "rustic, rude and sluggish", as consigned in the dictionaries (10). Generally considered as descending from the Moorish populations that were banned from the re-conquered Lisbon, to whom Alfonso Henriques' allowed to settle in the Term, is most likely that its genealogy submerges into a variety of populations that have fixed here, and that formed its character and appearance mainly through the long hospitality of several generations of Christians and Muslims (11).

It was precisely the result of this hospitality or conviviality that can have shaped the present urban morphology in some of these small agricultural nucleus, and that leaves us to the typology of the Muslim city, with the individualistic organization in turn of the house or workshop with its closed patios, revealing intimate values that the modern city tends to reduce in favour of public spaces. Stressing over all the image of an organic settlement, of rounded block shapes, with convoluted and labyrinth circulation, and in presence of permanent high walls and portals, reserving the sight from patios, vegetable plots, and to all other volumetric elements from the architecture of addition, naturally practiced, as a right (12).

3. The vernacular "*saloia*" architecture. The materials and the processes of construction

"To no conditionings is the regional Architecture more firmly subject matter than to the shortage of the people and the materials of construction." (13.). Moreover, if the houses have few windows, it is mainly because they are expensive.

"Men build with the materials that are closest to his door and not

far from the form that nature provides them" (14) - the map of the distribution and incidence of stone construction matches with the geologic characteristics of the subsoil, limestone in majority (15).

The existence of stone quarries is very common in the region. Although today there are very few vestiges of this productive activity, that history refers to exist not only in the inner area of Cascais municipality, but also in its urban centre (16). It was precisely from this municipality that stone was extracted to reconstruct Lisbon after the 1755 earthquake (17), and more recently, the public works of the dictatorial regime of Salazar, the city and the Marginal Road (18).

The use of local stone, and the evolution of the constructive techniques, in walls of loose stones, walls of double line and covered pavements, is testified by archaeological findings that traces the Neolithic period (19). But it is surely with the Romans that new materials are introduced, technologies and new elements, such as whitewash, roofing tiles, bricks and glass windows, as well as previous architectural projects which allowed not only the "building of classic models in a region that was still in Proto-History" (20), as also the setting and repetition of models, of the repertoire from which the popular typologies can have appeared and later become known as traditional.

4. Housing Typologies

"The strong personality of the *saloi* reflects with all the vigour in the house that he builds up. Raised in solid stone masonry, its cubical volumes, completed with the Moorish roof of roofing tiles carefully settled, in the urban settlements or in the fields, between walls of loose stone, these are human elements of a balanced landscape, that the proximity of the city have not yet destroyed" (21).

Jose Manuel Fernandes (22), in his study, after several surveys, concludes the existence of three typologies in the *Saloi* Region, with elements that turn them to be specific of this zone, clearly distinguished from outsider typologies.

The most original one is the *Towered House*. It is defined through the presence of a quadrangular plan, with 2 storeys and roof of 4 water sides and another one of one level, annexed to the first, where is placed the kitchen, the woven and the chimney. In the interior, an "external house"- an atrium that embodies the main home building- that looks to the outside and offers distribution to the kitchen, and gives access to the bedroom on the upper floor through wooden stairs.

This is a plan that seems to have been done to exist separately: in the middle of the fields, the "*Agricola Casal*", partially framed with walls that define a discovered patio, is composed of an "external house" and several annexes- shaded - for everyday activities, and different animals. However, we can find this typology in small urban centres, along with some variations (23) and of others 2 types:

- *Towered House* of 2 storeys, of quadrangular plant, with incorporated chimney or annexed to the house, with or without exterior stairs and balcony.
- *Towered House*, with 2 or 4 water plan roofing system, having the volume of the side or top oven. Also internally this is composed of an "external house" that eventually distributes to other two or eventually three compartments.
- The house of two storeys, of elongated form and also compact, with a 4 waters roof and a variable number of windows, appears more suitable to an urban morphology, presenting a front-street façade.

The justification for the *Towered House*, whose model, dimensions and

proportions do rarely vary, seems to be exclusive from the *Saloi* Region (24), and the authors seems to find some formal approximations in the Medieval Tower, on the tower that announces the feudal system, to the littoral Moorish shelter, and finally to the Caaba.

5. Conclusions

In the small urban settlements of the inner area of Cascais Municipality, we can find a morphology and a vernacular architecture that reflects several civilization influences that have occurred during history and that testify a way of rural and closed life, in spite of the interdependence with the city, that confers a suburban character, identifying also, in the essential, with the Mediterranean civilization.

The overlay of an architectural model, as the Tower House, that is covered with a unique geometric trace, almost esoteric, to an urban grid as described, organic, spontaneous and fluid, can be explained by the persistence of crystallised models from roman inheritance, that came to found implementation in urban structures to which the Moorish civilization fixed its labyrinth contours.

REFERENCES

- (1) PEREIRA, Nuno Teotónio; FREITAS, António Pinto de; DIAS, Francisco da Silva-Zona 4. in *Arquitetura Popular em Portugal*. 2ª Edição. Lisboa: Associação dos Arquitectos Portugueses, 1980. p.339
- (2) RIBEIRO, Orlando- *Portugal O Mediterrâneo e o Atlântico*. 7ª Edição. Lisboa: Livraria Sá da Costa Editora, 1988. p.61
- (3) Ibid. p.79
- (4) Ibid. p. 35
- (5) Ibid. p. 95
- (6) CARDOSO, Guilherme- *Carta Arqueológica do Concelho de Cascais*. Cascais: Câmara municipal de Cascais, 1991. pp.16- 25
- (7) SILVA, Raquel Henriques da- *Cascais*. Lisboa: Editorial Presença, Lda., 1988. p.19:
- (8) ANDRADE, Ferreira- *Cascais Vila da Corte.Oito séculos de História*. Cascais: Câmara Municipal de Cascais, 1964. RAMALHO, Margarida de Magalhães- *Uma Corte à Beira Mar: 1870-1910*. Lisboa: Quetzal Editores/Bertrand Editora, Lda, 2003. COLAÇO, Branca de Gonta; ARCHER, Maria- *Memórias da Linha de Cascais*. Edição Fac-similada. Cascais: Câmara Municipal de Cascais / Câmara Municipal de Oeiras, 1999. PROENÇA, Raul- *Guia de Portugal*. Edição de texto integral da 1a edição de 1924. Lisboa: Fundação Calouste Gulbenkian, 1991.p.464.
- (9) SOARES, Maria Micaela- *Saloi*. Separata do Boletim Cultural da Assembleia Distrital de Lisboa, I Série No 91- 1989. Lisboa: Assembleia Distrital de Lisboa, 1990. pp. 1- 13 MANA, Donzília- *Algumas teses sobre a origem do saloi*. in Boletim Cultural. Mafra: Câmara Municipal de Mafra, 1994.pp.352-359
- (10) DICIONÁRIO DA LÍNGUA PORTUGUESA. Porto: Porto Editora, 2006.
- (11) CAETANO, Maria Teresa- *Colares*. Sintra: Câmara Municipal de Sintra, 2000. p. 40 (notas) GASPAS, Jorge- *Território dos saloi*. in Etnografia da Região Saloi: A terra e o homem. Lisboa: Instituto de Sintra, 1993. pp.2-18
- (12) GOITIA, Fernando Chueca- *Breve História do Urbanismo*. 5ª Edição. Barcarena: Editorial Presença, 2003. pp. 58-76. CARVALHO, Luís Sérgio- *Cidades Medievais Portuguesas: uma introdução ao seu estudo*. Lisboa: Livros Horizonte,1989. pp.12-17. ANDRADE, Amélia Aguiar- *A Construção Medieval do Território*. Lisboa: Livros Horizonte, 2001.
- (13) PEREIRA, Nuno Teotónio; FREITAS, António Pinto de; DIAS, Francisco da Silva-Zona 4. in *Arquitetura Popular em Portugal*. 2ª Edição. Lisboa: Associação dos Arquitectos Portugueses, 1980. p.387
- (14) Ibid.p. 388
- (15) Ibid.p. 388
- (16) SILVA, Raquel Henriques da- *Cascais*. Lisboa: Editorial Presença, Lda., 1988. p.22:
- (17) TEIXEIRA, Carlos A.; CARDOSO, Guilherme; MIRANDA, jorge- *Registo Fotográfico da Freguesia de S. Domingos de Rana e Alguns Apontamentos Histórico- Administrativos*. S. Domingos de Rana: Junta de Freguesia, 2003. pp. 30-31

(18) SABIDO, José Luís Tomé- *Tires, terra de canteiros*. S. Domingos de Rana: Junta de Freguesia e Associação Cultural de Cascais, 2003.p.10

(19) CARDOSO, Guilherme; CABRAL, João Pedro- *Povoamento e Arquitectura Popular na Freguesia de Cascais*. Cascais: Junta de Freguesia, 2004. p.11

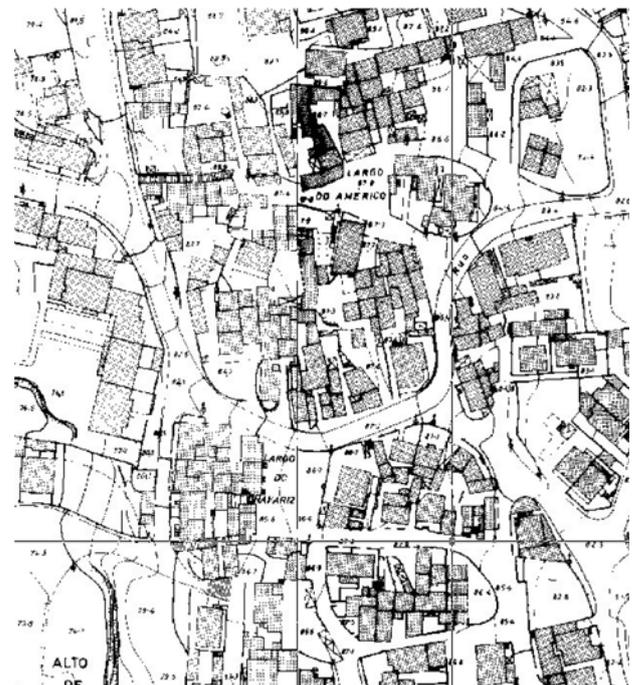
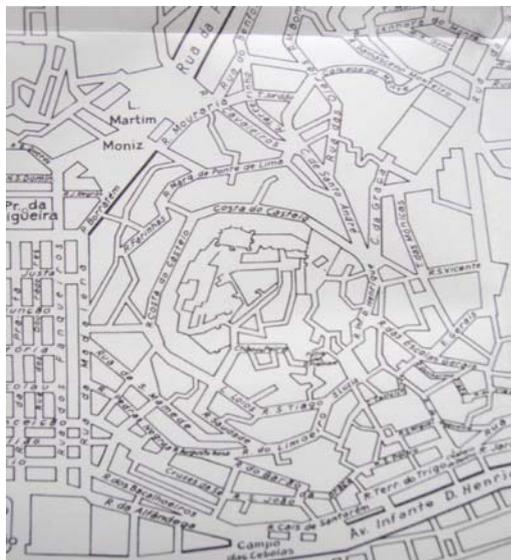
(20) Ibid. p.12

(21) PEREIRA, Nuno Teotónio; FREITAS, António Pinto de; DIAS, Francisco da Silva-Zona 4. in *Arquitectura Popular em Portugal*. 2ª Edição. Lisboa: Associação dos Arquitectos Portugueses, 1980. p. 435

(22) FERNANDES, José Manuel; JANEIRO, Maria de Lurdes- *Arquitectura Vernácula da Região Saloia: enquadramento na Área Atlântica*. Lisboa: Ministério da Educação/ Instituto de Cultura e Língua Portuguesa, 1991.

(23) Ibid. pp.45-46

(24) Ibid. p.47



Lisboa, Alfama e o que persiste da malha da cidade muçulmana
 (Reprodução de parte de mapa do 1o Bairro, esc. 1:10 000. Monumentos e Edifícios Notáveis do Distrito de Lisboa. Junta Distrital de Lisboa, 1973.)

Centro de Tires, pequeno aglomerado do concelho de Cascais



Arquitectura Popular em Portugal: modelos de casas torreadas (concelho de Sintra)
 (PEREIRA, Nuno Teotónio; FREITAS, António Pinto de; DIAS, Francisco da Silva-Zona 4. in *Arquitectura Popular em Portugal*. 2a Edição. Lisboa: Associação dos Arquitectos Portugueses, 1980. p.434)



Tires, concelho de Cascais: casas torreadas adaptadas à situação urbana
 (Foto de Ma Amélia Cabrita, 2007)

Rehabilitation of the Cultural Landscape at Umm-Qais

"The Ottoman Village in the Ancient City of Gadara"

Prof. Mohammad El-Khalili*, Nizar Al Adarbeh**

* Ph.D. Conservation of Architectural Heritage 1999. M.A. Restoration of Monuments 1992. B.Sc. Architecture 1986. (All at University of Rome "La Sapienza" Italy). Professor at the Department of Conservation Science, at the Hashemite University of Jordan. Published different articles and participated in many international Projects and conferences

** M.A. Cultural Resources Management. Department of Conservation and Cultural Resources Management, Faculty of Archaeology and Anthropology, Yarmouk University. B.A. Sustainable Tourism. Hashemite University. Participated in different researches and projects as well as international conferences for the conservation and management of cultural heritage.

Address:

Hashemite University
Queen Rania's Institute of Tourism and Heritage
Department of Conservation Science
Zarqa – Jordan

e-mail

* mohd_elkhalili@yahoo.com

** nizar_ad_83@yahoo.com

Telephone:

* +962 5 3903333 ext. 4641 Mobile: +962 79 5934326

** +962 6 5538597 Mobile: +962 79 6849530

Introduction

The modern town of Umm-Qais is the site of ancient Greco-Roman town of Gadara one of the cities of the Decapolis. The Greeks were the first to marvel at breathtaking view and established their acropolis, later Roman Byzantine, and Ottomans followed. The intensive successive occupation during the rich past of the city has deposited gigantic cultural layers.

Umm-Qais situated 110 km north of Amman. The Yarmouk River is visible to the north; the south offers the forested hills of Ajloun, the Irbid plateau to the east and the fertile Jordan valley to the west. This strategic location of Gadara was an important factor in its settlement. In Umm-Qais we have observed the site within its surroundings, and we have identified most of the impacts of the previous activities, and evaluate the results in order to find out the wrong policies in the general management of the site, furthermore, suggestions for new exploitation possibilities that could be valuable in the future.

Today's historic site of Umm-Qais represents a complex collage of cultural landscape. In such a dynamic system, there is a continuing

element of growth, modification, and development. The landscape's elements have changed over time tend only to increase its significance as a historical setting. However, the modern human interventions including archaeological excavations and restoration works conducted were disturbing the cultural landscape and caused deterioration for some buildings as a result of wrong policies in the past years. (Fig. 1)

The Socio-Economic Impacts on Conservation

In the past, the government conducted development plans in a national level were some sites affected reversely rather than expected; some of them were destructed and neglected in the long run. One of these plans was the "Five Year Plan for Economic and Social Development 1981-1985", aiming to protect the cultural heritage, increase the awareness of its cultural value among people, and promoting them as a source and a backbone for the country's economy as tourism destinations. However, the implementation was far from the goals and the results as well. Therefore, Umm Qais was affected by some negative impacts of this national plan.

In 1988, the Ministry of Tourism and Antiquities established a management plan for the site. This included a rehabilitation of some buildings as a rest house, museum, police unit, and safe parking. As a part of the plan the Ottoman village was evacuated and new real sates were granted as a compensation for the locals. In addition, locals were promised to be involved in the management of the new projects in the region.

The historical land use in the region was mainly for farming purposes and the construction vernacular structures was, somehow, concentrated as a close clusters within the ottoman village but since the increase in the population number and the pressure of the government development plans have accelerated the process of land partition among the family members. This caused the disfiguration of the ancient agricultural landscape as well as the pressure of the new Umm-Qais village next to the old one and most of the time constructed on some of the ancient remains since there was no comprehensive urban plan for the village.

Management and Planning Problems

The main problem which is facing the site is the existing management and planning process that have been adopted in the last two decades. Jordan, as one of the developing countries, which has not yet developed the right policies for treating its cultural heritage nor even protective legislations as a significant part of its identity and as a valuable cultural asset of its own. The sites were the only prey of these wrong policies in the previous decades.

There is a misconception about the interpretation and presentation of the whole regional context. The evacuation of the Ottoman Village caused conflict between the local people and the Ministry of Tourism. In addition there is no comprehensive plan of action for the archaeological site that regulate the balance between the protection of the site and its cultural assets as a conservation issue, and there socio-economic impacts on the perception of their visitors and local people as a development issue. Therefore we should investigate the current management and planning process for the identification, conservation, interpretation and promotion of Umm-Qais in order to establish an appropriate comprehensive management plan.

Critical Analysis and Proposed Solutions

Umm-Qais should be analyzed as a comprehensive region of both inside and outside the historic site. An attempt to identify landscape features and components in order to develop a comprehensive management and development plan.

This critical analysis would identify the problems and potentials associated in the region of Umm-Qais. They have also pointed out the need for a usable, straight-forward system and methodology for addressing identification, evaluation, registration and management of these cultural and natural resources within the region. Work outside the historic site falls within two broad categories: work concerned with landscape understanding, and work concerned with landscape protection and management.

In general, rural landscape management of Umm-Qais region has been concerned less with preservation than with the practicality and feasibility of proposed plans. Significant work in this area is not examined nor exists. One of the goals of our research is to unite the efforts of people working with natural and cultural resources and people concerned with agricultural land retention.

Conservation & Development Plan

The purpose of the conservation and development plan is to accelerate the conservation, development and rehabilitation of cultural resources, as well as improve the socio-economic benefits of the local community. In the other hand, enhance the environment protection. This will improve the capability of Umm-Qais region including local authorities and governing bodies to plan, develop, and carry out programs for resource conservation and development.

As a part of this conservation plan we can exploit the potential of the Ottoman Village by a rehabilitation project. The village could be revived by using the buildings of the village as cultural clusters for handicrafts creation, which will be fully local in its implementation and utilization. The project intends to facilitate community-based socioeconomic development by creating culture-based industries (handicrafts and tourism) in areas adjacent to cultural heritage sites in the Ottoman village, while also improving the management of cultural assets, particularly at the local and national level. (Fig. 2)

We should take the following points in consideration for this rehabilitation project:

1. Conducting social and needs assessment at the site;
2. the development of mechanisms of community-driven development;
3. the design of a monitoring and evaluation system for the project;
4. a tourism assessment both at the project's site and at the national level;
5. the provision of technical assistance to design and implement capacity building interventions;
6. improving the management of cultural assets at the project area;
7. project management and control;

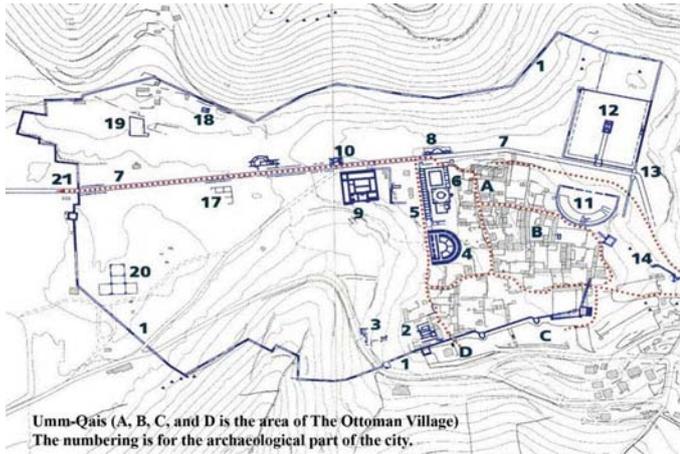
Conclusion

The general scope that we have taken in this research is the exploitation of the region's valuable resources that are not yet fully invested nor managed properly. The establishment of heritage and cultural oriented projects; represented in the rehabilitation, for the region is the best

solution for the protection of Umm-Qais region and beyond that will maintain its significance for the future generation and enhance the sustainability of both natural and cultural resources in the region. Finally, archaeological sites should be treated not as isolated entities fro their settings but they should be treated as a whole context with its surroundings. As a result, a concrete comprehensive development and management plans could be established, which manage between cultural preservation and socio-economic development.

REFERENCES

- Bernard M. Feilden and Jukka Jokilehto, ICCROM (1993). Management Guidelines for World Cultural Heritage Sites, Rome.
- Cesari, C. (1982). Considerations on the problems of integrated conservation. Lecture notes, ICCROM course in Architecture Conservation.
- Feilden, Sir Bernard M.(1982). Conservation of Historic Buildings. Technical Studies in the arts, Archaeology and Architecture series. London.
- Fitch, J. M. (1990). Historic Preservation: Curatorial Management of the Built World. New York.
- Gill Chitty & David Baker, (1999) Managing Historic Sites and buildings. London.
- Jokilehto, J. (1999). A History of Architectural Conservation. Oxford.
- Kerner, S. (1990-1996), The Near East In Antiquity I-IV. Amman
- Kennedy, D. (2000), The Roman Army in Jordan. London
- Nielsen, I./F.G. Andersen/ S. Holm-Nielsen (1993), Die Byzantinischen Thermen (Gadara-Umm Qes 3: AbhDPV 18). Wiesbaden.
- Segal, A. (1988), Town Planning and Architecture in Provincia Arabia. The Cities along the Via Traiana Nova in the 1st – 3rd Centuries. Oxford.
- Thiel, W. (1998), Gadara-Umm Qais. Untersuchungen Zur ZEntwicklung Und Produktion Des Korinthischen Kapitells Im Urbanen Kontext Einer Stadt der Syrischen Dekapolis. Magisterarbeit Univ. Koeln. (maschinenschriftl)
- Weber Thomas M. (2002), Gadara – Umm Qes I "Gadara Decapolitana", Wiesbanden
- Weber Thomas and R. G. Khouri (1989 1990nd) Umm-Qais – Gadara of the Decapolis. A Brief Guide to Antiquates. Amman



Examining the coherence of the diverse patterns

Murat Şahin

Murat Şahin has been working as an assistant professor at the Faculty of Engineering of Yeditepe University in İstanbul. He earned his Ph.D. in Architectural Design from Yıldız Technical University in 1997. His research interests and architectural studies include vernacular-rural patterns-culture, form-flexibility-growth, representation, architecture education, children and practice.

Address:

Yeditepe University, Kayışdağı 34755 Maltepe-Istanbul,Turkey

E-mail address:

shnmrt05@yahoo.com

Telephone:

+90 0216 578 0440

Introduction

Gökçeada (Imroz), as a result of coherent relationships of its geographical, socio-economic and architectural characteristics, has become an entity in which cultural and natural features exist for long years in unity. The main objective of this paper is to re-define and evaluate diverse patterns of the cultural and natural forms on the island in terms of unity and cohesion.

The interrelated meanings of the term coherence can be defined as

- "the integration of diverse elements, relationships and values" (Webster's Ninth New Collegiate Dictionary, 1987), in which 'the whole' hold together firmly its congruent components within a meaningful frame;
- (in aesthetic and ethical sense) decor / decorum- truthful attitude that shows respect or 'fitness, propriety and congruity leading to appropriateness.' (Johnson, 1994, p. 226);
- (in terms of perception and form relations) the strong Gestalt-quality and form-context adaptedness- 'internal coherence' (Alexander, 1966).

In architectural terms, coherence is a place which has a 'distinct character', in which all the parts of the whole mesh together representing and strengthening a peculiar identity. To be more specific, it has to do with 'the organization of space' based on different purposes and different rules' which reflects the needs, values, desires of the groups or individuals designing the space and represent the congruence between social and physical space.' (Rapaport, 1977, p.10). Spatial organization has been, generally, as in this study, interpreted in various schemes through the Gestalt grouping principles such as 'figure-ground differentiation', 'proximity', 'similarity', 'continuity' and 'closure' (Norberg-Shulz, 2000) Palladio identifies beauty as '...an entire and complete body, wherein each member agrees with the other...' (Johnson, ibid, p.99). Possessing inherently authentic beauty, vernacular settlements are, in fact, open

ended and naturally growing entities similar to organisms in a way, not absolute wholes; yet, they are often perceived as complete wholes in terms of realization of a plot or materialization of one identity constructed through correspondence and agreement of the elements. Gökçeada is a place, a peculiar whole, wherein dwells a series of interrelated cultural and natural patterns in its 'interior space'. 'The island presents a barren appearance when viewed from the sea, but its green and fertile 'interior space' contains historical - traditional settlements...' (Şahin, 2004). In architectural level, the basic character of these patterns has been embodied through a coherent system from the design principles to the essential elements of construction integrated within the environment (ibid).

New settlement patterns, which contain both urban and rural settlements with new building types of contemporary production and consumption process, appear to have a very different character from the old 'village-based' patterns, causing the loss of coherence.

Pattern Language Revisited

'The environment is a series of relationships among elements and people, and these relationships are orderly, i.e. they have pattern. The environment has a structure and is not a random assemblage of things. It both reflects and facilitates relations and transactions between people and physical elements of the world.' (Rapaport, 1977, p.9)

Examining the early Turkish carpets, Christopher Alexander indicates that 'Buildings, like carpets, are multi-centered structures which achieve unity, through the interlocking of multiple centers, each one reinforcing the others, until they become beings- just as it happens in carpet.' (Alexander, 1993, p. 350). Alexander's analogy perfectly fits in with the establishment of the island's multi-centered structure in which separate villages have the same principles reinforcing the identity of one another, creating centers on the natural base, and combining a colorful composition of a 'deep and significant unity'. The relationship of every part to the whole and the reciprocity between everyday life and the spatial composition are in evidence in the long-term survival of the villages in spite of the harsh windy climate and the isolated environment.

In environmental sense, a 'coherent pattern', sustaining a system of significance in a spatio-temporal dimension, is comprised by interrelated patterns-units embraced by a larger whole "with the human in the center, with its natural and cultural values which creates strong Gestalt-quality" (Şahin, 2007b).

'Patterns are those arrangements or systems of internal relationship which give to any culture its coherence or plan, and keep it from being a mere accumulation of random bits.' (Kroeber, 1962, p.119). A coherent pattern displays such a consistent relationship between its different parts and their configuration that one can easily comprehend the meaning of the whole. Such patterns generally have spatio-temporal roots and apt images which reflect the local relationships and events. Organic urban patterns have been proven to be the representation of social-cultural-physical cohesion, and the spirit of the place (Kostof, 1991).

Traditional patterns might be evaluated in terms of coherence by means of the terms, 'Gestalt quality', 'unity' and 'integration'. Having reviewed Lynch's conception of urban image (Lynch, 1960), it is possible to state that composition of a vernacular settlement, which represents a visual -organizational unity based on internal coherence, external responsiveness and fitness (Alexander, 1966), is a sort of communal art of creating visual unity for each component of a settlement out of

diversity of typical elements (Moughtin, 1992, p.33).

The coherence of the diverse patterns

Coherence has always been searched through the independent wholes based on the principle of closure. Thus, from this point of view, on the outside, an island, by its very nature, seems to be a coherent whole.

The traditional patterns on the island of Gökçeada appear to have clear Gestalt-quality. The knitting together of separate units by means of similarity of shape, size, or orientation and encompassing the same or similar materials, background -the natural environment and the figure- the built environment, contain similar visual qualities and corresponding patterns. This spatial organization is a typical and natural materialization of conformity. Stone walled outer envelope of the building is the primary element; projected part which made up of wood is the secondary element according to the figure-ground phenomenon (Sahin, 2007a)

The dwelling compounds produce 'visual clusters' with their individual houses, courtyards and garden walls, which define the curved and crooked street layout and create strong boundaries 'according to similarity by spatial orientation.'(Arnheim,1969, p.67; Şahin, ibid.).

The patterns of two- storey dwellings have a grouping effect by 'similarity of size' and with their images and surface qualities by 'similarity of form, color and organization'. Although most of the dwellings lie close together, there are always intervals between individual buildings; however, in the perspective or through the silhouette, they all together appear as 'a compact visual object.' (Arnheim, ibid.)

The simple and closely knit assemblage or agglomeration of individual houses and other interrelated building types makes for 'a strong unified total pattern' (Arnheim, ibid., p. 238). Having the similar expressiveness, compounds of dwellings, which are composed mainly of a house and a stone-walled courtyard, largely resemble each other on their form compositions, plan organizations, materials, construction details and scales.

'The rules of groupings serve not only the purely formal organization of compositions but also support their symbolic meanings.' (Arnheim, ibid, p.73). 'The genuine formal parts' of these 'diffuse compositions', which are 'distributed rhythmically but irregularly' over the slopes of hills (ibid, p.74), are similar parts of the similar larger images they constitute in a hierarchical order from a room to the whole island.

There has been a remarkable correlation between the cultural and natural geography and the settlements which set up the spatial organization. 'Configurations of building groupings, of types of houses, of ways of building that have been established over time show that the various models are not accidental, but rather that they constitute comprehensive and highly significant schemes.' (Norberg-Shulz, 2000, p.232)

The figure-ground relationship is 'one of overall coherence' (Trancik, 1986; p. 98), including an organic configuration of freestanding individual buildings, which look as though they were replaced at random. The natural range of colors produced by its natural constituent materials, stone and the stucco roughly applied to the surface of the building, timber and tile all help to sustain a coherent unity through similarity, proximity and continuity. (Sahin, 2007a)

In traditional settlements on the island, there is an organic and hierarchical order and privacy among architectural elements. They appear as if each village which has the same soul or the same content

is constantly changing its form (Sahin, 2007b). The 'strong typology' of these settlements increases the vividness of the spatial pattern, and creates a language suitable for the place. The constant, but not monotonous, rhythm of rural types and material and the details strengthens the peculiar character of the place.

The disintegration of social cohesion due to the abandonment and addition of new incoherent patterns of tourism and housing development has caused the weakening of Gestalt-quality and total coherency of the whole interlaced patterns of the island.

Conclusion

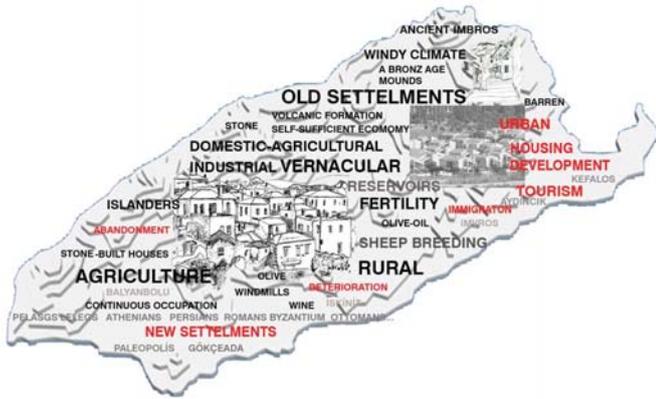
The island, which could be perceived as a part of the universal system and hybrid culture, is no longer an isolated entity in today's communication web. Therefore, in an integrated system, the term, coherence might be more considered equal to the term sustainability in correlated macro and micro scales rather than other meanings above mentioned.

It seems only possible to create a coherent pattern while maintaining the continuance of the significance in many layers of the environment, starting from the man- the basic element of the environment-to the whole place.

Creating a strong Gestalt-quality, the indigenous patterns of the island seemed to succeed combining the constituent elements of separate tangible and intangible values into a unified entity and become an appropriate 'growing whole' of the larger whole.

REFERENCES:

- Abel, C. (2000). *Architecture and Identity*. Oxford, Great Britain: Architectural Press.
- Alexander, C. (1966). *Form*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.
- Alexander, C. (1993). *A Foreshadowing of 21st Century of Art*. New York, Oxford: Oxford University Press.
- Arnheim, R. (1969). *Art and Visual Perception*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press
- Johnson, P-A. (1994). *The Theory of Architecture*. New York: John Wiley & Sons, Inc.
- Kostof, S. (1991). *The City Shaped*. London: Thames & Hudson
- Kroeber, A. L. (1963). *Anthropology: Culture Patterns and Processes*. New York: First Harbinger Books edition, Lynch, K. (1960). *The Image of the City*. England: The MIT Press
- Moughtin, C. (1992). *Urban design: Street and square*. Great Britain: Butterworth – Heinemann Ltd. Norberg-Shulz, C. (1997). *Intentions in Architecture*. (10th printing). USA: The M.I.T. Press.
- Norberg-Shulz, C. (2000). *Architecture: Presence, Language Place*. Milan: Skira editore,
- Rapaport, A. (1977). *Human Aspects of Urban Form*. UK: Pergamon Press Ltd.
- Sahin, M. (2004). *An Island Caught Between: Gökçeada/ İmroz*. International Gazimagosa Symposium by Eastern Mediterranean University, 2004; U.Ulaş Dağlı, N.Doratlı, Ş.Önal Hoşkaya, P.Uluçay, Emu Press, Gazi Mağusa, pp 454-462,
- Sahin, M. (2007a). *Re-exploration of the quality of gestalt in rural patterns*. Paper presented at 3rd International Sinan Symposium -Housing in Historical Centers & Rural Areas, 12-13 April 2007, Edirne, Turkey.
- Sahin, M. (2007b). *Comparison of the integrated and non-integrated patterns in a spatio-temporal dimension in the context of an island*. Paper presented at International Conference on Environment: Survival and Sustainability, 19-24 February 2007, Near East University, Nicosia, Northern Cyprus.
- Trancik, R. (1986). *Finding Lost Space*. New York: Van Nostrand Reinhold.
- Webster's Ninth New Collegiate Dictionary (1987). USA: Merriam-Webster Inc.



The disintegration of the medieval city of Cairo

Dalia Nabil Aly Abdul-Ghany

researcher at CULTNAT Center for Documentation of Cultural & Natural Heritage for the documentation of Ex-royal Palaces in Egypt, Jan. 2007 – until present time.

Director of The Development of Craftsmanship and Artistic Skills of the Children of al-Darb al-Ahmar Neighbourhood in Cairo Project, Jan. – Aug. 2006.

Researcher at Hampikian-Ibrashy for Architecture and Heritage Management for various historic monuments for conservation projects, and coordinator of a course for architectural conservation and restoration designed for the inspectors of Antiquities in Cairo, April-Aug. 2005 & Feb. – Aug. 2006.

Address:

1 Muhammad Labib al-Kirdany St.
Heliopolis, P.O. Box: 11361 – al-Hurriyyah
Cairo, Egypt

E-mail address:

strawbery@aucegypt.edu

Telephone:

+2 02 418 6873 / +2 010 8774707

Comparing photos of Cairo taken at intervals of time, one notices that street views drastically changed especially in the post-colonial period¹. Medieval streets that once displayed marvelous mosques and *madrasas*, hosting *wakālas* for foreign merchants coming from all over the world for wholesale trade, markets full of oriental merchandise and houses overlooking the streets with intriguing *mashrabiyyas* no longer have these lively images of the past. Today these old streets only boast with surviving religious monuments of mosques and *madrasas*, as for secular buildings - *wakālas*, markets and houses, most of these are now replaced by post-colonial apartment buildings, while the rest of the surviving buildings suffer not only from negligence and serious damage but also from continuous threat of destruction. The disappearance of such buildings not only means the loss of the prominent aspects of the secular life in the old city with its daily facets of trading, shopping and living, but also the loss of what gives the city its lively spirit that all historians and travelers appraisingly described (Pl. 1).

This paper is dedicated to discussing aspects of the disintegration of the old city of Cairo, causes of deterioration and possible solutions for the urban development of old districts of the city which were greatly undermined as a result of poverty and neglect despite their high authentic value.

Many of these buildings are houses dating to the nineteenth and twentieth centuries. The importance of these houses lies in their hybrid style; the traditional style developed in Egypt, the *Rumi* style imported

in the reign of Muhammad Ali (r. 1805-48) and the European style introduced as a result of the increasing Western influence by that time. The amalgamation of such influences resulted in the appearance of a genuine style of building that was rarely studied by art historians (Pl. 2).

Most of the nineteenth and twentieth century houses have different settings from medieval houses in Cairo². In the former the upper stories of the house are divided into apartments; a central hall is always a predominant element in each flat, through which one can access other rooms (Pl. 1), a feature that was imported to Egypt in the nineteenth century, presumably a *Rumi* influence, while in many cases the ground floor like in medieval houses comprises shops. The façade of the house depicted in (Pl. 1) still shows a prevailing Egyptian style of wooden *mashrabiyyas*, projecting window bays surmounted with crenellations and decorated with *muqarnas*. Yet, the substitution of wooden shutters for turned wood screens in windows is another innovation of the nineteenth century. However in (Pl. 2), Western elements became obviously part of the decorative program of façades in Egypt, such as pediments and round arched niches.

The disintegration of the medieval city could be traced back to the nineteenth century when a strong yearning to modernize Cairo led to the establishment of new neighborhoods reminiscent of great Western cities in Europe. This modernization movement was initiated by Muhammad Ali and was further continued by his successors, however, major works of urban development of the city were undertaken in the reign of Khedive Ismail (r. 1863-79) and were mainly based on the western zone to the medieval city comprising Downtown, Garden City, and Zamalik quarters (Pl. 3).³

These new neighborhoods were supplied with gas light in A.D. 1870 - then electricity in A.D. 1898 – and with paved streets linking the new city with Shubra, Abbasiyya, Matariyya, the old city and Giza⁴. On the other hand, the old city was greatly neglected and continued with its old traditional system of municipal utilities, and so it fell into gradual decline towards the end of the nineteenth century.

Furthermore, as part of the modernization process of the city, plans were made to incorporate the old medieval quarters with the newly built ones, and as a result, new wide streets were planned joining districts such as al-Azbakiyya and al-Azhar with the citadel, and consequently old streets and buildings soon perished; Muhammad Ali Street was constructed in A.D. 1872 linking al-Ataba Square with the citadel⁵, and the famous canal, al-Khalij - that once was flanked by houses overlooking its banks - was filled in to serve as today's Port Said Street. Furthermore in the A.D. 1920s, al-Azhar Street penetrated the east-west axis of the old city intersecting with the main Qasaba of the Fatimid city and Port Said Street to finally reach the newly built city on the west, while in the A.D.1950s, as Meinecke affirmed, al-Azhar Square was constructed destroying a whole quarter of the city⁶. Many old quarters were further westernized such as the lakes of al-Azbakiyya, al-Fil and others that had been depicted in the famous work of the French Expedition, *La description de l'Egypte*, with sailing boats and lavish houses built around them, were also filled in to serve as gardens, where the oriental style buildings were replaced with houses, hotels, and cafés built in the European style⁷.

By the time these newly developed quarters were built, Khedive Ismail as well as the wealthy people, who once lived in the old city, enthusiastically moved out to their new palaces and villas⁸. Such a migration of inhabitants from the old city to newer quarters is still

taking place until today, though by people from the middle class. During the post-colonial period and particularly in A.D.1967, another type of migration took place, where large numbers of migrants came from towns of the Suez Canal and other areas and finally settled in Cairo⁹.

In addition to the migration into the old city, the natural rise in birth rate caused a great increase in the population of the city. Such a drastic rise in the population together with the lack of basic municipal services in the old city led to a major sanitation problem. Piles of garbage became common scenery in old streets that could remain for weeks before being collected. And to make things worse, sometimes these piles would end up burnt close enough to monuments on the streets. Huge trash trucks strive with difficulty to pass through the narrow streets of the old city, besides they could easily scratch the façades of monuments while maneuvering in medieval streets. Furthermore, the frequency of emptying bins is too long, and so the garbage is always heaped along the sides of the streets. Such an obstacle could be simply overcome by designating smaller cars for collecting garbage, whereby movement within the old city streets would be much easier. Moreover, to avoid garbage accumulation, it must be collected on a daily basis, perhaps at early or late hours of the day to avoid the usual traffic jam. Another encountering problem is the archaic sewage system used in these neighborhoods; Williams warns of its threat to the buildings through causing a rise in the underground water and the most dangerous increase in its chemical nature that causes a great deal of damage, which is considered one of the most prominent problems facing conservation in Cairo today¹⁰. Some efforts have been recently made by the Historic Cairo Project to change the old sewage network in the old city, and hopefully that would help in improving such exacerbating conditions¹¹.

Furthermore, another important factor in the deterioration of the old neighborhoods is the demolition of old traditional buildings and replacing them with giant concrete structures that altered the façades of medieval streets of Cairo permanently (Pl. 4). These recent structures, as Meinecke pointed out, are constructed void of any aesthetic quality to host a much poorer category that represents the majority of the population in the old city¹². The destruction of old buildings is due to the fact that almost all of the buildings of the nineteenth and twentieth centuries - as well as other earlier secular buildings dating to the Ottoman period - were not included in the list of monuments prepared by the *Comité de Conservation des Monuments de l'Art Arabe* and were never added to the list even after surviving for a hundred years or more.

The fact that most of these buildings are not registered as historic monuments made them vulnerable for destruction in favor of massive concrete blocks with more apartments that would bring more income to the owner and more repulsiveness to the neighborhood. The increasing rate of destroying old buildings is related to a very important factor, the enormous rise of population; the demand for more living space in the capital city became the most problematic and complicated issue today due to several economic and social factors¹³. As a result, many of these buildings became subject to demolition, which caused a great change in the unique character of these neighborhoods.

The registration of these secular buildings as historic monuments is unquestionable, provided that the first article of the Egyptian Law of Monuments Preservation states that any building or object created by different civilizations in Egypt in historic times or before a hundred years

is considered a monument, as far as it possesses an authentic or historic value that represents an aspect of the various civilizations once existed in Egypt. Furthermore, in the second article of the law, it is stated that any building or object of a historic, scientific, religious, artistic or literary value is considered a monument regardless the age of the monument.¹⁴ Accordingly, a building can be registered as a monument even if its age is less than a hundred years for its authentic value. According to the law, these houses should be registered as monuments, and that would at least prevent their intentional demolition.

Secondly putting plans for the documentation of the surviving secular buildings is very crucial, as well as taking the procedures needed to carry on short and long term plans for the conservation of these monuments, especially the ones endangered.

Such a process could not be accomplished without the collaboration with people living in these buildings. These people must have the priority in the restoration project, for they are the ones who will ultimately be responsible for the welfare of these buildings later on. Alternative houses must be provided to people during the restoration period as well as contracts that guarantee their rights in returning to their restored houses and in paying them financial compensations for leaving their homes or shops¹⁵. Furthermore, it is crucial to set campaigns for educating people living in old quarters about their neighborhood's authentic value and to teach them of their essential role in the rehabilitation process of these neighborhoods, a process that could never be accomplished except by involving them in. Helping people to find possible solutions for their socio-economic problems and improving their living environment could encourage them to cooperate in the rehabilitation of their living space¹⁶.

Obviously the development of the medieval city inevitably involves several governmental and no-governmental efforts, and so their cooperation is essential for the rehabilitation process of the city.

¹ A perfect publication for that is Barry Iverson's & Nihal Tamraz's *Comparative Views of Egypt* (Cairo, 1994).

² Extensive studies on medieval houses in Cairo were mainly done by Laila Ali Ibrahim, Nelly Hanna, Mona Zakariya, André Raymond, Bernard Maury, Jacques Revault, Edmond Pauty, Alexandre Lézine, Jean-Claude Garcin, Mohammad Hassan Kashef and Ahmad Hassaballah. As for the 19th – 20th century houses, the major documentation study on selected houses was published in Ahmed Abdou, Herbert Kallmayer, & Klaus J. Schulz *Citizens' Participation in the Renovation of the Old Town* (Goethe Institute Cairo, University of Helwan & Faculty of Fine Arts, 1997).

³ Ali Mubarak, *al-khia al-tawfiqiyya al-jadida li mir al-qāhira wa mudunihā wa bilādihā al-qadima wa-al-shahira* (Bulaq, 1888), 82; André Raymond, trans. Willard Wood, Cairo (Harvard, 2000): 299-318; Janet Abu-Lughod, *Cairo 1001 years of The City Victorious* (Princeton, 1971), 92-117.

⁴ Mubarak, *al-khia*, 82; Raymond, Cairo, 312; James Aldridge, Cairo (London, 1969), 198.

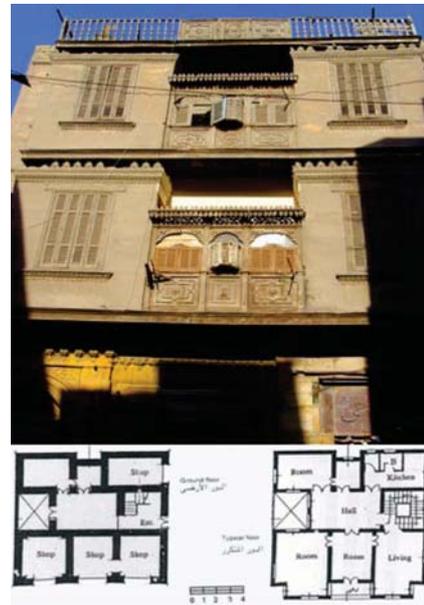
⁵ Michael Meinecke, "Recent Changes to the Historic Fabric in Cairo," in *Islamic Cairo: Architectural Conservation and Urban Development of the Historic Centre* (AARP, 1980): 16.

⁶ *Ibid.*, 16-7.

⁷ Mubarak, *al-khia*, 83-5; Raymond, Cairo, 315; Aldridge, Cairo, 177, 188, 199; Nasser Rabbat, "A Brief History of Green Spaces in Cairo," in *Cairo: Revitalising a Historic Metropolis*, ed. Stefano Bianca & Philip Jodidio (Aga Khan Trust, 2004), 51-2.

⁸ Mubarak, *al-khia*, 84; Aldridge, Cairo, 188; Caroline Williams, "Islamic Cairo: Endangered Legacy," *The Middle East Journal* (Washington, 1985) 39/3: 235.

- 9 Ibid., 236; Meinecke, "Recent Changes," 16.
- 10 Williams, "Islamic Cairo," 237; Meinecke, "Recent Changes," 17. In their articles, Williams and Meinecke referred to sanitation problems in the old city by A.D. 1980-5, and still in A.D. 2007 the city severely suffers from the same problems.
- 11 Meanwhile the sewage network of the northern part of al-Muizz Street is being renewed.
- 13 Meinecke, "Recent Changes," 17; Williams, "Islamic Cairo," 238.
- 14 "<http://devdata.worldbank.org/external/CPProfile.asp?SelectedCountry=EGY&CCODE=EGY&CNAME=Egypt%2C+Arab+Rep.&PTYPE=CP>" <http://devdata.worldbank.org/external/CPProfile.asp?SelectedCountry=EGY&CCODE=EGY&CNAME=Egypt%2C+Arab+Rep.&PTYPE=CP>. According to the most recent statistics made by the World Bank by the year 2005, the population in Egypt increases annually by 1.9%.
- 15 Al-idāra al-āmma lil shu'ūn al-qānūniyya, Qānūn raqm 117 li sanat 1983 bi iār qānūn imāyat al-āthār wa qarār rais al-jumhūriyya raqm 2828 li sanat 1971 bi inshā haiaat al-āthār (Cairo, 1996), 3.
- 16 This issue was discussed in The SCA inspectors' Training Course 2005 directed by Hampikian-Ibrashy and funded by The American Research Center.
- 17 Recent Rehabilitation Projects were led by the Aga Khan, however the Goethe Institute is considered a pioneer in the rehabilitation of domestic houses in medieval Cairo since the A.D. 1980s. the need for a usable, straight-forward system and methodology for addressing identification, evaluation, registration and management of these cultural and natural resources within the region. Work outside



Pl. 1. Cairo, A house façade at al-Darb al-Ahmar, probably 20th century
 Ground and upper plans (after Goethe Institute Cairo, University of Helwan & Faculty of Fine Arts)



Pl. 2. Cairo, A house façade at al- Husainiyyah, 19th - 20th century